

VISITE OFFICIELLE AU CANADA

de

Son excellence

Boutros Boutros-Ghali

Secrétaire général de la Francophonie

CAHIER DE PRESSE - SEPTEMBRE 1998

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada

◆ LE DEVOIR ◆

POLITIQUE

E N B R E F

Francophonie: Chrétien avertit Bouchard

Moncton (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien a prédit hier que toute tentative de la part du premier ministre québécois Lucien Bouchard de promouvoir la souveraineté du Québec au prochain Sommet de la Francophonie se retournerait contre lui. M. Chrétien se trouvait au Nouveau-Brunswick pour y visiter les installations où se tiendra l'an prochain le Sommet de la Francophonie. Le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue du pays et Moncton, une ville bilingue comptant un nombre presque égal de citoyens francophones et anglophones. «*Ils s'y essaient tout le temps*, a dit M. Chrétien, quand on lui a demandé s'il croyait que les leaders indépendantistes se serviraient du sommet comme d'une tribune pour promouvoir leur cause. *Mais quand les gens arriveront ici à Moncton et qu'ils verront la façon dont les francophones et les anglophones vivent très bien ensemble, ils vont se demander où est le problème.*»

16725120

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires étrangères

DEC 15 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la Bibliothèque du Ministère

Grandmaître et Lalonde sont choqués

L'Ontario veut participer au Sommet de la francophonie

Le gouvernement de l'Ontario a demandé d'être reconnu comme «gouvernement participant» au Sommet de la francophonie de 1999 à Moncton, au même titre que les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick.

DENIS GRATTON
Le Droit

Le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, Noble Villeneuve, a fait parvenir une lettre au ministre responsable de la Francophonie canadienne, Diane Marleau, dans laquelle il explique que son gouvernement veut «jouer un rôle plus actif dans les activités du Sommet de la francophonie» et que l'Ontario souhaite obtenir un statut particulier durant ce Sommet plutôt que d'être un simple membre de la délégation canadienne.

«Le gouvernement du Canada a toujours pris une part active aux divers Sommets de la francophonie et le Nouveau-Brunswick et le Québec y participent à titre de «gouvernement participant», a écrit M. Villeneuve dans cette lettre dont *Le Droit* a obtenu copie.

«Étant donné l'importance du Sommet de 1999 pour la francophonie canadienne, et le poids démographique de la communauté francophone ontarienne, le gouvernement de l'Ontario aimerait être reconnu comme un «gouvernement participant», a ajouté le ministre Villeneuve.

Si le gouvernement fédéral acquiesce à cette demande, l'Ontario - une province unilingue anglophone - obtiendra une reconnaissance particulière au Sommet de la francophonie de Moncton, soit la même reconnaissance acquise par le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Lalonde et Grandmaître surpris
Cette demande du ministre Villeneuve a surpris plusieurs intervenants de la communauté franco-ontarienne, dont le député libéral d'Ottawa-Est, Bernard Grandmaître, et la présidente du mouvement S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde.

«Le gouvernement Harris se montre soudainement intéressé à la francophonie mais il n'agit pas de la même façon. Au lieu de poser des gestes de politesse du genre, il devrait passer à l'action», a déclaré le député Grandmaître.

«Le gouvernement de l'Ontario aurait des gestes à poser avant de demander d'être reconnu de la sorte, a enchaîné Mme Lalonde.

«Lorsque vous faites une telle demande, vous devez l'appuyer par des actions concrètes. Donc si le gouvernement Harris veut un peu de crédibilité au Sommet de la francophonie, s'il veut être un «gouvernement participant», qu'il enchâsse les droits des Franco-Ontariens dans la Constitution et qu'il nous laisse l'hôpital Montfort. Tant qu'il n'agira pas, ce gouvernement n'aura aucune crédibilité à la table de la francophonie canadienne et mondiale», a-t-elle ajouté.

L'attachée de presse de M. Villeneuve, Lisette Léveillé, a expliqué hier que le ministre a fait cette demande à Mme Marleau afin que son gouvernement ne soit pas oublié comme il l'a été, l'an dernier, lors du Sommet de la francophonie qui s'est déroulé au Vietnam.

«L'an dernier, le fédéral a invité tous les membres de la communauté franco-ontarienne, comme l'ACFO et TFO, mais il n'a même pas invité le gouvernement ontarien. Donc cette

année, nous demandons qu'il l'Ontario, qui a la plus grande majorité de francophones hors Québec, soit reconnue au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick. Nous avons fait parvenir cette lettre à Mme Marleau afin qu'elle n'oublie pas de nous inviter», a dit Mme Léveillé.

Et en réplique aux commentaires de M. Grandmaître et de Mme Lalonde, l'attachée de presse de Noble Villeneuve a renvoyé la balle dans le camp fédéral.

«Le fédéral peut bien nous accuser d'avoir coupé des services, mais c'est ce même gouvernement qui nous impose toujours des coupes. Par ailleurs, avant de demander le bilinguisme officiel pour l'Ontario, il faudrait faire une étude des coûts d'une telle décision», a-t-elle répondu.

Bouchard et le Sommet de la francophonie

Chrétien prend les devants

Presse Canadienne
Moncton

Le premier ministre Jean Chrétien a prédit hier que toute tentative de la part du premier ministre québécois Lucien Bouchard de promouvoir la souveraineté du Québec au prochain Sommet de la francophonie se retournerait contre lui.

M. Chrétien se trouvait au Nouveau-Brunswick pour y visiter les installations où se tiendra l'an prochain le Sommet de la francophonie.

Le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue du pays et Moncton, une ville bilingue comptant un nombre presque égal de citoyens francophones et anglophones.

«Ils s'y essaient tout le temps, a dit M. Chrétien quand on lui a demandé s'il croyait que les leaders indépendantistes se serviraient du sommet comme d'une tribune pour promouvoir leur cau-

se. Mais quand les gens arriveront ici à Moncton et qu'ils verront la façon dont les francophones et les anglophones vivent très bien ensemble, ils vont se demander où est le problème.»

La tournée des installations du sommet par le premier ministre Chrétien a été perturbée à deux reprises hier par des manifestations bruyantes organisées par l'Alliance de la fonction publique du Canada.

À des arrêts à Moncton, puis à l'Institut Memramcook, M. Chrétien a été accueilli par des manifestants le traitant de «menteur» et qualifiant de «honteuse» l'attitude d'Ottawa. Les protestataires, principalement des femmes, étaient en colère devant la réticence d'Ottawa à émettre les chèques pour se conformer à la décision récente du Tribunal fédéral des droits de la personne, favorable à l'équité salariale.

À Memramcook, où une cin-

quantaine de personnes manifestaient, une femme a brandi un mannequin à l'effigie de Jean Chrétien, pendu au bout d'un bâton. À Moncton, on comptait environ 150 protestataires.

Bien que M. Chrétien ait abordé la question de l'équité salariale avec les journalistes, il n'en a rien dit aux manifestants et a paru soucieux de les éviter.

À un moment, le premier ministre a marché d'un pas rapide dans la rue principale de Moncton entouré d'un cénacle de partisans libéraux - tous des hommes - en complets sombres, de travailleurs du sommet et de gardes de sécurité. Mary MacNeil, de l'AFPC, a couru tout le long du parcours, tentant désespérément d'obtenir de M. Chrétien qu'il réponde à ses questions.

Elle a été écartée par un imposant garde de sécurité, qui s'est assuré qu'elle ne puisse pas s'approcher du premier ministre. Elle a même été poussée dans une plate-bande.

Durant son séjour éclair au Nouveau-Brunswick, le premier ministre Jean Chrétien a été pourchassé par des manifestants de l'Alliance de la fonction publique qui voulaient connaître ses intentions à la suite du jugement sur l'équité salariale.

Le N.-B. « prêche par l'exemple »

Chrétien vante la collaboration entre francophones et anglophones en vue du Sommet de la francophonie

ANDRÉ PÉPIN
collaboration spéciale, MONCTON

Le premier ministre Jean Chrétien affirme que le Nouveau-Brunswick « prêche par l'exemple » en organisant un Sommet de la francophonie en septembre prochain.

« Nous avons ici la preuve que les francophones et les anglophones peuvent travailler unis, pour la tenue d'un événement majeur », a déclaré M. Chrétien, de passage hier à Moncton pour visiter les principaux lieux où se dérouleront l'an prochain les activités politiques de ce sommet qui réunira plus de cinquante chefs d'États francophones.

M. Chrétien, en vitesse il faut le dire, a visité le campus de l'Université de Moncton, les principaux sites de la ville et s'est surtout entretenu en privé avec celui qu'il présente « comme le chef francophone du Nouveau-Brunswick », le nouveau premier ministre acadien, Camille Thériault.

Dans un point de presse qui n'a duré que quelques minutes, M. Chrétien a surtout insisté pour dire que la fameuse lettre de son ministre des affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, au premier ministre Lucien Bouchard, « est une bonne lettre », ajoutant « qu'il n'y a pas de référendum en vue au Québec ».

M. Chrétien refuse donc d'indiquer si d'autres procédures légales

seront entreprises pour déterminer la valeur d'une éventuelle majorité du Oui dans une consultation référendaire.

« Il y a plus de 72 % des Québécois qui ne désirent pas de référendum. Ce que nous voulons, c'est qu'il n'y ait pas de référendum. Les Québécois veulent plutôt parler d'emploi, d'échanges avec les autres provinces, comme avec le Nouveau-Brunswick », a expliqué un Jean Chrétien pressé, visiblement irrité, en cette journée difficile pour le dollar canadien.

Il a de nouveau réitéré sa confiance à l'endroit du ministre des Finances et des dirigeants de la Banque du Canada, répétant que l'économie canadienne montre des signes encourageants. « Nous avons réduit le déficit, assaini les finances publiques. L'économie canadienne souffre des difficultés financières à l'étranger. Nous suivons la situation de près », a-t-il dit.

Durant son séjour éclair au Nouveau-Brunswick, M. Chrétien a été pourchassé par des manifestants de l'Alliance de la Fonction publique qui voulaient connaître ses intentions à la suite du jugement du Tribunal des droits de la personne sur l'équité salariale. Il s'est contenté de hausser les épaules, en rencontrant les manifestants. Devant les journalistes, il a refusé de préciser si son gouvernement porterait l'affaire en appel, répétant inlassable-

ment qu'il doit « décider de l'usage du budget ».

« Évidemment, tout le monde, tous les groupes peuvent réclamer plus d'argent, mais il s'agit des fonds publics, de l'argent de tous les contribuables ».

Dans l'entourage du premier ministre, on demeure très prudent sur la décision qui sera prise concernant ce jugement. « Nous avons jusqu'à vendredi pour décider. Nous verrons en temps et lieu », a confié un de ses proches conseillers.

Le premier ministre canadien n'a pas fait la moindre annonce significative pour la relance de l'économie au Nouveau-Brunswick, à l'issue d'un entretien de plusieurs heures avec Camille Thériault, malgré un taux de chômage qui dépasse ici 10 %, avec des poches de pauvreté incroyables : quatre municipalités du Nouveau-Brunswick apparaissent dans la liste des endroits les plus pauvres au pays, selon une récente enquête de Statistique Canada. Le taux de chômage, dans des municipalités comme Lamèque et Tracadie-Sheila, dans la Péninsule acadienne, dépasse les 20 %.

MM. Chrétien et Thériault ont longuement parlé, ont-ils dit, des problèmes de soins de santé, dans cette province de l'Atlantique, où il est maintenant à peu près impossible de dénicher un médecin de famille.

Francophonie : l'Ontario veut sa place

Presse Canadienne
OTTAWA

Le monde associatif franco-ontarien a applaudi le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, Noble Villeneuve, pour avoir demandé que son gouvernement soit un « gouvernement participant », au même titre que ceux du Québec et du Nouveau-Brunswick, au Sommet de la francophonie, qui se déroulera à Moncton, l'an prochain.

Selon l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) et la Chambre économique de l'Ontario (CEO), le gouvernement ontarien a sa place dans la francophonie mondiale. Ceci vient contredire les propos du député d'Ottawa-Est, Bernard Grandmaitre, et de la présidente du mouvement S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde, qui ont critiqué, cette semaine, la demande faite par le ministre Villeneuve.

Selon eux, le gouvernement Harris devrait d'abord enchâsser les droits des Franco-Ontariens dans la Constitution et sauvegarder l'hôpital Montfort s'il veut acquérir de la crédibilité dans la francophonie canadienne et mondiale.

Journal
montréal

VITE TROUVÉ
VITE VENDU

Les petites
ANNONCES

Plus d'un million de lecteurs lisent les petites
annonces de Journal de Montréal.

888-8888

LES NOUVELLES DE LA PRESSE CANADIENNE JOURNAL DE MONTRÉAL

L'Ontario veut sa place dans la Francophonie

OTTAWA (PC) - Le monde associatif franco-ontarien a applaudi le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, Noble Villeneuve, pour avoir demandé que son gouvernement soit un "gouvernement participant", au même titre que ceux du Québec et du Nouveau-Brunswick, au Sommet de la francophonie, qui se déroulera à Moncton, l'an prochain.

Selon l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) et la Chambre économique de l'Ontario (CEO), le gouvernement ontarien a sa place dans la francophonie mondiale.

Ceci vient contredire les propos du député d'Ottawa-Est, Bernard Grandmaître, et de la présidente du mouvement S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde, qui ont critiqué, cette semaine, la demande faite par le ministre Villeneuve.

Selon eux, le gouvernement Harris devrait d'abord enchâsser les droits des Franco-Ontariens dans la Constitution et sauvegarder l'hôpital Montfort s'il veut acquérir de la crédibilité dans la francophonie canadienne et mondiale.

Le directeur général de l'ACFO, Adrien Cantin, n'a guère apprécié les propos de M. Grandmaître et de Mme Lalonde et, dans une sortie en règle, a rappelé que l'Ontario français compte beaucoup plus de gens qu'un "député libéral dans l'opposition et qu'une dame partie en guerre".

"À ce que je sache, Gisèle Lalonde n'est pas la porte-parole de tous les francophones de l'Ontario, a-t-il lancé. J'ai l'impression que les francophones d'Ottawa pensent parfois qu'ils sont les seuls francophones en Ontario. Pourtant, tout l'Ontario français appuie la demande du ministre Villeneuve. Il faudrait parfois demander l'opinion à d'autres personnes qu'un député libéral dans l'opposition et à Gisèle Lalonde qui est partie en guerre, a-t-il laissé tomber.

"Ça fait des mois que l'ACFO travaille pour que le gouvernement soit invité au Sommet de la francophonie de Moncton. L'ACFO n'est pas un groupe de personnes qui se tourment les pouces à longueur de journée comme certains aiment croire, de poursuivre M. Cantin. Il est nécessaire, pour la communauté franco-ontarienne, d'avoir sa place à ce Sommet. Il est également nécessaire que notre gouvernement soit là afin qu'il soit sensibilisé davantage à la francophonie. Plus il sera exposé à la francophonie, le mieux il sera en mesure de comprendre ce qui se passe sur son territoire."

Même son de cloche de la part de la présidente de la Chambre économique de l'Ontario, Linda Savard.

"Nous croyons que la participation active de l'Ontario au Sommet de la francophonie enverra un message clair aux pays francophones sur l'existence d'une communauté d'affaires francophone forte et dynamique. Il est grand temps pour l'Ontario de prendre sa place sur l'échiquier de la francophonie internationale. Et c'est la communauté d'affaires francophone qui en sortira grande gagnante", a déclaré Mme Savard.

© La Presse Canadienne, 1998

Le Carillon Hawkesbury, ON	(Habd) Page 7	Code 07 07A	DG W CIRC : 8500
--------------------------------------	------------------	----------------	---------------------

L'Ontario au sommet de la francophonie? La Chambre économique de l'Ontario appuie le gouvernement

La Chambre économique de l'Ontario appuie le gouvernement de l'Ontario dans sa demande auprès de l'Honorable Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et Ministère responsable de la Francophonie canadienne, de devenir un gouvernement participant au même titre que le Nouveau-Brunswick et le Québec, lors du prochain sommet de la Francophonie qui se tiendra au Nouveau-Brunswick en 1999.

Depuis maintenant un an, la CEO revendique la participation de l'Ontario au Sommet de la Francophonie, au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick. «Pour nous, c'est un pas dans la bonne direction, de dire la présidente-directeure générale, Mme Linda Savard. Nous croyons que la participation active de l'Ontario au sommet de la Francophonie enverra un message clair aux pays francophones sur l'existence

d'une communauté d'affaires francophone forte et dynamique. Il est grand temps pour l'Ontario de prendre sa place sur l'échiquier de la francophonie internationale. Et c'est la communauté d'affaires francophone qui en sortira grande gagnante», d'ajouter Mme Savard.

La Chambre économique de l'Ontario est un regroupement de gens d'affaires francophones ayant plus de 800 membres partout en Ontario. Elle regroupe des entrepreneurs et compagnies, ainsi que des associations de gens d'affaires francophones. Son mandat est de défendre les dossiers économiques francophones de la province sur la scène nationale et internationale.

mediascan

Copying permitted in accordance with licence from CANCOPY/ANEC, except letters to editor and advertisements. Sale or republication prohibited.
 Copie autorisée conformément à la licence CANCOPY/ANEC, sauf pour les lettres à l'éditeur et la publicité. La vente et la republication sont interdites.

Revue de Press

Le Carillon		(Hebdo)	Page		Code	07	07A
Hawkesbury, ON	98-09-02		8				DC W
						CIRC 1 8500	

L'Ontario au Sommet de la francophonie?

Le ministre responsable des Affaires francophones en Ontario, Noble Villeneuve, a envoyé la semaine dernière une lettre à la ministre de la Francophonie du Canada, Diane Marleau, une demande pour participer au Sommet de la francophonie qui se déroulera l'année prochaine à Moncton au Nouveau-Brunswick.

Malgré les grandes causes que les francophones ont dû débattre au cours des dernières années, il s'agit d'une bonne nouvelle. En d'autres mots, le gouvernement de l'Ontario reconnaît l'importance de la francophonie en Ontario, malgré toute la controverse qu'auront pu susciter certaines décisions.

Il faut saluer cette initiative du ministre Noble Villeneuve qui, on le sait, n'a pas toujours la vie facile dans un gouvernement qui a bien d'autres priorités que les demandes des francophones.

mediascan

Copying permitted in accordance with licence from CANCOPY/ANEC, except where noted otherwise. Solo se reproduce en français.
Copie autorisée conformément à la licence CANCOPY/ANEC, sauf pour les autres à l'éditeur et la public. Le reste et la reproduction sans autorisation.

Rovue de Presse

P. 02

613 238 3896 10 15068603030

SEP 08 09 08:52 AM MEDIASCAN 0111M

Dernière mise à jour le mercredi 2 septembre 1998, 15 h 07 HAE.

Gouvernement du
Nouveau-Brunswick

Allocution du Premier
ministre Camille
Thériault
Sommet de Moncton
de la Francophonie

À Moncton on célèbre déjà le sommet de la francophonie

Le prochain sommet de la francophonie aura lieu du 3 au 5 septembre 1999 au Nouveau-Brunswick. Devant 200 personnes, le Premier ministre Camille Thériault a dévoilé un programme d'une trentaine d'activités réparties sur un an. Les organisateurs du sommet tiendront différents événements dont un forum francophone des affaires, des conférences sur la santé et la biotechnologie ainsi que des olympiades francophones.



Le Premier ministre Camille Thériault.

suite

Radio-Canada
Nouvelles

À Moncton on célèbre déjà le sommet de la francophonie (suite)



Le secrétaire général de la francophonie
Boutros Boutros-Gali.

Il y aura aussi six tables rondes sur les relations entre les jeunes et la nouvelle économie, les droits de la personne, la coopération internationale, le dialogue des cultures, le développement durable, et la francophonie. Le secrétaire général de la francophonie Boutros Boutros-Gali sera en visite au Nouveau-Brunswick la semaine prochaine. Sa visite sera suivie d'une cinquantaine d'ambassadeurs de pays de la francophonie qui visiteront les lieux du sommet.

Office of the
Prime Minister



Cabinet du
Premier ministre

Ottawa, Canada K1A 0A2

Release

Date: September 3, 1998

For release: Immediate

BOUTROS BOUTROS-GHALI TO VISIT CANADA

Prime Minister Jean Chrétien today announced that Secretary General of La Francophonie Boutros Boutros-Ghali will visit Canada from September 6 to 15, 1998.

"It is a great pleasure to welcome Secretary General Boutros-Ghali," said Prime Minister Chrétien. "In addition to familiarizing him with our preparations for the 1999 Francophonie Summit, it gives the Secretary General a chance to see Canada's vigorous francophone heritage and to discuss francophone issues from an international perspective."

During his stay in Canada, Secretary General Boutros-Ghali will visit Moncton, New Brunswick, site of the eighth Francophone Summit to be held September 3 to 5, 1999. A central theme of the summit is youth, which the Secretary General will be discussing with Canadian officials.

While in New Brunswick (September 6 to 8), the Secretary General will also visit Fredericton. He will then travel to Toronto (September 9), to Montreal and Quebec City (September 10 to 11), to Sudbury (September 12), and Ottawa (September 13 to 15).

In addition to meeting with the Prime Minister, the Secretary General will meet with Governor General Roméo LeBlanc, members of the federal Cabinet, including Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy and Minister for International Co-operation and Minister responsible for La Francophonie Diane Marleau, as well as the Premiers of New Brunswick and Quebec.

La Francophonie boasts 52 member states and governments that share French as a common language. Canada was a founding member of this organization, which evolved from the Agency for Cultural and Technical Co-operation created in 1970. At the VIIth Summit in Hanoi (Nov. 14-16, 1997), La Francophonie adopted a more political role that was confirmed by the election of the organization's first Secretary General, Boutros Boutros-Ghali, spokesperson and official representative of La Francophonie.

- 30 -

PMO Press Office: (613) 957-5555

This document is also available on our Internet site:

<http://pm.gc.ca>

Canada

Cabinet du
Premier ministreOffice of the
Prime Minister

Ottawa, Canada K1A 0A2

Communiqué

Date: Le 3 septembre 1998

Pour publication: Immédiate

VISITE AU CANADA DE BOUTROS BOUTROS-GHALI

Le Premier ministre Jean Chrétien a annoncé aujourd'hui que le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, effectuera une visite au Canada du 6 au 15 septembre 1998.

« C'est avec grand plaisir que j'accueillerai le secrétaire général Boutros-Ghali, a déclaré le Premier ministre. En plus de lui permettre de se familiariser avec nos préparatifs en vue du Sommet de la Francophonie de 1999, la visite du secrétaire général lui offrira aussi l'occasion de mettre en lumière la vigueur de l'héritage francophone du Canada et de discuter des affaires de la Francophonie dans une perspective internationale. »

Au cours de sa visite au Canada, M. Boutros-Ghali se rendra à Moncton, au Nouveau-Brunswick, où aura lieu le huitième Sommet francophone du 3 au 5 septembre 1999. Le secrétaire général procédera à un échange de vues avec les responsables canadiens sur le thème de la jeunesse, l'un des principaux thèmes du Sommet.

Durant son séjour au Nouveau-Brunswick (du 6 au 8 septembre), le secrétaire général visitera également la ville de Fredericton. Il se rendra par la suite à Toronto (le 9 septembre), à Montréal et à Québec (le 10 et le 11 septembre), à Sudbury (le 12 septembre) et enfin à Ottawa, du 13 au 15 septembre.

Outre le Premier ministre, le secrétaire général rencontrera le Gouverneur général, Roméo LeBlanc, des membres du Cabinet fédéral, dont le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, Diane Marleau, ainsi que les premiers ministres du Nouveau-Brunswick et du Québec.

La Francophonie compte 52 États et gouvernements membres ayant le français en partage. Le Canada figure parmi les membres fondateurs de cette organisation, dont l'origine remonte à l'Agence de coopération culturelle et technique, créée en 1970. Lors du VII^e Sommet de Hanoi (14-16 novembre 1997), l'organisation a pris un virage politique qui s'est concrétisé notamment par l'élection du premier secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, porte-parole et représentant officiel de la Francophonie.

- 30 -

Service de presse du CPM : (613) 957-5555

Ce document est également disponible au site Web suivant :
<http://pm.gc.ca>

(3-4-5-)

98/09/03 16:29:00 Copyright 1998 Canadian Press

BOUTROS-GHALI-VISITE

OTTAWA (PC) - Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, effectuera une visite au Canada, du 6 au 15 septembre, a annoncé le cabinet du premier ministre Jean Chrétien, hier.

Il se rendra d'abord à Moncton, du 6 au 8 septembre, où aura lieu le 8e Sommet de la francophonie, au début de septembre 1999. M. Boutros-Ghali aura des discussions avec les autorités locales portant sur la jeunesse, un des principaux thèmes du Sommet. Durant son séjour au Nouveau-Brunswick, il fera également un détour par Fredericton.

«En plus de lui permettre de se familiariser avec nos préparatifs en vue du Sommet, la visite du secrétaire général lui offrira aussi l'occasion de mettre en lumière la vigueur de l'héritage francophone au Canada», a expliqué le premier ministre Chrétien, dans un communiqué annonçant la visite.

M. Boutros-Ghali visitera ensuite Toronto (le 9 septembre), puis Montréal et Québec (les 10 et 11), ensuite Sudbury (le 12) et finalement Ottawa (du 13 au 15).

Il rencontrera les premiers ministres du Nouveau-Brunswick et du Québec. A Ottawa, il s'entretiendra avec le premier ministre Chrétien ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau.

1636ES 03-09-98

Att. L'Acadie Nouvelle

OTTAWA (PC) - Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, effectuera une visite au Canada, du 6 au 15 septembre, a annoncé le cabinet du premier ministre Jean Chrétien, hier.

Il se rendra d'abord à Moncton, du 6 au 8 septembre, où aura lieu le 8e Sommet de la francophonie, au début de septembre 1999. M. Boutros-Ghali aura des discussions avec les autorités locales portant sur la jeunesse, un des principaux thèmes du Sommet. Durant son séjour au Nouveau-Brunswick, il fera également un détour par Fredericton.

"En plus de lui permettre de se familiariser avec nos préparatifs en vue du Sommet, la visite du secrétaire général lui offrira aussi l'occasion de mettre en lumière la vigueur de l'héritage francophone au Canada", a expliqué le premier ministre Chrétien, dans un communiqué annonçant la visite.

M. Boutros-Ghali visitera ensuite Toronto (le 9 septembre), puis Montréal et Québec (les 10 et 11), ensuite Sudbury (le 12) et finalement Ottawa (du 13 au 15).

Il rencontrera les premiers ministres du Nouveau-Brunswick et du Québec. A Ottawa, il s'entretiendra avec le premier ministre Chrétien ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau.

© La Presse Canadienne, 1998

BOUTROS-GHALI-CANADA (BGT)
BOUTROS-GHALI-CANADA (BGT)

Boutros Boutros-Ghali au centre d'une querelle Québec-Canada
Par Michel DOLBEC

PARIS (PC) - Ottawa et Québec se livrent à un viril bras de fer autour de la visite que le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, entreprend demain au Canada.

L'ex-numéro un de l'ONU a lui-même évoqué hier des «querelles de famille» et des «désaccords sur les arrangements» de sa visite. «Mais j'arrive du Portugal, je ne connais pas les détails», a-t-il ajouté, soucieux de rester en dehors de cette affaire. «Quand un couple se dispute, il vaut mieux ne pas s'en mêler», a rappelé le diplomate.

L'affaire ressemble à une de ces bonnes vieilles querelles de juridiction qui ont longtemps opposé les deux gouvernements sur le terrain francophone. La dispute est apparemment sérieuse et si à la Délégation générale du Québec, on ne veut pas la commenter, certaines sources confirment que «ça brasse beaucoup».

M. Boutros-Ghali se rend au Canada pour la première fois depuis son élection à titre de porte-parole «politique» de la Francophonie. A Ottawa, on chercherait à limiter l'ampleur du volet québécois de sa visite, histoire de réaffirmer le partage des rôles prévu aux accords Québec-Ottawa de 1985. Ceux-ci prévoient qu'à la table francophone, seul le gouvernement fédéral intervient sur les questions de politique internationale (même si le Québec ne s'est jamais privé de le faire).

M. Boutros-Ghali passera une dizaine de jours au Canada. Il se rendra à Moncton (où se tiendra le 8e sommet francophone l'an prochain), Fredericton, Toronto, Québec, Montréal, Sudbury et Ottawa. Mais la partie québécoise de son programme (qui n'a pas été communiquée à la presse) baignait hier encore dans une certaine imprécision.

Dans la capitale fédérale, M. Boutros-Ghali rencontrera le premier ministre Chrétien, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau. Il pouvait confirmer hier qu'il serait reçu à la Citadelle de Québec par son vieil ami Roméo Leblanc, le gouverneur général.

Mais il semblait bien incapable d'identifier les «responsables politiques et civils» québécois qu'il rencontrera les 10 et 11 septembre. Un entretien avec le premier ministre Lucien Bouchard est prévu «en principe et jusqu'à nouvel ordre». Mais le secrétaire général n'était pas en mesure d'assurer que la rencontre aurait lieu.

«Jusqu'à nouvel ordre, je pense que je dois rencontrer des responsables», s'est-il borné à répéter.

FGMD010-ms

1448ES 04-09-98

Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: G
Keyword slug: BOUTROS-GHALI-CANADA(BG)

PM-Francophonie
code:2

Francophonie head avoids questions about Quebec referendum

By Nick Spicer

PARIS (CP) Boutros Boutros-Ghali will try to interest English Canadians in the Francophonie during an 11-day trip to Canada starting Sunday, but the organization's first secretary general will do his best to steer clear of Canadian constitutional politics.

The former head of the United Nations, who will be travelling through New Brunswick, Ontario and Quebec, says his main job will be to prepare a two-day September 1999 summit of the group's 49 member-nations, which all use or share an interest in the French language.

The summit's theme will be youth.

During his coming trip Boutros-Ghali will be making speeches before the Toronto Board of Trade and the New Brunswick legislature.

The Egyptian diplomat plans to meet Prime Minister Jean Chretien and Foreign Minister Lloyd Axworthy, as well as Quebec officials, although he was not sure whether he would be meeting with Quebec Premier Lucien Bouchard.

"I have heard rumours of a disagreement about my visit between the federal government and Quebec but I don't know all the details."

One person Boutros-Ghali said he was certain to meet in Quebec's provincial capital was his "old friend," Gov. Gen. Romeo Leblanc.

"When I was secretary general of the United Nations, he did me the honour of inviting me to stay at the governor's residence, explaining that that I could stay in the bed that the Queen had spent the night in," he joked.

Boutros-Ghali was reluctant to discuss the possibility of a new referendum on Quebec sovereignty.

"That's a problem that has to do with two members of the Francophonie, it's up to them to find solutions to their problems," he said.

"If they ask me, as secretary general, to play a role, I'll be at their disposal, either on a personal basis or as secretary general. Above all we are asked, in conformity with . . . the United Nations charter, not to interfere in the internal affairs of a state."

Boutros-Ghali's itinerary takes him from Montreal, Moncton, Fredericton, Toronto, Quebec, then on to Sudbury and Ottawa before he returns to Paris.

CP 0324ES 05-09-98

Selector code: CPSTF
Service level: W
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: w -- <Washington>
Keyword slug: PM-Francophonie

Francophonie-Boutros-Ghali

PARIS -- Remember Boutros Boutros-Ghali?

The former U-N secretary-general arrives tomorrow to begin an 11-day visit to New Brunswick, Quebec and Ontario.

Boutros-Ghali is now secretary-general of the Francophonie -- an umbrella group for French-speaking nations.

He says his will try to interest English Canadians in the Francophonie while steering clear of unity issues.

Boutros-Ghali's visit will include speeches to the Toronto Board of Trade and the New Brunswick legislature.

He'll also meet with Prime Minister Chretien, but isn't sure if he'll meet with Quebec Premier Lucien Bouchard.

The Francophonie's two-day summit in September, 1999 will include 49 nations.

(CP)

ANB

CP 0630ES 05-09-98

Service level: g

Priority code: r -- <Rush> Major spot news

Category code: g

Keyword slug: Francophonie-Boutros-Gha

Boutros-Ghali au centre d'une querelle Québec-Canada

MICHE DOLBEC
Presse Canadienne, PARIS

Ottawa et Québec se livrent à un viril bras de fer autour de la visite que le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, entreprend demain au Canada.

L'ex-numéro un de l'ONU a lui-même évoqué hier des « querelles de famille » et des « désaccords sur les arrangements » de sa visite. « Mais j'arrive du Portugal, je ne connais pas les détails », a-t-il ajouté, soucieux de rester en dehors de cette affaire. « Quand un couple se dispute, il vaut mieux ne pas s'en mêler », a rappelé le diplomate.

L'affaire ressemble à une de ces bonnes vieilles querelles de juridiction qui ont longtemps opposé les deux gouvernements sur le terrain francophone. La dispute est apparemment sérieuse et si à la Délégation générale du Québec, on ne veut pas la commenter, certaines sources confirment que « ça brasse beaucoup ».

M. Boutros-Ghali se rend au Canada pour la première fois depuis son élection comme porte-parole « politique » de la Francophonie. A Ottawa, on chercherait à limiter l'ampleur du volet québécois de sa visite, histoire de réaffirmer le partage des rôles prévu aux accords Québec-Ottawa de 1985. Ceux-ci prévoient qu'à la table francophone, seul le gouvernement fédéral intervient sur les questions de politique internationale (même si le Québec ne s'est jamais privé de le faire).

M. Boutros-Ghali passera une dizaine de jours au Canada. Il se rendra à Moncton (où se tiendra le 8^e Sommet de la francophonie l'an prochain), Fredericton, Toronto, Québec, Montréal, Sudbury et Ottawa. Mais la partie québécoise de son programme (qui n'a pas été communiquée à la presse), baignait hier encore dans une certaine imprécision.

Dans la capitale fédérale, M. Boutros-Ghali rencontrera le premier ministre Chrétien, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau. Il pouvait confirmer hier qu'il serait reçu à la Citadelle de Québec par son vieil ami Roméo Leblanc, le gouverneur général.

Mais il semblait bien incapable d'identifier les « responsables politiques et civils » québécois qu'il rencontrera les 10 et 11 septembre. Un entretien avec le premier ministre Lucien Bouchard est prévu « en principe et jusqu'à nouvel ordre ». Mais le secrétaire général n'était pas en mesure d'assurer que la rencontre aurait lieu.

« Jusqu'à nouvel ordre, je pense que je dois rencontrer des responsables », s'est-il borné à répéter.

franc 8/09/88

Boutros Boutros-Ghali au centre d'une querelle Québec-Canada

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — Ottawa et Québec se livrent à un viril bras de fer autour de la visite que le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, entreprend demain au Canada.

L'ex-numéro un de l'ONU a lui-même évoqué hier des «querelles de famille» et des «désaccords sur les arrangements» de sa visite. «Mais j'arrive du Portugal, je ne connais pas les détails», a-t-il ajouté, soucieux de rester en dehors de cette affaire. «Quand un couple se dispute, il vaut mieux ne pas s'en mêler», a rappelé le diplomate.

L'affaire ressemble à une de ces bonnes vieilles querelles de compétence qui ont longtemps opposé les deux gouvernements sur le terrain francophone. La dispute est apparemment sérieuse et si, à la Délégation générale du Québec, on ne veut pas la

commenter, certaines sources confirment que «ça brasse beaucoup».

M. Boutros-Ghali se rend au Canada pour la première fois depuis son élection à titre de porte-parole «politique» de la Francophonie. À Ottawa, on chercherait à limiter l'ampleur du volet québécois de sa visite, histoire de réaffirmer le partage des rôles prévu aux accords Québec-Ottawa de 1985. Ceux-ci prévoient qu'à la table francophone, seul le gouvernement fédéral intervienne sur les questions de politique internationale (même si le Québec ne s'est jamais privé de le faire).

M. Boutros-Ghali passera une dizaine de jours au Canada. Il se rendra à Moncton (où se tiendra le huitième Sommet francophone l'an prochain), Fredericton, Toronto, Québec, Montréal, Sudbury et Ottawa. Mais la partie québécoise de son programme (qui n'a pas été communiquée à la

presse) baignait hier encore dans une certaine imprécision.

Dans la capitale fédérale, M. Boutros-Ghali rencontrera le premier ministre Chrétien, le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy et la ministre de la Coopération internationale Diane Marleau. Il pouvait confirmer hier qu'il serait reçu à la Citadelle de Québec par son vieil ami Roméo LeBlanc, le gouverneur général.

Mais il semblait bien incapable d'identifier les «responsables politiques et civils» québécois qu'il rencontrera les 10 et 11 septembre. Un entretien avec le premier ministre Lucien Bouchard est prévu «en principe et jusqu'à nouvel ordre». Mais le secrétaire général n'était pas en mesure d'assurer que la rencontre aurait lieu.

«Jusqu'à nouvel ordre, je pense que je dois rencontrer des responsables», s'est-il borné à répéter.

Nov 5/09/98

Boutros-Ghali au centre d'une querelle Québec-Canada

Presse Canadienne — Paris

Ottawa et Québec se livrent à un viril bras de fer autour de la visite que le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, entreprend demain au Canada.

L'ex-numéro un de l'ONU a lui-même évoqué hier des «querelles de famille» et des «désaccords sur les arrangements» de sa visite. «Mais j'arrive du Portugal, je ne connais pas les détails», a-t-il ajouté, soucieux de rester en dehors de cette affaire. «Quand un couple se dispute, il vaut mieux ne pas s'en mêler», a rappelé le diplomate.

M. Boutros-Ghali se rend au Canada pour la première fois depuis son élection à titre de porte-parole «politique» de la Francophonie. À Ottawa, on chercherait à limiter l'ampleur du volet québécois de sa visite, histoire de réaffirmer le partage des rôles prévu aux accords Québec-Ottawa de 1985. Ceux-ci prévoient qu'à la table francophone, seul le gouvernement fédéral intervient sur les questions de politique internationale (même si le Québec ne s'est jamais privé de le faire).

M. Boutros-Ghali passera une dizaine de jours au Canada. Il se rendra à Moncton (où se tiendra le 8^e sommet francophone l'an prochain), Fredericton, Toronto, Québec, Montréal, Sudbury et Ottawa. Mais la partie québécoise de son programme (qui n'a pas été communiquée à la presse) baignait hier encore dans une certaine imprécision.

Dans la capitale fédérale, M. Boutros-Ghali rencontrera le premier ministre Chrétien, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau. Il pouvait confirmer hier qu'il serait reçu à la Citadelle de Québec par son vieil ami Roméo LeBlanc, le gouverneur général.

Mais il semblait bien incapable d'identifier les «responsables politiques et civils» québécois qu'il rencontrera les 10 et 11 septembre. Un entretien avec le premier ministre Lucien Bouchard est prévu «en principe et jusqu'à nouvel ordre». Mais le secrétaire général n'était pas en mesure d'assurer que la rencontre aurait lieu.

Nov 5/09/98

A spokesman for Barshefsky said Washington was disappointed in the Canadian government's position.

The dairy dispute is the first to come before a panel since U.S. President Bill Clinton and Marchi publicly appealed last spring for more openness in world trade talks, said Jay Ziegler, a spokesman for Barshefsky. (Globe and Mail) QUERY NAME FA_MINCP SEARCH TERMS LESLIE; SWARTMAN; INFOMART CUSTOMSEARCH

[CP Wire]

PM-Francophonie code:2; Francophonie head avoids questions about Quebec referendum

Byline: *By Nick Spicer*

Dateline:

Section: *Foreign general news*

Page: **Length:**

Date: *Sat 05 Sep 1998* **Edition:**



PARIS (CP) »Boutros«»Boutros««Ghali will try to interest English Canadians in the Francophonie during an 11-day trip to Canada starting Sunday, but the organization's first secretary general will do his best to steer clear of Canadian constitutional politics.

The former head of the United Nations, who will be travelling through New Brunswick, Ontario and Quebec, says his main job will be to prepare a two-day September 1999 summit of the group's 49 member-nations, which all use or share an interest in the French language.

The summit's theme will be youth.

During his coming trip »Boutros««Ghali will be making speeches before the Toronto Board of Trade and the New Brunswick legislature.

The Egyptian diplomat plans to meet Prime Minister Jean Chretien and Foreign Minister Lloyd Axworthy, as well as Quebec officials, although he was not sure whether he would be meeting with Quebec Premier Lucien Bouchard.

"I have heard rumours of a disagreement about my visit between the federal government and Quebec but I don't know all the details."

One person »Boutros««Ghali said he was certain to meet in Quebec's provincial capital was his "old friend," Gov. Gen. Romeo Leblanc.

"When I was secretary general of the United Nations, he did me the honour of inviting me to stay at the governor's residence, explaining that that I could stay in the bed that the Queen had spent the night in," he joked.

»Boutros««Ghali was reluctant to discuss the possibility of a new referendum on Quebec sovereignty.

"That's a problem that has to do with two members of the Francophonie, it's up to them to find solutions to their problems," he said.

"If they ask me, as secretary general, to play a role, I'll be at their disposal, either on a personal basis or as secretary general. Above all we are asked, in conformity with . . . the United Nations charter, not to interfere in the internal affairs of a state."

»Boutros««Ghali's itinerary takes him from Montreal, Moncton, Fredericton, Toronto, Quebec, then on to Sudbury and Ottawa before he returns to Paris. QUERY NAME FA_MINCP1 SEARCH TERMS LLOYD; AXWORTHY; INFOMART CUSTOMSEARCH

[The Ottawa Citizen]

What does the future hold for Chris Patten?: The last governor of Hong Kong and the man leaders of both major British political parties fear, talks to Alice Thomson about money, food, shopping -- and his political ambitions.

Byline: *Alice Thomson*

Dateline:

Section: *Observer*

Page: *B3* **Length:**

Date: *Sat 05 Sep 1998* **Edition:**

A lone figure is standing barefoot in the middle of the dusty road, waving frantically. Two terriers yap at his ankles as our taxi slows to a halt outside the heavy, wooden gates of a remote hillside farmhouse in southern France.

Times Transcript	(Daily)	Page	Code 07, 07A, 94, 70,
Moncton, NB	98-09-05	D8	205-7, 1340 ANT

Vote and a hockey game breaks out!

Look for all the scoring opportunities lost by the NDP this week, when they rejected the highly credible and well-spoken Millie Augustine, to be gained by the more savvy Tories. The big blue machine plans to pick up free agent and hockey hero Everett Sanipass of Big Cove to be their candidate in Kent. Sleuth figures they've been skating on thin ice for so long in this province they've got good at the game. If the Liberals pick up Charlie Bourgeois in Moncton East, it could be a good old hockey game come the next election.

So Ivana Trump, the woman who spends more each month on the upkeep of her finely lacquered nails



The sleuth

than most New Brunswick women budget for their yearly wardrobes, has been hired to launch a fall line of clothing to boost Zeller's image. From Club Med to Club Z, what a trip!

Speaking of the Petitcodiac River crossing. Sleuth's been spying around government circles this week and discovered the plan indeed is to run it from Outhouse

Point in Riverview to the Hall's Creek area of Dieppe.

Expect the announcement, but no actual work to start, just prior to the next provincial election, which incidentally is expected about a year from now.

The magnificent new hotel being planned by Bernard Cyr. Chateau Moncton, is going to be "The" place to be for style and pizzazz. Sleuth hears. By the way, building this mega-hotel isn't going to be cheap. The building permit for the foundation alone was for \$4 million, with that old Petitcodiac clay soil not helping the process any. The structure is being put up at 170 Main St., where the old Cy's Restau-

Times Transcript Moncton, NB	(Daily)	Page	Coda 07, 07A, 94, 70, 205-7,	
	98-09-05	D8	134D	ART

rant used to be. It should be ready for the Francophone Summit in 1999.

Speaking of money, wonder what the price of a toll booth is these days? Sleuth got out his spyglass and found out that Maritime Road Development pegged the cost at \$388,000 to build the toll booth, an adjacent parking lot and an administration building. That's a lot of quarters, folks!

Tongues are wagging in Hillsborough over the use of two RCMP officers and their dog during the filming of a movie last week in that scenic Albert County village. Sleuth hears that local businesspeople, who had

hoped to get a cut of the action, were a little upset. Who paid the Mounties to sit at the filming location all day, they are asking? And why did the Mounties and their dog take work from local actors and trained canines? Was this an approved public relations situation? "Perhaps the two officers volunteered their time, and the RCMP donated the dog, transport vehicle and subsequent costs for the betterment of the growing provincial film industry," one disgruntled critic suggested. "Either way, it costs us, the taxpayers," he grunted.

What's that sound? Why, Sleuth hears it's the rumble of a wall caving in as the provincial Department of Education learns how the

entire plan to do away with school boards in this province proves to be so unpopular they can't walk into the next election with it. A secret report, almost written but not to see the light of day for a very long time, suggests that eliminating the boards has done irreparable damage to the government image. Parents want a say, and they will get one, even if they move out of the traditional system and into alternates like charter schools and home schooling. You read it here first, folks.

■ Got a rumor? Want it checked? Know something interesting that has happened or is about to happen? Fax Sleuth at 859-4904. He reports on this page every Saturday.

Times Transcript Moncton, NB	(DMY)	Page	Code 11-1, 189, 94, 07,	
	98-09-05	A3	07A	ART

Summit countdown ceremony Thursday

The City of Moncton has re-scheduled a ceremony to start its one-year countdown to the 1999 Sommet de la Francophonie.

On Thursday, Sept. 10, Mayor Brian Murphy and summit executive director Fernand Landry — joined by ambassadors of the francophone — will raise a flag and cut a cake in front of City Hall on Main Street.

The event begins at 2 p.m. and the public is invited to attend.

Brunswick Mines recycling Shops soil

Brunswick Mines plans to recycle 40,000 tonnes of soil containing lead, zinc and copper that was excavated from the old CN Shops property in Moncton.

The contaminants actually originated at the Brunswick Mines and began accumulating at the CN Shops property decades ago.

The metals would be washed off Canadian National gondola cars that had brought materials from Brunswick Mines.

The soils were removed from the old CN Shops property by the Canada Lands Company, which is developing the land for commercial, residential and recreational purposes.

Brunswick Mines will stockpile the soils and recover the metals in the future, said Canada Lands.

Iraq could sanitize the targeted sites. I briefed Mr. Butler on these targets and he decided to incorporate them as the heart of the new planned inspection.

Given the short timetable for action, I actually conducted the final briefings on Aug. 2 in the flight cabin of the Unscm C-130 aircraft as we flew to Baghdad from our base in Bahrain. Mr. Butler asked several probing questions, reassuring himself that these inspection targets were of a legitimate disarmament character. Satisfied, he signed off on the required authorizations and indicated that the inspection was on.

The inspections became particularly important in light of Mr. Aziz's Aug. 3 announcement that Iraq would stop co-operating with Unscm. Unscm needed to test this refusal to co-operate in order to clearly define to the UN exactly what it meant. Only by doing so could we make the case to the Security Council to enforce its Resolution 1154, which promised "severe consequences" if Iran did not co-operate.

Mr. Butler ordered me to remain in Baghdad and to assemble my team for an Aug. 5 start. He needed to co-ordinate closely with Security Council members, but was resolute in his belief that this was the right course of action. Upon his return to Bahrain, Mr. Butler began his consultations. Among the people consulted was Ms. Albright. According to people present during these consultations, the Secretary of State made a strong argument against the inspection being allowed to go forward. As a result, Mr. Butler sent me instructions that the inspection was to be pushed back until Aug. 10, leaving him enough time to return to New York, present his report to the Security Council and carry out additional consultations.

I was afraid that Mr. Butler was going to be pressured to shut the inspection down. Waiting for a final decision from him was difficult enough, but the situation was exacerbated by an almost comical turn of events.

Apparently a television crew had filmed my arrival at the Unscm compound that morning, and this footage was being broadcast in the U.S., where it was seen by National Security Adviser Samuel Berger. Two knowledgeable U.S. government officials told me that Mr. Berger assumed I was trying to initiate an inspection in contravention of Ms. Albright's expressed wishes. He called the U.S. mission to the UN, which placed a frantic call to Mr. Butler, who explained that this was not the case. However, given the sensitivities of the Washington national-security team, Mr. Butler ordered me to confine myself to the Unscm compound and to avoid being seen by the press.

On Aug. 8, Mr. Butler called me and instructed me to leave Baghdad immediately. The inspection was being cancelled. There was, the executive chairman said, no support for this kind of activity at this time. The only honourable response was to resign, ending my relationship with an organization whose mission I had believed in. Scott Ritter is a former weapons inspector with the United Nations Special Commission on Iraq. This piece is reprinted from The Wall Street Journal.

ADDED SEARCH TERMS:

[The Gazette (Montreal)]
Summit boss wary of igniting unity row

Byline: **NICK SPICER**
Dateline:
Section: *News*
Page: *A4* Length:
Date: *Sun 06 Sep 1998* Edition:



»Boutros«»Boutros«Ghali will try to interest English Canadians in the Francophonie during an 11-day trip to Canada starting today, but the organization's first secretary-general will do his best to steer clear of Canadian constitutional politics.

The former head of the United Nations, who will travel through Quebec, Ontario and New Brunswick, says his main job will be to prepare a two-day September 1999 summit of the group's 49 member nations, which all use or share an interest in the French language. The summit's theme will be youth.

In Canada, »Boutros«Ghali will speak to the Toronto Board of Trade and the New Brunswick legislature. He plans to meet Prime Minister Jean Chretien, Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy and Quebec officials, although he was unsure whether he would meet Quebec Premier Lucien Bouchard.

"I have heard rumours of a disagreement about my visit between the federal government and Quebec, but I don't know all the details."

»Boutros«Ghali was reluctant to discuss the possibility of another referendum on Quebec sovereignty.

"That's a problem that has to do with two members of the Francophonie. It's up to them to find solutions," he said.

"If they ask me ... to play a role, I'll be at their disposal, either on a personal basis or as secretary-general.

»Boutros«Ghali's itinerary takes him to Montreal; Moncton, N.B.; Fredericton; Toronto; Quebec; Sudbury, Ont.; and Ottawa before he returns to Paris.

PERSONAL NAME: »BOUTROS«»BOUTROS«GHALI SOURCE CP QUERY NAME FA_MINP
SEARCH TERMS LLOYD; AXWORTHY; INFOMART CUSTOMSEARCH

[The Gazette (Montreal)]

Afghans and Americans: a violent divorce: Analysts picking over carcass of what was a warm relationship when Russians were target

Byline: KATHY GANNON

Dateline:

Section: News

Page: D7 Length:

Date: Sun 06 Sep 1998 Edition:

Dozens of Pakistani policemen line up behind razor-sharp barbed wire and rows of concrete blocks protecting the U.S. consulate in this Pakistani outpost on the road to Afghanistan.

Horns scream angrily as traffic police, their hands slapping the fume-choked air, direct cars and buses in an attempt to keep any possible anti-American terrorists away from the area.

It wasn't always like this.

There was a time in the 1980s when the U.S. consulate was a popular meeting place for Pakistanis and Afghans. Leaders of the Islamic resistance, waging a bitter battle to oust the invading Soviet army, made regular visits to the U.S. consulate.

The U.S. was a friend to the Afghan freedom fighters. The Cold War was at its peak, and Pakistan was the front-line state against the spread of communism and the staging arena for the Muslim insurgency.

Times Transcript

(Daily)

Page

Code 07, 07A, 94, 169

Moncton, NB

98-09-07

05

1/2

189

ART

Politicians caught off-guard

Hurricane Bonnie rained on few political parades a week ago as it passed south of the Maritime Provinces.

There was apparently only a bit of rain at the opening of the much-acclaimed Fundy Trail. According to members of my family who attended, there were about a 1,000 people out for the festivities involving Premier Camille Thériault and a host of dignitaries.

In Doaktown, (where I spent much of my day) the weather was wetter. But, nothing prevented 300 or so people from turning out for a Progressive Conservative nomination meeting in a traditionally Liberal-red riding.

At both locales, there was no drama. Just predictable scripts. At Big Salmon River, a magnificent trail with immense potential to attract tourists was opened. At the Doaktown Curling Club, UNB professor Norman Betts won the PC nomination without opposition.

Such events were certainly more predictable than Hurricane Bonnie. Even a weak member of a first-year journalism class could have written either story beforehand.

Possibly, the two events demonstrate clearly that government-sponsored galas out-draw opposition events by at least three-to-one. Bad news for anyone trying to topple the government next fall when the election is called.

Still, instead of reflecting on political implications, I found myself remembering a journalism edict that was popular 10-15 years ago when I was

John Steeves

REGIONAL AFFAIRS

working in the national CBC Radio newsroom.

"Set the agenda!" was the buzz-phrase of the time. "Don't be event-driven!" said my bosses.

As I understood the philosophy, the idea was to never let government or any other group tell us what stories we would run. We in the newsroom would decide what was worth running.

Granted, there were problems. For instance, we had people in the newsroom who found ways not to mention an airplane falling out of the sky because that didn't fit in with the planned agenda of the day.

In New Brunswick these days, it's hard to figure out just who is setting the agenda. Government, the opposition, or the media?

Take the Fundy Trail opening, for example. That was certainly an event staged by government that should have set the agenda for the day.

However, even though Hurricane Bonnie chose not to rain on the premier's parade, the newspapers did. That was the day the Moncton Times & Transcript (Summit News) broke the story about govern-

ment waffling on the purchase of property at Cape Enrage, another jewel of the Fundy coastline.

As a result, government officials, ranging from the premier to the lowliest "spin doctor," spent most of last week trying to justify the government's position.

The scenario of government following an agenda set by the news media is one that would never have happened a few years ago. When I was a cub reporter back in the '70s, this province's newspapers (and its radio and TV stations) were very much event-driven. Back then, my bosses told me that our most important role was to be "a record."

Analytical and opinion articles were frowned upon. If the government, or anyone else, issued a news release about some innocuous subject, it was instantly on everyone's agenda.

These days, it ain't necessarily so.

It's tough when the rules change. I suspect Camille Thériault's advisers were pulling out their hair in frustration when the Fundy Trail opening was overshadowed by the Cape Enrage story.

That's not the only rain to fall on political parades last week.

Count on someone asking how Moncton and surrounding areas will keep a direct, non-stop flight from Moncton to Paris operating. After all, there's not enough business in equivalent-sized cities in Belgium or Switzerland to warrant non-stop service to the French capital.

mediascan

Copying permitted in accordance with licence from CANCOPY/AMCO. No other letters to editor and advertisements. Sale or resumption prohibited. Copie autorisée conformément à la licence CANCOPY/AMCO. Seul pour les lettres à l'éditeur et la publicité. Le reste de la reproduction est interdite.

Times Transcript Moncton, NB	(Date)	Page	2/2	Code 07, 07A, 94, 169, 189	
	98-09-07	DS		ART	

Could there be a hidden government subsidy? Maybe tied into next year's big meeting of La Francophonie leaders? News editors and opposition spokespeople might want to follow up on that question.

More rain, in the figurative sense, will fall on Bernard Lord's choice of locale for his nomination meeting in Moncton East. Didn't anyone notice that the Crystal Palace Hotel is in Dieppe? The hotel is in Lord's home community and it's where he would prefer to run. With Lord aiming to topple a Liberal dynasty in Moncton East, it would have been wiser to hold the convention in his adopted riding.

I first thought of the Hotel Beausejour in the east end of Moncton. However, the Beau is in Moncton South. The map maker at Elections New Brunswick tell me that Lord's only logical buildings for the nomination were probably hockey arenas. Possibly someone in Lord's camp decided there should be more decorous surroundings.

Hockey arena in the riding or hotel on the outskirts? The choice is purely symbolic, of course. Still, symbolism counts.

The symbiosis between journalists and politicians is changing world-wide. In New Brunswick, the journalists seem to know that.

I don't think the politicians recognize the changes. At least not yet. I suspect they'll learn. People who yearn for power always do.

ic John Steeves is a former editor with CBC Radio's national news. He is now a freelance writer working out of Sussex.

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

CANADA

AVIS AUX MÉDIAS
VISITE DE BOUTROS BOUTROS-GHALI À PEGGY'S COVE

Le Secrétaire général de La Francophonie, monsieur Boutros Boutros-Ghali se rendra au phare de Peggy's Cove, en Nouvelle-Écosse, cet après-midi, à 17h30, pour offrir ses condoléances aux parents et amis des victimes de la tragédie aérienne de la compagnie Swissair et se souvenir de ses collègues de l'ONU qui ont péri dans l'accident. Peu après, monsieur Boutros-Ghali sera disponible aux médias.

Monsieur Boutros-Ghali, ex-Secrétaire général de l'ONU, est personnellement éprouvé par la perte d'amis et de connaissances qui travaillaient au siège européen des Nations Unies, situé à Genève. Monsieur Boutros-Ghali est présentement de passage dans la région de l'Atlantique dans le cadre des préparatifs du Sommet de La Francophonie qui se tiendra à Moncton en 1999.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter

Service des relations avec les médias
Tél.: (613) 995-1874

NOTICE TO THE MEDIA
BOU' ROS BOUTROS-GHALI'S VISIT TO PEGGY'S COVE

The Secretary General of La Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, will pay a special visit to the lighthouse at Peggys' Cove, Nova Scotia this evening at 5:30 p.m. to extend condolences to the relatives and friends of the victims of the Swissair tragedy and mourn the loss of UN colleagues who perished in the accident. Shortly thereafter, Mr. Boutros-Ghali will be available to media.

Mr. Boutros-Ghali, former Secretary General of the UN, is personally affected by the loss of friends and acquaintances who worked at the UN European Headquarters, in Geneva. He is presently on an official visit to Canada's Atlantic region in preparation for the Summit of La Francophonie to be held in Moncton in 1999.

For more information, please contact:

Media Relations Office
Tel.: (613) 995-1874

September 8, 1998

Le 8 septembre 1998

Communiqué

Le mardi 8 septembre 1998
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

AVIS AUX MÉDIAS

DIANE MARLEAU ACCOMPAGNERA LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FRANCOPHONIE, BOUTROS BOUTROS-GHALI, À TORONTO

OTTAWA — L'honorable Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, accompagnera Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de la Francophonie, à Toronto. M. Boutros-Ghali prononcera une allocution sur la Francophonie et la mondialisation aux membres de la Chambre de commerce de Toronto. M. Boutros-Ghali est le premier secrétaire général de la Francophonie. Il s'agit de sa première visite au Canada à ce titre. M. Boutros-Ghali et M^{me} Marleau seront disposés à accorder des entrevues après cette allocution. Les représentants des médias sont invités à l'événement.

DATE : Le mercredi 9 septembre 1998

HEURE : 12 h 45

LIEU : Salons A, B, C et D, 4^e étage
Chambre de commerce de Toronto
77, rue Adelaide
Toronto (Ontario)

- 30 -

Renseignements : Bureau des relations avec les médias
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Tél. : (819) 953-6534



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Communiqué

Tuesday, September 8, 1998
FOR IMMEDIATE RELEASE

MEDIA ADVISORY

DIANE MARLEAU WILL ACCOMPANY THE SECRETARY GENERAL FOR LA FRANCOPHONIE, BOUTROS BOUTROS-GHALI, IN TORONTO

OTTAWA — The Honourable Diane Marleau, Minister for International Cooperation and Minister responsible for La Francophonie, will accompany Boutros Boutros-Ghali, Secretary General for La Francophonie, in Toronto. Mr. Boutros-Ghali will deliver a speech on La Francophonie and globalization to the members of Toronto's Board of Trade.

Mr. Boutros-Ghali is the first Secretary General for La Francophonie, and is visiting Canada for the first time in this capacity. Mr. Boutros-Ghali and Madame Marleau will be available for interviews following the address. Media are invited to attend.

DATE: Wednesday, September 9, 1998

TIME: 12:45 p.m.

LOCATION: Salons A, B, C and D
4th Floor, Board of Trade of Toronto
77 Adelaide Street
Toronto, Ontario

- 30 -

Information: Media Relations Office
Canadian International Development Agency (CIDA)
Tel.: 819 953-6534



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Communiqués



A l'attention du directeur de l'information:

CABINET DU MINISTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES - LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC REPORTE LA VISITE OFFICIELLE AU QUEBEC DE MONSIEUR BOUTROS BOUTROS-GHALI

QUEBEC, le 8 sept. /CNW/ - Le gouvernement du Québec aurait aimé honorer comme prévu l'invitation faite par le Premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, au Secrétaire général de la francophonie monsieur Boutros Boutros-Ghali, immédiatement avant l'élection de ce dernier au Sommet de Hanoi en novembre 1997.

L'intervention inappropriée du gouvernement fédéral dans l'organisation de la visite au Québec de monsieur Boutros-Ghali empêche de réunir les conditions adéquates à son succès. Elle vise clairement à réduire le statut et le rôle historique du Québec en Francophonie. Aussi, le gouvernement du Québec s'est-il vu dans l'obligation de reporter à une date ultérieure la visite que le Secrétaire général devait effectuer au Québec.

Le gouvernement du Canada tente d'utiliser la nouvelle fonction du Secrétaire général et sa première visite officielle au Québec pour modifier les règles qui régissent depuis longtemps l'accueil des autorités de la Francophonie et créer un précédent qui réduirait les droits et le statut du Québec en son sein. Or, il faut rappeler que la fonction de Secrétaire général de la Francophonie a remplacé les fonctions de Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique et de Président du Conseil permanent de la francophonie dont les visites au Québec se sont toujours faites sous l'autorité du gouvernement du Québec.

Le ministre Sylvain Simard ajoute que: ``Depuis 30 ans, tous les gouvernements du Québec ont pu défendre et promouvoir la place du Québec dans la francophonie et il ne pourra jamais être question de dilapider cet héritage.''

``En tant que gouvernement participant à la Francophonie, de dire le ministre des Relations internationales Sylvain Simard, le gouvernement du Québec ne peut accepter de recevoir chez lui le représentant d'un organisme dont il est membre, sans prendre en charge tous les aspects de la visite y compris l'accompagnement, l'hébergement, la sécurité et le transport comme c'est l'usage.

Le Québec est un membre fondateur de la Francophonie et l'un de ses plus actifs. Il compte plus de 80 % des francophones d'Amérique du Nord.

``Nous respectons trop la personne et la fonction du Secrétaire général de la Francophonie pour l'associer à une démarche du gouvernement canadien visant à mettre le Québec sous tutelle, conclut le ministre des Relations internationales Sylvain Simard''

-30-

Pour afficher d'autres communiqués diffusés par cet organisme,

[Cliquez ici](#)

-7-

Times Transcript Moncton, NB	(Daily) 98-09-08	Page A1	Code 07,07A, 94, 197	ART
---------------------------------	---------------------	------------	-------------------------	-----

French-English harmony

N.B. a world example

■ Province a fine example of 'multilingualism,' says Boutros-Ghali

By DON RICHARDSON
TIMES & TRANSCRIPT STAFF

The survival of New Brunswick's Acadian minority is due to their adoption

of English as well as their determination to maintain their native tongue, says the head of an international group of French-speaking nations.

Boutros Boutros-Ghali said the efforts of New Brunswick's French- and English-speaking communities to learn one another's languages is an example to the world of how a multilingual, multicultural society can be formed. The former head of the United Nations said the development of societies where several languages are spoken and promoted is the surest path to world peace and understanding.

Boutros-Ghali visited Moncton yesterday to review plans for the international gathering of La Francophonie, to be held in the province next year. The veteran Egyptian diplomat is the organization's secretary-general.

Boutros-Ghali is using his new post to promote not just the French language, but the development of multilingualism — the use of many languages — in countries throughout the world. He said cultural diversity is the "wealth of humanity," and all nations must promote peace and international understanding through the use

► See SUMMIT, Page A2

Continued from Page A1

and preservation of a variety of languages and cultures.

The Acadians of New Brunswick have used this "multilingual" approach to their advantage, adopting English as their second language while preserving their native language and culture. Removing themselves from linguistic isolation allowed them to become culturally diverse, ensuring their survival as a French-speaking minority on an English-speaking continent.

"I'm more interested in promoting cultural diversity and multilingualism than to defend any specific language," Boutros-Ghali said during an interview with this newspaper. "The fact that you have the French minority speaking English here is very positive for Canada, for New Brunswick."

Next September's summit will put New Brunswick's Acadians in the international spotlight, lauding the survival of French-speaking settlers who overcame three centuries of inhospitable weather, war and deportation to make themselves a permanent home on Canada's Atlantic coast. But here,

mediascan

Copying permitted in accordance with license from CANCOPVINEO, except letters to editor and advertisements. Feels of reproduction prohibited. Cette autorisation est limitée à la licence CANCOPVINEO, sauf pour les lettres à l'éditeur et la publicité. Le reste de la reproduction est interdite.

Print monitoring

P.02/03

506 4521051 TO 150666030303

SEP 08 '98 08:43 FR MEDIASCAN F1 TN NB

Times Transcript Moncton, NB	(Daily)	Page	Code
	98-09-08	A1 2/2	07, 07A, 94, 197

Summit will showcase N.B.'s 'multilingual' tradition

like many places in the French-speaking world, the French language is the minority tongue and its survival is a constant challenge.

French is a minority language in almost all of the 52 nations that form La Francophonie, a loosely-knit organization of states having in common the use of the French language. While French is still widely used in the countries of France's former colonial empire in Asia, Africa and the Americas, native tongues predominate in most nations. Although English has taken the lead as the international language of business and commerce, French remains an important language of culture even in countries where it is not widely spoken, such as Boutros-Ghali's Egypt.

Boutros-Ghali said his organization is not trying to impose linguistic uniformity on its members, but to celebrate the diversity that already exists — to make French one of a number of tongues spoken in its member states. Founded two decades ago as a cultural organization, La Francophonie is now branching out into diplomacy, development, economic and political issues, using the French language

as a common bond among diverse peoples.

He said the spread of multilingualism and cultural pluralism is vital to the cause of world peace.

"If you only know one language, you are not able to understand somebody who speaks another language. If you speak another language, even if it is not the language of your enemy, the fact that you are speaking another language, will help you to understand the other culture, and that will further the cause of peace."

He also touched on the issue of "international democracy," a theme he will explore further in a speech in Fredericton today. Boutros-Ghali, who served as UN secretary-general from 1992 to 1996, said he has become increasingly worried over the impact of economic globalization, and fears that small nations and minority cultures will be trampled in the rush to international uniformity.

"We talk a lot about spreading democracy to the new nations of the world, but no one talks about international democracy," Boutros-Ghali said. "We have more and more globalization — who is controlling this globalization? There is no international control.

Unless we develop a form of international democracy, which is a minimum of democratization in the international system, we risk a global dictatorship, which will have an impact on democracy at the national level."

Boutros-Ghali spent the day meeting with local organizers for next year's summit, reviewing plans for activities and venues for the three-day meeting. He met with Premier Camille Thériault and officials from the federal and provincial governments. But events in a tiny fishing village in neighboring Nova Scotia were not far from his mind — the former UN secretary-general lost several friends and co-workers in last week's crash of Swissair Flight 111 off Peggy's Cove, and he said he grieves for the lives that were lost.

"This should remind us of all the young men and women who have given their lives for peace," he said. "We have to remember the sacrifices that these people have made for the cause of peace."

Boutros-Ghali will visit Fredericton today, where he will deliver a speech to members of the provincial legislature, before continuing his tour of French-speaking nations.

Daily Observer +

mediascan

Copying permitted in accordance with licence from CANCOPY/AFRC. No reproduction prohibited. Copie autorisée conformément à la licence CANCOPY/AFRC. Toute réimpression est interdite.

Print monitoring

58/50 2

0805099902 01 1001200 990

AN NI 4 NH7SH107W X4 50:00 06. 00 055

Daily Gleaner	(Daily)	Page	Code
Fredericton, NB	98-09-08	A3 $\frac{1}{2}$	29, 42, 07, 07A
			ARK

N.B. fine example of multilingualism

Former United Nations secretary-general visits

BY DON RICHARDSON
The Daily Gleaner

The survival of New Brunswick's Acadian minority is due to their adoption of English as well as their determination to maintain their native langue, says the head of an international group of French-speaking nations.

The Acadians of New Brunswick have used this "multilingual" approach to their advantage, adopting English as their second language while preserving their native language and culture. Removing themselves from linguistic isolation allowed them to become culturally diverse, ensuring their

Boutros Boutros-Ghali said the efforts of New Brunswick's French- and English-speaking communities to learn one another's languages is an example to the world of how a multilingual, multicultural society can be formed.

The former head of the United Nations said the development of societies where several languages are spoken and promoted is the surest path to world peace and understanding.

Boutros-Ghali visited Moncton Monday to review plans for the international gathering of La Francophonie, to be held in the province next year. The veteran Egyptian diplomat is the organization's secretary-general.

Boutros-Ghali is using his new post to promote not just the French language, but the development of multilingualism — the use of many languages — in countries throughout the world. He said "cultural diversity is the wealth of humanity," and all nations must promote peace and international understanding through the use and preservation of a variety of languages and cultures.

mediascan

Copying permitted in accordance with licence from CANGOP/UNED, except letters to editor and advertisements. Copy or republication prohibited. Copie autorisée conformément à la licence CANGOP/UNED, sauf pour les lettres à l'éditeur et les publicités. Toute réimpression ou réimpression est interdite.

Print monitoring

SEP 08 1998 11:57 AM 29 42 07 07A

Daily Gleaner Fredericton, NB	(Date) 98-09-08	Page A3	2/2	Code 27, 42, 07, 07A
----------------------------------	--------------------	------------	-----	-------------------------

survival as a French-speaking minority on an English-speaking continent.

"I'm more interested in promoting cultural diversity and multilingualism than to defend any specific language," Boutros-Ghali said during an interview with *The Daily Gleaner*. "The fact that you have the French minority speaking English here is very positive for Canada, for New Brunswick."

Next September's summit will put New Brunswick's Acadians in the international spotlight. It will help mark the survival of French-speaking settlers who overcame three centuries of inhospitable weather, war and deportation to make themselves a permanent home on Canada's Atlantic coast.

French is a minority language in almost all of the 62 nations that form La Francophonie, a loosely knit organization of states having in common the use of the French language. While French is still widely used in the countries of France's former colonial empire in Asia, Africa and the Americas, native tongues predominate in most nations.

Although English has taken the lead as the international language of business and commerce, French remains an important language of culture even in countries where it is not widely spoken, such as Boutros-Ghali's Egypt.

Boutros-Ghali said his organization is not trying to impose linguistic uniformity on its members, but wants to celebrate the diversity that already exists — to make French one of a number of tongues spoken in its member states. Founded two decades ago as a cultural organization, La Francophonie is now branching out into diplomacy, development, economic and political issues, using the French

language as a common bond among diverse peoples.

Boutros-Ghali said the spread of multilingualism and cultural pluralism is vital to the cause of world peace.

"If you only know one language, you are not able to understand somebody who speaks another language," he said.

"If you speak another language, even if it is not the language of your enemy, the fact that you are speaking another language, will help you to understand the other culture, and that will further the cause of peace."

He also touched on the issue of international democracy, a theme he will explore further in a speech in Fredericton today.

Boutros-Ghali, who served as UN secretary-general from 1992 to 1996, said he has become increasingly worried over the impact of economic globalization. He fears that small nations and minority cultures will be trampled in the rush to international uniformity.

"We talk a lot about spreading democracy to the new nations of the world, but no one talks about international democracy," Boutros-Ghali said. "We have more and more globalization — who is controlling this globalization? There is no international control."

"Unless we develop a form of international democracy, which is a minimum of democratization in the international system, we risk a global dictatorship, which will have an impact on democracy at the national level."

Boutros-Ghali spent the day meeting with local organizers for next year's summit, reviewing plans for activities and venues for the three-day meeting. He also met with Premier Camille Theriault and officials from the federal and provincial governments.

mediascan

Copying permitted in accordance with licence from CANCOPY/UMED, except where in editor and advertisements. Sale or reproduction prohibited. Copie autorisée conformément de la licence CANCOPY/UMED, sauf pour les lettres à l'éditeur et la publicité. La vente et la reproduction sont interdites.

Print monitoring

SEP 08 '98

FRANCOPHONIE 1999

Daily Gleaner Fredericton, NB	(Daily)	Page	2/2	Code	27, 16 9, 17, 07, 07A
	98-09-08	A7			Lsk

used at all, it was best if the authors lived in far-away places such as Toronto.

If the government, or anyone else, issued a news release about some innocuous subject, it was instantly on everyone's agenda. These days, it isn't necessarily so.

It is tough when the rules change. I suspect Mr. Theriault's advisers were pulling out their hair in frustration when the Fundy Trail ceremonies were overshadowed by the Cape Enrage story.

That's not the only rain to fall on political parades last week.

Count on someone asking how Moncton and surrounding areas will keep a direct, non-stop flight from Moncton to Paris operating. After all, there's not enough business in equivalent-sized cities in Belgium or Switzerland to warrant non-stop service to the French capital. Could there be a hidden government subsidy? Maybe tied into next year's big meeting of La Francophonie leaders? News editors and opposition spokespeople might want to follow up on that question.

More rain, in the figurative sense, will fall on Bernard Lord's choice of locale for his nomination meeting in Moncton East. Didn't anyone notice

that the Crystal Palace Hotel is in Dieppe? The hotel is in Mr. Lord's home community and it is where he would prefer to run. With Mr. Lord aiming to topple a Liberal dynasty in Moncton East, he would have been wiser to hold the convention in his reluctantly-adopted riding. (I first thought of the Hotel Beausejour in the east end of Moncton. However, despite geographic logic, the Beau is in Moncton South. The map maker at Elections New Brunswick tells me that Mr. Lord's only logical buildings (or the nomination were probably hockey arenas. Possibly someone in Mr. Lord's camp decided there should be more decorous surroundings for the advent of a potential premier.)

Hockey arena in the riding or hotel on the outskirts? The choice is purely symbolic, of course. Still, a man risking his political life should realize that symbolism counts.

The symbiosis between journalists and politicians is changing worldwide. In New Brunswick, the journalists seem to know that. I don't think the politicians recognize the changes. At least not yet. I suspect they'll learn. People who yearn for power always do.

John Steeves writes from Sussex. His column usually appears each Monday.

mediascan

Copying permitted in accordance with license from CANCOPY/UNESCO except for use in advertising. Sale or reproduction prohibited. Copie autorisée conformément à la licence CANCOPY/UNESCO, sauf pour les lettres à l'étranger et la publicité. La vente et la reproduction sont interdites.

Print monitoring

SEP 08 '98

09:00:00

B/E/98

Lucien Bouchard accuse Ottawa de vouloir nuire aux relations privilégiées du Québec avec la Francophonie

PAR NORMAN DELISLE

QUEBEC (PC) - Le gouvernement fédéral a brisé unilatéralement un accord vieux de 1970 à l'occasion de la visite au Canada de Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de la Francophonie, a soutenu mardi le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard.

"Pour une raison incroyable et incompréhensible, Ottawa a décidé de rompre la tradition et les accords qui avaient reconnu jusqu'ici la relation directe et privilégiée" du Québec lorsqu'il fait affaire avec la France ou avec des représentants officiels de la Francophonie, a déclaré M. Bouchard en tournée dans la région de Québec.

M. Bouchard a dit être d'autant plus au fait qu'il avait été personnellement mêlé à la négociation de certains de ces accords Québec-Canada lorsqu'il était ministre fédéral dans le gouvernement de Brian Mulroney.

Selon le premier ministre, dans le cadre actuel, le Québec devrait avoir les coudées franches quand il reçoit un haut fonctionnaire de la francophonie comme M. Boutros-Ghali. Le gouvernement québécois devrait normalement être responsable de l'organisation de la tournée et de la sécurité du visiteur.

Or cette fois, Ottawa veut prendre charge lui-même de ces aspects à l'occasion du séjour, plus tard cette semaine, de M. Boutros-Ghali.

"Je ne suis pas le premier ministre qui va défaire ce qui a été obtenu de haute lutte par mes prédécesseurs", a dit M. Bouchard en confirmant que dans ces circonstances, il ne rencontrera pas M. Boutros-Ghali.

C'est Robert Bourassa qui était premier ministre du Québec en 1970 lorsque le Québec avait été reconnu, par le biais d'un accord signé à Niamey (Niger), comme gouvernement participant à la Francophonie, a rappelé M. Bouchard.

Par la suite, M. Bourassa avait établi en 1986 avec le gouvernement fédéral de Brian Mulroney un cadre de fonctionnement du Québec au sein de la Francophonie, et notamment lors des sommets biennaux.

"Ottawa érode ces gains du Québec dans la Francophonie. C'est inacceptable et nous n'allons pas y concourir", a dit le premier ministre.

Selon lui, ces incidents entre le Canada et le Québec "embarrassent tout le monde, principalement M. Boutros-Ghali qui avait accepté de venir personnellement me rencontrer à Québec, et ceux qui devaient rencontrer ce visiteur, notamment le recteur de l'Université Laval, François-Tavenas".

M. Bouchard a demandé à son chef de cabinet, Hubert Thibault, de communiquer avec Jean Pelletier, ex-maire de Québec et chef de cabinet de Jean Chrétien, pour une dernière tentative de régler le différend.

34 millions \$

Par ailleurs, à l'occasion de sa tournée de la région de Québec, M. Bouchard a annoncé des fonds de 34

millions \$ pour le développement économique de la capitale.

La somme comprend 20 millions \$ pour le Fonds de diversification de l'économie et 14 millions \$ d'aide additionnelle au Parc technologique de Sainte-Foy.

Par ailleurs, M. Bouchard a ironisé sur les plus récents sondages qui placent le Parti québécois légèrement en arrière du Parti libéral.

Il a notamment relevé le fait qu'avec le même sondage, un quotidien québécois parlait de "catastrophe" pour le PQ tandis qu'un quotidien anglophone montréalais "déplorait les difficultés" du PLQ.

Enfin, M. Bouchard a nié avoir offert un poste de ministre au chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, afin de convaincre ce dernier de rejoindre le Parti québécois.

"Quand je voudrai voir M. Dumont, je le verrai moi-même", a-t-il dit, reconnaissant que beaucoup de gens au sein du Parti québécois souhaiteraient un dialogue constructif avec le chef de l'ADQ.

© La Presse Canadienne, 1998

English language no threat to French, Boutros-Ghali says

Francophones need to embrace learning other languages, not attack them, he advises

ALAN FREEMAN
European Bureau, London

Francophones should stop seeing English as a threat to French and recognize the value of learning English and other languages, says Boutros Boutros-Ghali, secretary-general of l'Agence de la Francophonie.

"When you have only one language you're closed unto yourself," said Mr. Boutros-Ghali, the former United Nations secretary-general who took over as head of the organization of mostly French-speaking countries nine months ago. "Learning another language is like learning to play a musical instrument."

Francophones have to accept the fact that English has become "the international language" and that French can't be defended by attacking other languages.

"By defending cultural diversity, I defend French," Mr. Boutros-Ghali said in an interview on the eve of his departure for a 10-day trip to Canada, where he is overseeing preparations for next year's eighth francophone summit in Moncton, N.B. "My mother tongue is Arabic; I dream in Arabic and I argue with my wife in Arabic. I am an arabophone first. But I am also a francophone and an anglophone and I would have been happy to be a germanophone but it was too difficult."

In a telephone interview from his headquarters in Paris, the one-time Egyptian foreign minister outlined his vision for a pluralistic French-speaking world and the expanded role he wants for the 49-nation la Francophonie.

In particular, Mr. Boutros-Ghali wants to explain his views to English-speaking Canadians and for that reason he has chosen to make a major speech in Toronto to the Board of Trade tomorrow.

"I think it's very important for non-francophones to know the value of la Francophonie... If I can persuade them to acquire a second language like French, it will enrich them and it will reinforce the specificity of Canada."



Boutros Boutros-Ghali says defending cultural diversity also defends French.

Reuters

oversee presidential elections in Togo jointly with the Organization for African Unity.

"Good diplomacy is quiet diplomacy," said the 75-year-old Mr. Boutros-Ghali. "We aren't about to send 50 observers to Rwanda. We don't have the financial capacity."

The mission to the Seychelles was pioneering in another way as well. The report produced jointly with the Commonwealth was published half in English and half in French, in the way bilingual documents are prepared by the federal government in Canada.

For an agency that has traditionally seen English as a threat, it was a revolutionary act. "In the past, I would have been hanged in the Place de la Concorde."

Mr. Boutros-Ghali also wants to ensure better co-ordination of various related organizations, including francophone agencies involving universities and parliamentarians, as well as TV-5, the French-language, international satellite channel.

can't p. 2/2

Globe and Mail, Sept. 8 1998

2/2

"The day you are speaking French, you are adding French to your culture and if you want to add Spanish as well, why not?"

Mr. Boutros-Ghali, who turns 76 in November, was appointed to a four-year term as secretary-general at the last francophone summit, held in Hanoi in the fall of 1997. His appointment to the new, expanded position of secretary-general was designed to raise the international profile of la Francophonie but it led to grumbling from sub-Saharan African nations, which complained that his candidacy was imposed on them by a neocolonial-minded France.

Mr. Boutros-Ghali wants la Francophonie to be more than simply a promoter of the French language and culture. He wants it to take on a role as a forum between the North and the South and to adopt a growing political role as well.

Recently, la Francophonie sent observers to oversee elections in the Seychelles, in a joint mission with the Commonwealth. It has also sent a team of observers to

Mr. Boutros-Ghali says that Canada plays an important role in la Francophonie because it is seen as a generous country that is very much interested in international affairs. He said he has regular discussions with Prime Minister Jean Chrétien and Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy, as well as with Diane Marleau, the minister responsible for la Francophonie.

La Francophonie has often been mocked for the fact that it not only includes obvious French-speaking nations like Canada, France and former French colonies in Africa, but also countries where French is spoken by only a tiny minority of the population, like Vietnam.

Asked how he expects to address the Board of Trade audience in Toronto, the former UN secretary-general said: "I will speak half in English and half in French. I will play it by ear but I know I will not be able to talk in Arabic." Mr. Boutros-Ghali will also make stops in Fredericton, Quebec City, Montreal and Ottawa.

Acadians' language prowess key to their survival: ex-UN head

■ **SUMMIT REVIEW:** Boutros Boutros-Ghali, who lost friends and co-workers in the Swissair crash, is in N.B. to review plans for the international gathering of La Francophonie.

By **DON RICHARDSON**
Times Globe staff writer

(A-3)

The survival of New Brunswick's Acadian minority is due to their adoption of English as well as their determination to maintain their native tongue, says the head of an international group of French-speaking nations.

Boutros Boutros-Ghali said the efforts of New Brunswick's French and English-speaking communities to learn one another's languages is an example to the world of how a multilingual, multicultural society can be formed. The former head of the United Nations said the development of societies where several languages are spoken and promoted is the surest path to world peace and understanding.

Mr. Boutros-Ghali visited

Moncton yesterday to review plans for the international gathering of La Francophonie, to be held in the province next year. The veteran Egyptian diplomat is the organization's secretary-general.

Mr. Boutros-Ghali is using his new post to promote not just the French language, but the development of multilingualism - the use of many languages - in countries throughout the world. He said cultural diversity is the "wealth of humanity," and all nations must promote peace and international understanding through the use and preservation of a variety of languages and cultures.

The Acadians of New Brunswick have used this "multilingual" approach to their advantage, adopting English as their second language while preserving their native language and culture. Removing themselves from linguistic isolation allowed them to become culturally diverse, ensuring their survival as a French-speaking minority on an English-speaking continent.

"I'm more interested in promoting cultural diversity and multilingualism than to defend any specific language," Mr. Boutros-Ghali said during an interview with this newspaper. "The fact that you have the French minority speaking English here is

very positive for Canada, for New Brunswick."

Next September's summit will put New Brunswick's Acadians in the international spotlight, lauding the survival of French-speaking settlers who overcame three centuries of inhospitable weather, war and deportation to make themselves a permanent home on Canada's Atlantic coast. But here, like many places in the French-speaking world, the French language is the minority tongue and its survival is a constant challenge.

French is a minority language in almost all of the 52 nations that form La Francophonie, a loosely knit organization of states having in common the use of the French language. While French is still widely used in the countries of France's former colonial empire in Asia, Africa and the Americas, native tongues predominate in most nations. Although English has taken the lead as the international language of business and commerce, French remains an important language of culture even in countries where it is not widely spoken, such as Mr. Boutros-Ghali's Egypt.

Mr. Boutros-Ghali said his organization is not trying to impose linguistic uniformity on its members, but to celebrate the diversity that already

exists - to make French one of a number of tongues spoken in its member states. Founded two decades ago as a cultural organization, La Francophonie is now branching out into diplomacy, development, economic and political issues, using the French language as a common bond among diverse peoples.

He said the spread of multilingualism and cultural pluralism is vital to the cause of world peace.

"If you only know one language, you are not able to understand somebody who speaks another language. If you speak another language, even if it is not the language of your enemy, the fact that you are speaking another language, will help you to understand the other culture, and that will further the cause of peace."

He also touched on the issue of "international democracy," a theme he will explore further in a speech in Fredericton today. Mr. Boutros-Ghali, who served as UN secretary-general from 1992 to 1996, said he has become increasingly worried over the impact of economic globalization, and fears that small nations and minority cultures will be trampled in the rush to international uniformity.

"We talk a lot about spreading democracy to the new nations of the world, but no one talks about international democracy," Mr.

Boutros-Ghali said. "We have more and more globalization - who is controlling this globalization? There is no international control. Unless we develop a form of international democracy, which is a minimum of democratization in the international system, we risk a global dictatorship, which will have an impact on democracy at the national level."

Mr. Boutros-Ghali spent the day meeting with local organizers for next year's summit, reviewing plans for activities and venues for the three-day meeting. He met with Premier Camille Thériault and officials from the federal and provincial governments. But events in a tiny fishing village in neighbouring Nova Scotia were not far from his mind - the former UN secretary-general lost several friends and co-workers in last week's crash of Swissair Flight 111 off Peggy's Cove, and he said he grieves for the lives that were lost.

"This should remind us of all the young men and women who have given their lives for peace," he said. "We have to remember the sacrifices that these people have made for the cause of peace."

Mr. Boutros-Ghali will visit Fredericton today, where he will deliver a speech to members of the provincial legislature, before continuing his tour of French-speaking nations. ■

Saint John N.B.

outros Boutros-Ghali s'est rendu sur les lieux de l'accident

PARIS, 8 sept (AFP) - L'ancien secrétaire général des Nations-Unies, Boutros Boutros-Ghali, s'est rendu mardi à Halifax (Canada) sur les lieux de l'accident du vol 111 de la Swissair, apprend-on dans un communiqué diffusé à Paris.

Selon l'Organisation Internationale de la Francophonie, dont M. Boutros-Ghali est Secrétaire général depuis l'an passé, l'ancien responsable de l'ONU, qui se trouve actuellement au Canada en vue de préparer le VIIIe Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement francophones qui se tiendra à Moncton (Nouveau Brunswick-Canada) en septembre 1999, "a tenu à modifier son parcours pour rendre hommage aux victimes du vol Swissair".

L'Organisation Internationale de la Francophonie précise que "M. Boutros-Ghali s'est recueilli sur les lieux de l'accident, au cours duquel plusieurs collaborateurs de l'Organisation des Nations-Unies ainsi que le fils d'un ami très proche de M. Boutros-Ghali ont perdu la vie".

Après être intervenu mardi devant l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, à Fredericton, le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie devait se rendre ensuite à Toronto.

ej/ar t

AFP

081700 GMT SEP 98

Service level: o
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: i -- <International News>
Keyword slug: Canada-Avion-Boutros

M. Boutros-Ghali sur les lieux du prochain sommet de la Francophonie

MONCTON (Canada), 8 sept - Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, s'est rendu mardi à Moncton (Nouveau-Brunswick), ville du sud de la province qui accueillera l'an prochain le 8ème sommet de la Francophonie, a rapporté la télévision de Radio Canada.

M. Boutros-Ghali a souligné à cette occasion l'existence d'une "nouvelle solidarité au sein de la famille francophone" et "le rôle qu'y jouent le Canada et le Nouveau-Brunswick".

M. Boutros-Ghali doit se rendre en fin d'après-midi en Nouvelle-Ecosse et se recueillir à Peggy's Cove, à proximité du lieu où s'est abîmé la semaine dernière un avion de la Swissair, a indiqué le ministère des Affaires étrangères canadien.

Plusieurs fonctionnaires des Nations-Unies ont perdu la vie dans l'accident, ainsi que, selon l'Organisation internationale de la francophonie, "le fils d'un ami très proche de M. Boutros-Ghali".

Le secrétaire général doit ensuite se rendre successivement à Toronto, Montréal, Québec, Sudbury (Ontario) et Ottawa. Dans la capitale fédérale, il doit rencontrer le Premier ministre Jean Chrétien et plusieurs membres de son gouvernement, notamment le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy et le ministre en charge de la Francophonie Diane Marleau.

sp-chc/ial/vb af

AFP

081853 GMT SEP 98

Service level: o
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: i -- <International News>
Keyword slug: Canada-francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie a été établie en 1970 avec le soutien
du gouvernement français. Elle a pour but de promouvoir la coopération entre les
pays francophones et de renforcer les liens de solidarité entre eux.

L'Organisation internationale de la Francophonie a été établie en 1970 avec le soutien
du gouvernement français. Elle a pour but de promouvoir la coopération entre les
pays francophones et de renforcer les liens de solidarité entre eux.

BOUCHARD-BOUTROS-GHALI (BGT)
BOUCHARD-BOUTROS-GHALI (BGT)

Lucien Bouchard accuse Ottawa de vouloir nuire aux relations privilégiées du Québec avec la Francophonie

Par Norman DELISLE

QUEBEC (PC) - Le gouvernement fédéral a brisé unilatéralement un accord vieux de 1970 à l'occasion de la visite au Canada de Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de la Francophonie, a soutenu hier le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard.

«Pour une raison incroyable et incompréhensible, Ottawa a décidé de rompre la tradition et les accords qui avaient reconnu jusqu'ici la relation directe et privilégiée» du Québec lorsqu'il fait affaire avec la France ou avec des représentants officiels de la Francophonie, a déclaré M. Bouchard en tournée dans la région de Québec.

M. Bouchard a dit être d'autant plus au fait qu'il avait été personnellement mêlé à la négociation de certains de ces accords Québec-Canada lorsqu'il était ministre fédéral dans le gouvernement de Brian Mulroney.

Selon le premier ministre, dans le cadre actuel, le Québec devrait avoir les coudées franches quand il reçoit un haut fonctionnaire de la francophonie comme M. Boutros-Ghali. Le gouvernement québécois devrait normalement être responsable de l'organisation de la tournée et de la sécurité du visiteur.

Or cette fois, Ottawa veut prendre charge lui-même de ces aspects à l'occasion du séjour, plus tard cette semaine, de M. Boutros-Ghali.

«Je ne suis pas le premier ministre qui va défaire ce qui a été obtenu de haute lutte par mes prédécesseurs», a dit M. Bouchard en confirmant que dans ces circonstances, il ne rencontrera pas M. Boutros-Ghali.

C'est Robert Bourassa qui était premier ministre du Québec en 1970 lorsque le Québec avait été reconnu, par le biais d'un accord signé à Niamey (Niger), comme gouvernement participant à la Francophonie, a rappelé M. Bouchard.

Par la suite, M. Bourassa avait établi en 1986 avec le gouvernement fédéral de Brian Mulroney un cadre de fonctionnement du Québec au sein de la Francophonie, et notamment lors des sommets biennaux.

«Ottawa érode ces gains du Québec dans la Francophonie. C'est inacceptable et nous n'allons pas y concourir», a dit le premier ministre.

Selon lui, ces incidents entre le Canada et le Québec «embarrassent tout le monde, principalement M. Boutros-Ghali qui avait accepté de venir personnellement me rencontrer à Québec, et ceux qui devaient rencontrer ce visiteur, notamment le recteur de l'Université Laval, François Tavenas».

M. Bouchard a demandé à son chef de cabinet, Hubert Thibault, de communiquer avec Jean Pelletier, ex-maire de Québec et chef de cabinet de Jean Chrétien, pour une dernière tentative de régler le différend.

34 millions \$

Par ailleurs, à l'occasion de sa tournée de la région de Québec, M. Bouchard a annoncé des fonds de 34 millions \$ pour le développement économique de la capitale.

La somme comprend 20 millions \$ pour le Fonds de diversification de l'économie et 14 millions \$ d'aide additionnelle au Parc technologique de Sainte-Foy.

Par ailleurs, M. Bouchard a ironisé sur les plus récents sondages qui placent le Parti québécois légèrement en arrière du Parti libéral.

Il a notamment relevé le fait qu'avec le même sondage, un quotidien québécois parlait de «catastrophe» pour le PQ tandis qu'un quotidien anglophone montréalais «déplorait les difficultés» du PLQ.

Enfin, M. Bouchard a nié avoir offert un poste de ministre au chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, afin de convaincre ce dernier de rejoindre le Parti québécois.

«Quand je voudrai voir M. Dumont, je le verrai moi-même», a-t-il dit, reconnaissant que beaucoup de gens au sein du Parti québécois souhaiteraient un dialogue constructif avec le chef de l'ADQ.

province, Bouchard said he's not "privy" to the federal government's hidden agenda.

The premier also noted that Bourassa had negotiated with former prime minister Brian Mulroney for Quebec to have its own role within la Francophonie.

Bouchard said he agrees with Boutros-Ghali that francophones should stop seeing English as a threat to the French language and recognize the value of learning English as well as other languages.

"I think that to speak only one language deprives someone of reaching a different universe. The same thing applies to English people who only speak English."

CP 1953ES 08-09-98

Selector code: CPSTF
Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: g
Keyword slug: AM-Bouchard-Boutros-Ghal

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

~~AM-Plane-Crash, 2nd Writethru~~

code:1

Eds: UPDATES with details of news conference, Boutros Boutros-Gali visit to Peggy's Cove, edits throughout.

With vars Plane-Crash

See CP Photos

Cockpit pieces show heat stress

By Michelle MacAfee

HALIFAX (CP) - Small pieces of Swissair Flight 111's cockpit show signs of "heat stress," the lead investigator into the crash said Tuesday.

"But it is much too early in the process to draw conclusions from this," said Vic Gerden of the Transportation Safety Board.

It is also too early to determine how much of the plane was affected by heat or what role it played in the crash that killed 229 people when the jetliner plunged into the ocean near Peggy's Cove, N.S., last Wednesday.

"There are some signs of heating on some of the small pieces of the wreckage retrieved," Gerden told a news conference.

"The limited amount of wreckage retrieved to date indicates this area of heat stress is in the cockpit area."

The board defines heat stress as any kind of damage caused by heat - including warping, bubbling, melting, discoloration or deformation.

Pilots aboard Flight 111 had indicated there was smoke in the cockpit. It is not known whether there was smoke in the passenger compartment.

Investigators who have been inspecting the aircraft's flight data recorder in Ottawa confirmed that the doomed flight's final six minutes were not recorded on its run from New York to Geneva.

Gerden said this does not mean a total electrical failure because the plane operated on several electrical systems and the flight recorder only operated on one.

There are numerous irregularities on the recorded data, most near the end of the recording. But Gerden said since the information is being used to develop a timeline, the last six minutes are not necessarily the most crucial.

The recorder's failure suggests an electrical problem around the time pilot Urs Zimmermann was believed to be dumping fuel in preparation for an emergency landing caused by smoke in the cabin.

Search for the wreckage continued Tuesday, with divers working in relatively shallow waters near the buoy that was sheared off by the jetliner.

Poor weather blocked the deepsea divers who have been scouring the ocean floor for the cockpit voice recorder. The high-tech equipment, which would have recorded conversations between the pilots, continued to emit an audible signal Tuesday.

Navy Capt. Phil Webster said he was optimistic divers would be able to retrieve the device today, weather permitting.

The USS Grapple, a navy supply ship which took part in the investigation the 1996 crash of TWA Flight 800 near Long Island, N.Y., was due to arrive today from Philadelphia. The Grapple has special cranes capable of lifting large pieces of the wreckage that searchers have located in the waters of St. Margaret's Bay.

Meanwhile, an RCMP forensic pathologist said the high priority given to identifying the victims of Flight 111 using DNA samples could mean other criminal cases will have to wait.

"We have brought in additional staff to try to help, not slow down, other cases that are in the system," said Sgt. Jeff Modler.

But yes, they are a priority and yes, some cases may be slowed because of the processing of these samples.'

More than 200 people are now involved in the painstaking effort to identify the victims of last week's crash. Only one positive identification has been made, with another one possible.

Identifying victims has been a daunting task because of the fragmented body parts that have been recovered. At one point, the Nova Scotia government had difficulty finding enough bags for searchers.

The RCMP is using photographic records and looking for personal features such as tattoos and rings, in addition to relying on DNA.

Many of the victims' families left Halifax after visiting Peggy's Cove and attending memorial services, but up to 40 others planned to visit the area later this week.

Boutros Boutros-Ghali, the former head of the United Nations, made a short visit to Peggy's Cove late Tuesday to lay flowers on the rocks and remember the UN workers and others who died in the crash.

Asked why he came, the Egyptian diplomat said: ``To show solidarity with those who died while working for peace.''

Prime Minister Jean Chretien and Swiss President Flavio Cotti were to attend a public memorial service today in a baseball field in nearby Indian Harbour, N.S.

The weather is expected to be cloudy with a slight chance of showers.

Some relatives of the victims have blamed the pilot for the accident.

But in Zurich, Swissair's chief pilot-designate rejected as irresponsible suggestions that the pilots reacted too late to the situation.

A total loss of power was virtually unthinkable, said Rainer Hildebrand.

The MD-11 has three normal generators, as well as a back-up generator and an emergency generator. There is also a battery which would power all the plane's essential functions for 15 minutes, he added.

Swissair also denied suggestions from some litigation lawyers that families of those killed in the crash may have to sign waivers on future claims to collect \$20,000 US.

Swissair vice-president Walter Vollenwieder said the airline simply wants to help the relatives with hotel and other expenses while in Halifax. There are no strings attached, he said.

CP 1815ES 08-09-98

Selector code: CPSTF

Service level: G

Priority code: b -- <Bulletin> Prime spot news, kill notes and releases

Category code: g

Keyword slug: AM-Plane-Crash

M. Boutros-Ghali se recueille près des lieux de l'accident

PEGGY'S COVE (Canada), 9 sept - Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, s'est recueilli mardi en fin d'après-midi à proximité des lieux de la tragédie aérienne de la compagnie Swissair, à Peggy's Cove (Nouvelle Ecosse), a constaté l'AFP.

M. Boutros-Ghali, accompagné d'un membre des secours et d'un diplomate, a déposé une gerbe de fleurs sur les rochers au bord de la mer.

Il était venu "pour offrir ses condoléances aux parents et amis des victimes de la tragédie aérienne de la compagnie Swissair et se souvenir de ses collègues de l'ONU qui ont péri dans l'accident", a déclaré le gouvernement canadien.

Plusieurs fonctionnaires des Nations unies ont perdu la vie dans l'accident, ainsi que, selon l'Organisation internationale de la francophonie, "le fils d'un ami très proche de M. Boutros-Ghali".

L'ancien secrétaire général des Nations unies s'était rendu peu avant à Moncton (Nouveau-Brunswick), qui accueillera l'an prochain le 8ème sommet de la Francophonie.

hfw-ial/vg eaf.moa

AFP

082317 GMT SEP 98

Service level: o
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: i -- <International News>
Keyword slug: Canada-avion

Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, s'est recueilli mardi en fin d'après-midi à proximité des lieux de la tragédie aérienne de la compagnie Swissair, à Peggy's Cove (Nouvelle Ecosse), a constaté l'AFP.

SWISSAIR-SYNTHESE (BGT)
SWISSAIR-SYNTHESE (BGT)

Des pièces du poste de pilotage auraient été endommagées par la chaleur HALIFAX (PC) - Des débris provenant de la cabine de pilotage du vol 111 de Swissair montrent des signes de dommages dus à la chaleur, a révélé hier l'enquêteur en chef. Mais il est encore beaucoup trop tôt pour en tirer des conclusions, ajoutait Vic Gerden, du Bureau de sécurité des transports du Canada.

Il est aussi trop tôt pour déterminer quelle partie de l'avion a été affectée par la chaleur, ou le rôle que cela a joué dans l'accident qui a fait 229 victimes, quand l'avion qui effectuait la liaison New York-Genève s'est abîmé dans l'océan près du petit port de pêche de Peggy's Cove, en Nouvelle-Ecosse, mercredi dernier.

Le peu de débris de l'avion récupérés à ce jour indique que la portion endommagée sous l'effet de la chaleur est à proximité de la cabine de pilotage, a déclaré M. Gerden en conférence de presse.

Par dommages dus à la chaleur, on entend, selon le Bureau, le gauchissement, la décoloration, la déformation, la présence de bulles ou de matériaux fondus.

Les pilotes du vol 111 avaient fait part de la présence de fumée dans le poste de pilotage. On ignore s'il y avait de la fumée dans la section de l'appareil occupée par les passagers.

Les enquêteurs qui vérifient les renseignements tirés de l'enregistreur des données de bord à Ottawa ont par ailleurs confirmé que les six dernières minutes du vol fatal n'ont pas été enregistrées. Cela ne signifie toutefois pas que l'avion a subi une panne électrique totale, parce que l'appareil possédait plusieurs systèmes électriques, et que l'enregistreur de vol ne fonctionnait qu'à partir d'un seul de ces systèmes.

Cela laisse croire qu'un problème électrique est survenu à peu près au moment où on croit que le pilote a largué du carburant en prévision d'un atterrissage d'urgence.

Les recherches des débris de l'avion se sont poursuivies hier. Mais le mauvais temps a empêché les plongeurs de descendre en eaux profondes pour tenter de retrouver la deuxième boîte noire, l'enregistreur des conversations de bord, sur le plancher de l'océan. L'enregistreur émet un signal sonore qui était toujours capté hier.

Le capitaine de la marine Phil Webster s'est dit confiant de pouvoir récupérer la boîte noire aujourd'hui, si le temps le permet.

Le USS Grapple, un navire de ravitaillement américain, devait arriver aujourd'hui sur les lieux. Il est équipé de grues spéciales capables de soulever les grosses sections de l'appareil que les chercheurs ont trouvées dans les eaux de la baie St. Margaret.

Entre-temps, les efforts d'identification des victimes, notamment à l'aide de l'analyse d'échantillons d'ADN, se poursuivent. Plus de 200 personnes y travaillent. Jusqu'à présent, une seule victime a été identifiée avec certitude, et une autre identification pourrait être concluante.

Il s'agit d'une tâche lourde et macabre, puisque les pathologistes doivent travailler sur des restes humains très mutilés.

Plusieurs des familles des victimes ont quitté Halifax, après avoir visité Peggy's Cove et assisté à des cérémonies commémoratives, mais jusqu'à une quarantaine d'autres familles devraient arriver dans la région plus tard cette semaine.

Boutros Boutros-Ghali, l'ex-dirigeant des Nations unies, a effectué une brève visite à Peggy's Cove hier, pour déposer une gerbe de fleurs sur les rochers en souvenir des travailleurs de l'ONU et des autres passagers qui ont perdu la vie dans la tragédie.

Le premier ministre canadien, Jean Chrétien, et le président suisse Flavio Cotti devaient assister à une cérémonie commémorative aujourd'hui, à Indian Harbour.

Certains parents des victimes ont dit qu'ils tenaient le pilote

responsable de l'accident. mais a zurich, swissair a rejete ces accusations, les qualifiant d'irresponsables. Une perte totale d'alimentation en électricité était virtuellement impensable, a affirmé Rainer Hildebrand. Le MD-11 est muni de trois génératrices, d'une génératrice de soutien, et d'une génératrice d'urgence. De plus, une batterie peut faire fonctionner les systèmes essentiels de l'avion pendant 15 minutes, a-t-il ajouté.

Swissair a aussi nié l'information propagée par certains avocats, voulant que les familles des personnes tuées dans l'accident pourraient devoir signer une renonciation à toute poursuite future pour avoir droit à un montant de 20 000 \$ US. Le vice-président du transporteur, Walter Vollenwieder, a indiqué que Swissair cherchait simplement à aider les familles à payer leurs frais d'hôtel et autres pendant leur séjour à Halifax, et que l'acceptation de cette offre n'engageait en rien les familles.

GG0742.DF-FGJD304-jd-ac.

1948ES 08-09-98

Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: G
Keyword slug: SWISSAIR-SYNTHESE(BGT)

... the Swissair chief pilot...
... the Swissair chief pilot...
... the Swissair chief pilot...
... the Swissair chief pilot...
... the Swissair chief pilot...

able to retrieve the device today -- weather permitting.

((Victims-Identification))

An R-C-M-P forensic pathologist says the high priority given to identifying victims of SwissAir Flight 1-11 means other criminal cases may have to wait.

Sergeant Jeff Modler says additional staff has been brought in to help with other cases in the system.

But he admits some cases may be slowed as they process D-N-A samples from Flight 1-11 victims.

More than 200 people are now involved in the painstaking effort to identify the victims of last week's crash.

Only one positive identification has been made, with another one possible.

Identifying victims has been a daunting task because of the fragmented body parts that have been recovered.

The R-C-M-P is using photographic records and looking for personal features such as tattoos and rings, in addition to relying on D-N-A.

((Boutros-Ghali-Visit))

Boutros Boutros-Ghali has made a short visit to Peggy's Cove.

The former head of the United Nations stopped late yesterday to lay flowers on the rocks -- and remember the U-N workers and other who died in the crash of SwissAir flight 1-11.

The Egyptian diplomat says he came to "show solidarity with those who died while working for peace."

Prime Minister Chretien and Swiss President Flavio Cotti are to attend a public memorial service today in a baseball field in nearby Indian Harbour, Nova Scotia.

((Victims-Blame))

Some relatives of the victims of SwissAir flight 1-11 are blaming the pilot for the accident.

But in Zurich, Swissair's chief pilot-designate says suggestions that the pilots reacted too late to the situation are irresponsible.

Swissair also denies suggestions that families of those killed in the crash may have to sign waivers on future claims to collect 20-thousand dollars U-S.

Swissair vice-president Walter Vollenwieder says the airline simply wants to help the relatives with hotel and other expenses while in Halifax.

He says there are no strings attached.

(BN-CP)

gmb

CP 0235ES 09-09-98

Service level: g
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: g
Keyword slug: PlaneCrashRoundup

AM-Bouchard-Boutros-Ghali, 1st Writethru
code:2

EDS: INSERTS Chretien reaction after para 5
Ott Note
AP, Reuts note

Bouchard pouts as Boutros-Ghali comes to town

By LuAnn LaSalle

QUEBEC (CP) - Premier Lucien Bouchard said Tuesday he'll refuse on principle to meet with the head of la Francophonie because Ottawa has assumed total control of the event.

Bouchard said he wanted to meet with Boutros Boutros-Ghali, secretary-general of the French-speaking equivalent of the Commonwealth, in Quebec City on Thursday.

But the premier was angry Tuesday that Ottawa is organizing all aspects of Boutros-Ghali's Quebec visit and the ensuing security.

Bouchard said meeting Boutros-Ghali under such circumstances would be "embarrassing."

"I will not be part of it," he said in Quebec City. "I can't."

But Prime Minister Jean Chretien said Bouchard has no reason to be angry about arrangements for Boutros-Ghali's visit.

"Mr. Boutros Boutros-Ghali is coming to Canada and he is being received in the same way as any other visitor to Canada and Quebec," Chretien said in Montreal.

Chretien noted that protocol states dignitaries are met by the prime minister.

"We have a rule that applies to every official visitor coming to this land and this rule is well known for a long time.

"If he wants to meet with Mr. Boutros Boutros-Ghali, he will have many occasions to do so but if he wants to trip over the flowers in the rug, it's his problem, not mine."

Bouchard said it has been tradition for Quebec to organize all aspects of dignitaries' visits from member countries of la Francophonie since 1970, thanks to work by the late Liberal premier Robert Bourassa.

"I'm very sorry because it's very embarrassing, embarrassing for our visitors, embarrassing for the (provincial) government, embarrassing for the people of Quebec," Bouchard told a news conference after announcing a \$20-million economic development fund for Quebec City.

Bouchard said he hasn't contributed to the embarrassment by making the problem public.

"I'm part of the embarrassment as a victim is part of something. I'm an embarrassed victim.

Boutros-Ghali, former secretary-general of the United Nations, starts a 10-day visit to Canada today to organize next year's francophone summit in Moncton, N.B.

Bouchard said when he attended last year's francophone summit in Hanoi, he personally invited Boutros-Ghali to Quebec.

"I will not see Mr. Boutros-Ghali, he knows why, it's not personal of course."

Accepting Ottawa's conditions would amount to eroding Quebec's accomplishments because it would mean Ottawa would "get back what has been achieved by the past governments of Quebec," Bouchard argued.

"Obviously, there is an attempt to assault Quebec's past gains in its actions in the international field as far as la Francophonie is concerned."

When asked if Ottawa is trying to treat Quebec like any other

CHRETIEN-BOUTROS-GHALI (BGT)
CHRETIEN-BOUTROS-GHALI (BGT)
Avec PHOTO MTL

«Absolument pas» de guerre de drapeaux pour Boutros-Ghali, assure Chrétien
Par Lia LEVESQUE

MONTREAL (PC) - Le premier ministre Jean Chrétien s'est défendu hier d'avoir relancé la guerre des drapeaux avec Québec concernant la visite au pays de Boutros Boutros-Ghali.

«Absolument pas. M. Boutros-Ghali vient au Canada et il est reçu de la même façon que tout visiteur au Canada et au Québec», a soutenu le premier ministre Chrétien, insistant sur le fait qu'il ne faisait que suivre les règles établies depuis des années.

M. Chrétien a aussi répliqué au premier ministre du Québec Lucien Bouchard qui se plaignait du fait qu'Ottawa ait brisé une règle voulant que Québec puisse entretenir des relations privilégiées avec les représentants de la francophonie, et ce depuis plusieurs années.

«Il y a une règle qui s'applique pour le premier ministre de la France. Quant aux autres membres de la francophonie qui viennent au Canada, ils sont reçus exactement de la même façon que les chefs de gouvernement de quelque autre pays que ce soit», a répliqué le premier ministre Chrétien.

Le premier ministre du Canada s'est défendu d'interférer dans les relations entre Québec et les pays de la francophonie. «Je n'ai rien à expliquer. Il (M. Boutros-Ghali) vient à Ottawa. Il va au Nouveau-Brunswick. Il se rendra à Québec et il se rendra à Montréal. Il n'y a pas de problème. Nous, nous avons suivi la règle.»

Par médias interposés, il a informé M. Bouchard du fait que s'il voulait rencontrer le secrétaire général de la Francophonie, il aurait plusieurs occasions de le faire au cours de sa visite en terre canadienne.

Le premier ministre du Canada a fait ces commentaires après qu'il eut participé au lancement du livre «Mémoires intimes» de Mme Michelle Tisseyre, qui fut animatrice à la télévision de Radio-Canada et une militante fédéraliste de longue date.

Celle-ci a d'ailleurs fait référence à son engagement dans la campagne référendaire de 1980, aux côtés des «Yvette», ce regroupement de femmes fédéralistes.

M. Chrétien l'a présentée comme une «grande dame des 50 dernières années» pour les francophones du Canada.

LL-FGLL23

ft

2019ES 08-09-98

Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: G
Keyword slug: CHRETIEN-BOUTROS-GHALI(B

AM-NB-Boutros-Tour
code:4

Former UN head praises N.B. unity

FREDERICTON (CP) - New Brunswick's unique status as a bilingual province is a source of inspiration and encouragement for multi-lingual countries, the former secretary general of the United Nations said Tuesday.

"You are the living embodiment of linguistic communities living together in harmony and the living proof that a standing inter-cultural dialogue is not a utopian dream," Boutros Boutros-Ghali said during a tour of the province.

Boutros-Ghali is now the secretary general of the International Organization La Francophonie, an organization of 52 French-speaking nations that is hosting a francophone summit in Moncton, N.B., next September.

Boutros-Ghali visited Moncton on Monday to review plans for the international gathering.

The Francophonie aims to promote the values of cultural diversity, tolerance and mutual respect, he said Tuesday in an address to the New Brunswick legislature.

All countries must work together to ensure a fair distribution of the world's assets to promote sustainable development and ensure the poorest and the most disadvantaged are not left further behind, he said.

The Francophonie can work towards those goals by co-operating with other international organizations like the Commonwealth, he added.

Boutros-Ghali spoke on issues including multiculturalism, technology and globalization. But Wednesday's crash of Swissair Flight 111 into waters off the coast of Nova Scotia also weighed on his mind.

"It was a catastrophe for the international community," he said of the accident, which killed all 229 persons aboard.

"It was a catastrophe for the United Nations because a great number of international civil servants use this flight on a regular basis."

Boutros-Ghali said he often flew Swissair to travel between UN offices in New York and Geneva when he was head of the organization. The flight was nicknamed the UN shuttle.
(Fredericton Gleaner)

CP 2039ES 08-09-98

Selector code: MEMBS
Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: g
Keyword slug: AM-NB-Boutros-Tour

BOUTROS-GHALI-N.-B.
BOUTROS-GHALI-N.-B.

Boutros-Ghali félicite le Nouveau-Brunswick pour son harmonie linguistique
FREDERICTON (PC) - Le statut unique de province bilingue du
Nouveau-Brunswick est source d'inspiration et d'encouragement pour les pays
plurilinguistiques, a affirmé hier l'ex-secrétaire général des Nations unies.
Vous démontrez qu'il est possible pour des communautés linguistiques de
vivre en harmonie, vous êtes la preuve vivante qu'un dialogue permanent entre
les cultures n'est pas une utopie, a déclaré Boutros Boutros-Ghali au cours
d'une tournée de la province.

M. Boutros-Ghali est maintenant secrétaire général de la Francophonie, une
organisation de 52 pays francophones qui organise le sommet de la
Francophonie à Moncton, en septembre prochain.

M. Boutros-Ghali s'est rendu à Moncton, lundi, pour examiner
l'organisation du rassemblement international.

La Francophonie vise à promouvoir les valeurs de diversité culturelle, de
tolérance et de respect mutuel, a-t-il déclaré hier dans le discours qu'il a
prononcé devant l'Assemblée législative provinciale.

M. Boutros-Ghali a abordé les questions du multiculturalisme, de la
technologie et de la globalisation, mais il a aussi évoqué l'accident du vol
111 de Swissair, au large de la Nouvelle-Ecosse, une catastrophe pour la
communauté internationale et pour les Nations unies, a-t-il dit, parce qu'un
grand nombre de fonctionnaires internationaux prennent régulièrement ce vol.

M. Boutros-Ghali a ajouté que lui-même volait souvent sur les ailes de
Swissair pour se déplacer entre les bureaux de l'ONU à New York et Genève,
lorsqu'il dirigeait cet organisme.

GG0946.DF-FGJD307-jd-ac.

2139ES 08-09-98

Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: G
Keyword slug: BOUTROS-GHALI-N.-B.

Communiqué

Le 8 septembre 1998

N° 207

MISE AU POINT SUR LA GESTION GOUVERNEMENTALE DE LA VISITE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FRANCOPHONIE

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a apporté aujourd'hui une mise au point sur la gestion gouvernementale des visites de dignitaires étrangers au Canada.

Cette mise au point s'inscrit dans le cadre de la visite officielle du secrétaire général de la Francophonie, M. Boutros Boutros-Ghali, qui a débuté le dimanche 6 septembre. Ce dernier s'est d'abord rendu à Moncton, à Fredericton et à Peggy's Cove. Le reste de son programme prévoit des visites à Toronto, à Montréal, à Québec, à Sudbury et à Ottawa.

La visite, planifiée par le gouvernement canadien de concert avec les gouvernements provinciaux concernés, a été organisée en tenant compte des prérogatives des deux niveaux de gouvernement. De plus, le gouvernement du Canada a porté une attention toute particulière au respect des attributions énoncées dans les ententes le liant aux gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick, qui sont des gouvernements participants de la Francophonie.

Le gouvernement du Canada se doit, en vertu du droit canadien et du droit international, d'assurer la sécurité et la protection des hauts dignitaires étrangers qui séjournent au Canada, y compris les représentants officiels d'organisations intergouvernementales internationales. À cet effet, il doit s'assurer que les mesures de sécurité prises répondent à des impératifs d'efficacité et de continuité.

C'est aussi dans une optique de collaboration que les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick, à titre de gouvernements participants de la Francophonie, ont été invités à contribuer au contenu du programme de cette visite.

-30-



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
(613) 995-1874

Ce document se trouve également au site Internet du Ministère :
<http://www.dfait-maeci.gc.ca>

News Release

September 8, 1998

No. 207

CLARIFICATION ON THE GOVERNMENT'S RESPONSIBILITIES FOR THE VISIT OF THE SECRETARY-GENERAL OF LA FRANCOPHONIE

The Department of Foreign Affairs and International Trade today clarified the government's responsibilities during visits to Canada by foreign dignitaries.

This clarification was made in the context of the official visit to Canada, which started Sunday, September 6, of Secretary-General of La Francophonie Boutros Boutros-Ghali. The Secretary-General first visited Moncton, Fredericton and Peggy's Cove. He is also scheduled to visit Toronto, Montréal, Québec, Sudbury and Ottawa.

The visit was planned by the federal government together with the relevant provincial governments, and has been organized in accordance with the prerogatives of governmental levels concerned. In addition, the federal government has been particularly careful to follow the division of responsibilities specified in its agreements with the governments of Quebec and New Brunswick as "participating governments" in La Francophonie.

Under Canadian and international law, the federal government has an obligation to provide security and protection to high-ranking foreign dignitaries while they are in Canada, including official representatives of international intergovernmental organizations. For this purpose, the government must ensure that the security measures put in place meet requirements of effectiveness and continuity.

It is also in a spirit of co-operation that the governments of Quebec and New Brunswick, as governments with "participating" status in La Francophonie, were invited to contribute to the program of the visit.

- 30 -



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

For further information, media representatives may contact:

Media Relations Office
Department of Foreign Affairs and International Trade
(613) 995-1874

This document is also available on the Department's Internet
site: <http://www.dfait-maeci.gc.ca>

Dernière mise à jour le mardi 8 septembre 1998, 21 h 36
HAE.

Premier ministre
du Québec
Site officiel du
Premier ministre
Bouchard.

Querelle diplomatique entre Québec et Ottawa

Le Premier ministre Lucien Bouchard refuse de rencontrer le Secrétaire général de la Francophonie, qui est en visite à Québec cette semaine. Il accuse Ottawa de rompre avec la tradition en refusant au Québec le privilège de prendre en charge la tournée québécoise de Boutros Boutros-Ghali. Lucien Bouchard considère qu'il s'agit là d'une situation embarrassante et que le fédéral tente ainsi de réduire le rôle international du Québec. ☺



Lucien Bouchard accuse Ottawa de vouloir nuire aux relations privilégiées du Québec avec la Francophonie.

suite

Querelle diplomatique entre Québec et Ottawa (suite)

Agence de la Francophonie
Historique, organisation, pays-membres, publications et autres informations sur l'organisme.



Questionné sur le sujet, Boutros-Ghali a simplement déclaré qu'il ne se mêlait pas des querelles de familles.

Lucien Bouchard a demandé à son cabinet de tenter de dénouer l'impasse avec l'entourage du Premier ministre Chrétien, mais, à moins d'un changement de dernière minute, il n'aura pas d'entretien avec Boutros Boutros-Ghali qu'il avait lui-même invité à venir à Québec.



Radio-Canada
Nouvelles

Querelle diplomatique entre Québec et Ottawa (suite)

De son côté, le Premier ministre Jean Chrétien se défend d'avoir relancé la guerre des drapeaux avec Québec. Monsieur Chrétien estime que le secrétaire général de la Francophonie n'est pas un fonctionnaire et qu'il doit être reçu selon les règles qui s'appliquent aux chefs de gouvernement.





END OF SUMMARY

Mardi le 8 septembre 1998

Radio-Canada - Téléjournal

Diffusé à 22h00

nombre de reportages: 16

nombre de reportages internationaux: 10

1. 2.00 Michel Morin à Québec. Le président de la compagnie brésilienne de Maritima, qui a causé la fermeture des chantiers Davie, donne pour la première fois sa version des faits. Maritima, qui est le partenaire principal de Petrodrill, menace de faire construire ailleurs les deux plates-formes de forage qu'il a commandées au chantier de Davie s'il n'obtient pas de garantie financière du Québec d'ici la fin septembre.

2. 2.05 Sophie Langlois à Montréal. Après une descente marquée depuis quelques semaines, les indices boursiers ont rebondi aujourd'hui. À New York, le Dow Jones a augmenté de 400 points et à Toronto, le TSE-300 a remonté de 234 points, une hausse de 4%, son plus important bond depuis 10 ans.

4. 1.52 Patrice Roy à Montréal. Le vice Premier ministre Bernard Landry confirme qu'une annonce sera faite, début octobre, concernant la transformation de voitures Volvo en véhicules de police. Bernard Landry souhaite laisser au fabricant d'automobiles suédois et à l'entreprise Vehitech de Longueuil le soin d'annoncer les détails de l'entente. Il a toutefois indiqué qu'il s'agissait d'un investissement de plusieurs millions de dollars qui doit permettre de créer plusieurs centaines d'emplois.

8. 0.30 Mark McGwire des Cardinals de St-Louis a établi un nouveau record du baseball majeur. Il a frappé son 62e circuit de la saison, battant ainsi le record détenu par Roger Maris depuis 1961. Les enchères pour la balle historique débutent à un million \$.

9. 2.03 Pierre Tourangeau à Farnborough, Grande Bretagne. À la foire aéronautique de Farnborough près de Londres, la multinationale québécoise Bombardier a vendu 44 Regional Jet depuis vendredi, une valeur de plus de 1,5 milliards \$. Bombardier a annoncé son intention de construire un nouveau Jet régional d'une capacité de 90 à 110 passagers. Airbus et Boeing s'intéressent au marché de cet appareil.





10. 1.54 Gilles Morin à Québec. Le Premier ministre Lucien Bouchard refuse de rencontrer le Secrétaire général de la Francophonie, qui est en visite à Québec cette semaine. Il accuse Ottawa de rompre avec la tradition en refusant au Québec le privilège de prendre en charge la tournée québécoise de Boutros Boutros-Ghali. Lucien Bouchard accuse Ottawa de vouloir nuire aux relations privilégiées du Québec avec la Francophonie. De son côté, le Premier ministre Jean Chrétien estime que le Secrétaire général de la Francophonie n'est pas un fonctionnaire et qu'il doit être reçu selon les règles qui s'appliquent aux chefs de gouvernement.

11. 0.55 Au Brésil, 53 personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route. Trente-neuf autres personnes sont blessées. La tragédie est survenue dans l'État de Sao Paulo lorsque deux autobus transportant des pèlerins catholiques sont entrés en collision avec un camion transportant des liquides inflammables.

12. 0.28 Dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh, la police anti-émeute a vidé le parc de l'Assemblée nationale, occupé depuis deux semaines par des manifestants qui accusent le Premier ministre de fraude électorale. Hun Sen n'a plus l'intention de tolérer de manifestations après l'attentat à la grenade devant son domicile hier qu'il attribue à ces opposants.

13. 0.23 En Indonésie, 2 000 étudiants ont enfoncé les portes du Parlement et réclamé la démission du Président Habibbi. L'Indonésie traverse sa pire crise économique en 30 ans. Les étudiants reprochent au Président Habibbi de ne rien faire et ils veulent aussi que son prédécesseur, le dictateur Suharto, soit jugé pour fraude et corruption.

14. 0.16 À Victoria Falls, au Zimbabwe, le cessez-le-feu négocié par les sept chefs d'état africains ne tient plus pour l'accord de Paix dans la République démocratique du Congo. Les rebelles, qui n'avaient pas une place officielle à la table, disent qu'ils vont continuer la lutte armée contre le régime de Laurent-Désiré Kabila.

FIN DU SOMMAIRE

[Agence France Presse English]
Mandela to pay state visit to North America

Byline:
Dateline:
Section: *International News*
Page: Length:
Date: *Tue 08 Sep 1998* Edition:

JOHANNESBURG, Sept 8 (AFP) - President Nelson Mandela will tour the United States and Canada later this month after chairing a summit of the Southern African Development Community in Mauritius, government officials said Tuesday.

The South African president will start a seven-day visit to the United States in New York on September 15, but his North American tour has not yet been finalised, a foreign affairs spokesman told AFP.

The 80-year-old is due to address 185 world leaders at the UN General Assembly before meeting President Bill Clinton in Washington and receiving America's highest civilian honour, the Congressional Gold Medal.

He will also visit Harvard University.

Mandela is due to visit Canada for the first time as head of state between September 23 and 26, a presidential aide said.

A sa descente d'avion à Québec, Monsieur BOUTROS BOUTROS-GHALI, Secrétaire général de la Francophonie a déclaré : « Je ne suis pas là pour m'occuper des affaires de famille entre le Canada et le Québec. Je suis venu essentiellement au Canada pour préparer le prochain Sommet de la Francophonie qui se déroulera à Moncton, au Nouveau-Brunswick, en septembre prochain.

De passage au Québec, je tiens à rendre visite aux différentes institutions de la Francophonie dont j'ai la charge. Je tiens aussi à réaffirmer aux Québécoises et aux Québécois qu'ils peuvent compter sur moi pour défendre la spécificité du Québec au sein de la Francophonie. »

En terminant, il a tenu à souligner que « le Québec est l'un des acteurs majeurs de la Francophonie. »

Dernière mise à jour le mercredi 9 septembre 1998, 17 h 27
CODE_HAE.

Agence de la
Francophonie
Portrait du
premier Secrétaire
général de la
Francophonie.

Après Moncton, Québec...

Le Secrétaire général de la Francophonie Boutros Boutros-Ghali viendra au Québec jeudi et vendredi malgré que le gouvernement Bouchard ait annulé le volet officiel de sa visite. Lucien Bouchard a décidé de ne pas rencontrer monsieur Boutros-Ghali parce qu'il estime que c'est au Québec que revient la responsabilité de la visite du secrétaire général. Mais Jean Chrétien rétorque que Boutros Boutros-Ghali doit être reçu comme un chef de gouvernement.



Le gouvernement Bouchard a annulé le volet officiel de la visite de monsieur Boutros-Ghali au Québec.

suite

[Agence France Presse Français] **Polémique autour du séjour de M. Boutros-Ghali au Canada**

Byline: Par Christine COURCOL

Section: International

Date: Wed 09 Sep 1998

MONTREAL, 9 sept (AFP) - L'organisation du séjour du Secrétaire général du Conseil permanent de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, arrivé le 6 septembre au Canada, a suscité une vive polémique entre les autorités fédérales et le Premier ministre du Québec Lucien Bouchard, qui a décidé de ne pas rencontrer l'ancien secrétaire général de l'ONU.

M. Boutros-Ghali effectue une visite d'une dizaine de jours au Canada en préparation du sommet de la Francophonie, qui doit se tenir dans un an à Moncton (Nouveau-Brunswick).

Après s'être rendu dans cette province et à Peggy's Cove (Nouvelle-Ecosse), pour se recueillir sur les lieux de l'accident du vol 111 de la compagnie Swissair, M. Boutros-Ghali est parti mardi à Toronto, d'où il devait poursuivre son voyage mercredi à Montréal, Québec, Sudbury (Ontario) et Ottawa.

Les autorités fédérales ont décidé de prendre totalement en charge l'organisation du voyage de M. Boutros-Ghali, et de le faire accompagner partout par des fonctionnaires fédéraux, dont le représentant de M. Chrétien auprès de la Francophonie, Claude Laverdure. Ils ont confié sa sécurité, y compris au Québec, à la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la police fédérale.

Le ministère des Affaires étrangères a tenu à se justifier dans un communiqué en soulignant que "le gouvernement du Canada se doit, en vertu du droit canadien et du droit international, d'assurer la sécurité et la protection des hauts dignitaires étrangers qui séjournent au Canada".

Le Premier ministre Jean Chrétien a souligné devant la presse que s'"il y a une règle qui s'applique pour le Premier ministre de la France", les responsables de la Francophonie quant à eux "sont reçus exactement comme les chefs de gouvernement de quelque autre pays que ce soit".

Le Premier ministre québécois Lucien Bouchard a vigoureusement protesté, et a reproché aux autorités fédérales de vouloir "éroder" les pouvoirs de la province et de contrevenir aux accords implicites qui laissent "les coudées franches" au Québec quand il reçoit des responsables français ou de la Francophonie.

M. Bouchard a cité à cet égard plusieurs précédents lors de visites de hauts responsables de la Francophonie. Mais, pour Ottawa, aucun précédent ne vaut, le poste de M. Boutros-Ghali ayant été créé en novembre dernier.

Bien qu'ayant lui-même invité M. Boutros-Ghali au Québec, lors du dernier sommet de la Francophonie, à Hanoï, en novembre 1997, M. Bouchard a décidé de ne pas le rencontrer lors de son séjour dans la province.

L'affaire, si elle semble futile, est lourde de symboles pour les Québécois, comme le souligne le journal souverainiste le Devoir. Il remarque que si Québec laissait à Ottawa le soin de prendre en charge M. Boutros-Ghali, il "donnerait le signal aux autres pays membres de la Francophonie qu'il accepte d'une certaine façon une tutelle d'Ottawa sur son propre territoire".

Le Québec, comme le Nouveau-Brunswick, seule province bilingue du Canada, bénéficie du statut particulier de "gouvernement participant" à l'intérieur de la Francophonie. Un statut qui leur donne voix égale à celles des autres pays membres, sauf sur les questions politiques.

Au cours de son séjour au Nouveau-Brunswick, M. Boutros-Ghali avait vanté "l'harmonieuse cohabitation culturelle" que la province avait su promouvoir.

chc/mck/ar tf

[Agence France Presse English] **Boutros-Ghali's visit to Canada sparks controversy in Quebec**

Section:International News Date:Wed 09 Sep 1998

MONTREAL, Sept 9 (AFP) - Quebec's premier is angry at Ottawa's decision to host former UN secretary general Boutros Boutros-Ghali this month as head of "La Francophonie," an organization of francophone nations.

Saying Ottawa's actions were "eroding" Quebec's rights, Prime Minister Lucien Bouchard said he will not meet the former Egyptian diplomat when he visits the French-speaking province of Quebec Wednesday.

Boutros-Ghali is on a 10-day official visit in Canada in order to prepare for the organization's summit next year in Moncton, New Brunswick. He arrived in Canada Sunday.

The newspaper Le Devoir explained that allowing Ottawa to be in charge of Boutros-Ghali visit in Quebec implicitly meant disregarding Quebec's "sovereignty."

Boutros-Ghali, who came to Peggy's Cove, Nova Scotia, to pay respect to the September 2 Swissair plane crash victims, was expected in Montreal Wednesday. He was also to visit Quebec City, Sudbury and Ottawa.

Bouchard said Quebec had previously hosted La Francophonie's high-ranking officials. But Ottawa disregarded the tradition because Boutros-Ghali's official position was created last fall.

The Canadian foreign ministry said that "under Canadian and international law, the federal government has an obligation to provide security and protection to high-ranking foreign dignitaries while they are in Canada."

And Chretien said La Francophonie's officials were to be greeted in Canada like any other government leader.

la Francophonie.

Bouchard said he agrees with Boutros-Ghali that francophones should stop seeing English as a threat to the French language and recognize the value of learning English as well as other languages.

"I think that to speak only one language deprives someone of reaching a different universe. The same thing applies to English people who only speak English."

CP 1953ES 08-09-98

Bouchard ferme sa porte à Boutros-Ghali

09/09/98

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le gouvernement Bouchard ne recevra pas le nouveau Secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, qui arrive ce soir au Québec. Le passage du numéro un de la francophonie au Canada a provoqué un bras de fer diplomatique entre Québec et Ottawa qui a incité le premier ministre Bouchard à annuler carrément sa rencontre avec le visiteur de marque.

Après plusieurs jours de chassés-croisés diplomatiques et de représentations auprès du cabinet de Jean Chrétien, M. Bouchard a tiré un trait. Il a fait savoir hier qu'il avait finalement décidé de ne pas rencontrer M. Boutros-Ghali, dont la visite au Québec est, contrairement aux précédentes plaide-t-il, totalement organisée par Ottawa.

Pour Lucien Bouchard il s'agit « d'une offensive du gouvernement fédéral » qui veut « éroder le rôle du Québec » dans l'ensemble de la francophonie. Accepter que cette rencontre se tienne selon le protocole du gouvernement fédéral équivaut à avaliser la formule pour l'avenir, renier des précédents qui remontent aux années 60 quand le Québec avait obtenu le droit de siéger à l'Agence de développement culturel et technique (l'ACCT qui devait servir de base à la francophonie actuelle). « Si j'accepte de le rencontrer, j'accepte cette érosion du gouvernement du Québec dans la francophonie. Je ne peux accepter cela », a dit M. Bouchard.

Faisant fi des précédents, des relations entre le gouvernement du Québec et des hauts fonctionnaires de la francophonie, Ottawa a tenu à ce que le passage de M. Boutros-Ghali au Québec soit organisé et encadré par les Affaires extérieures.

Cette tournée qui a débuté dimanche au Nouveau-Brunswick et qui doit arriver au Québec ce soir est complètement sous la responsabilité des fonctionnaires fédéraux. La GRC en assure la sécurité et le haut fonctionnaire chargé de préparer le prochain sommet à Moncton, Claude Laverdure, accompagne M. Boutros-Ghali dans tous ses déplacements. Le passage du visiteur à l'Université Laval, demain, était incertain, mais il devait rencontrer vendredi, à la Citadelle de Québec, le gouverneur général, Roméo LeBlanc.



PHOTO PC

Le passage du numéro un de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, au Canada a provoqué un bras de fer diplomatique entre Québec et Ottawa qui a incité le premier ministre Lucien Bouchard à annuler carrément sa rencontre avec le visiteur de marque.

M. Boutros-Ghali a été nommé premier Secrétaire de la francophonie, un poste nouveau, créé au Sommet de Hanol en novembre dernier. Le Québec, tout comme le Canada, avait appuyé la candidature de l'ancien secrétaire général de l'ONU. Le nouveau poste remplaçait deux fonctions, celles de prési-

dent de l'ACCT et celle de président du Conseil permanent de la francophonie, deux hauts fonctionnaires qui pouvaient entretenir des relations directes avec Québec sans l'encadrement d'Ottawa. « Chaque fois que ces gens sont venus au Québec, c'est nous qui avons pris charge de la visite, l'ac-

quell à l'aéroport, la sécurité, la logistique, etc. », de rappeler M. Bouchard. « Je ne serai pas le premier ministre qui va défaire ce qui a été obtenu de bonne lutte par mes prédécesseurs, en particulier M. Robert Bourassa. »

Un nouveau poste, rappelle Ottawa

Mais avec la création d'un nouveau poste, beaucoup plus important, Ottawa ne fait qu'appliquer le protocole prévu pour des dignitaires de ce rang dans le cas de M. Boutros-Ghali, de souligner Patrick Parisot, le porte-parole du premier ministre Chrétien.

« Le poste de Secrétaire de la francophonie est l'équivalent de celui de l'OEA ou du Commonwealth, c'est une nouvelle fonction et nous appliquons le même protocole que pour tous les dignitaires de ce niveau », fait valoir M. Parisot. Si Québec n'approuvait pas la présence du « sherpa » fédéral aux entretiens « ils n'auraient qu'à le laisser à la porte », dit-il. La seule exception prévue est lors de la visite au Québec de dignitaires de France.

Pour le ministre québécois des Relations Internationales, Sylvain Simard, en revanche, Québec a des relations directes avec les visiteurs de tous les pays de la francophonie. « La défilade d'Ottawa n'est pas très habile. Les deux anciens fonctionnaires de la francophonie étaient reçus par le Québec. Le nouveau, qui cumule les deux fonctions, n'aurait pas droit aux mêmes égards? Ce n'est pas très habile. On reçoit directement des ministres de la francophonie et on voudrait nous mettre sous tutelle pour le Secrétaire, cela n'a pas de sens », a déclaré M. Simard.

Mandarin du gouvernement Mulroncy lors de l'entente avec Québec qui avait permis le regroupement de la francophonie, M. Bouchard a soutenu que l'attitude du gouvernement Chrétien dans ce dossier n'avait rien à voir avec l'ouverture du gouvernement conservateur, il y a 12 ans. « C'est toujours difficile, compliqué d'accueillir des visiteurs étrangers à Québec, la visite de M. Diouf (le président du Sénégal, Abdou Diouf) a donné lieu à des semaines de tensions, de choses résorbées à la dernière minute », a rappelé M. Bouchard.

Guerre des drapeaux ?

(15)

(PC) — Le premier ministre Jean Chrétien s'est défendu hier d'avoir relancé la guerre des drapeaux avec Québec concernant la visite au pays de Boutros Boutros-Ghali.

«Absolument pas. M. Boutros-Ghali vient au Canada et il est reçu de la même façon que tout visiteur au Canada et au Québec», a soutenu le premier ministre Chrétien, insistant sur le fait qu'il ne faisait que suivre les règles établies depuis des années.

M. Chrétien a aussi répliqué au premier ministre Bouchard, qui se plaignait du fait qu'Ottawa ait brisé une règle voulant que Québec puisse entretenir des relations privilégiées avec les représentants de la francophonie, et ce depuis plusieurs années.

«Il y a une règle qui s'applique pour le premier ministre de la France. Quant aux autres membres de la francophonie qui viennent au Canada, ils sont reçus exactement de la même façon que les chefs de gouvernement de quelque autre pays que ce soit», a répliqué M. Chrétien.

GHALI

SUITE DE LA PAGE 1

Québec refuse de recevoir Boutros-Ghali

Les conditions imposées par Ottawa sont un «assaut» contre les prérogatives du Québec, dit Bouchard

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le premier ministre Lucien Bouchard se dit contraint de renoncer à un tête-à-tête avec le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, afin de protéger de cette manière le statut et les prérogatives du Québec au sein de cette organisation internationale.

M. Bouchard a lui-même confirmé cette information, hier, en expliquant que s'il acceptait les conditions dans lesquelles Ottawa veut que se déroule la visite du plus haut responsable politique du regroupement des pays ayant le français en partage, il se trouverait à sanctionner une «érosion» des pouvoirs du Québec sur la scène internationale.

Selon M. Bouchard, *«le gouvernement fédéral a décidé de rompre les accords implicites qui avaient jusqu'ici reconnu le fait que le gouvernement du Québec a les coudées franches quand il reçoit les hauts fonctionnaires de la Francophonie et quand il traite avec la France».*

«Il y a des précédents. Chaque fois qu'ils sont venus au

VOIR PAGE A 8: GHALI

le Devoir 09/09/98 1/2

Québec, c'est le gouvernement du Québec qui a pris en charge ces gens-là à leur arrivée à l'aéroport», a-t-il dit en citant les exemples des visites au Québec de l'ancien secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (aujourd'hui l'Agence de la francophonie) ou de l'ancien président du Conseil permanent de la Francophonie.

La prise en charge du visiteur touche aux questions de transport, d'hébergement et de sécurité. Cette fois-ci, Ottawa a décidé que la GRC veillerait à la sécurité de M. Boutros-Ghali et qu'un responsable du service du protocole du gouvernement fédéral ainsi que le représentant du premier ministre Jean Chrétien auprès de la Francophonie, l'ambassadeur Laverdure, accompagneraient l'invité dans ses déplacements, y compris au Québec.

A Ottawa, l'attaché de presse de M. Chrétien, Patrick Parisot, a expliqué que le gouvernement fédéral appliquait tout bonnement, dans le cas de M. Boutros-Ghali, *«les règles protocolaires qui s'appliquent aux dignitaires étrangers de même rang»*, par exemple le secrétaire général du Commonwealth et le secrétaire général de l'OTAN. M. Parisot ajoute que les précédents évoqués par M. Bouchard ne s'appliquent pas dans le cas de M. Ghali *«parce que le poste occupé par M. Ghali est un nouveau poste»* créé au Sommet de Hanoï en novembre 1997. Enfin, le porte-parole fédéral se demande ce qui choque le Québec puisque *«ce protocole-là ne heurte pas le Nouveau-Brunswick qui a le même statut que le Québec au sein de la Francophonie».*

Ces affaires paraissent bien banales et superficielles. Mais à Québec, on prend l'affaire au sérieux. Le protocole diplomatique a son langage. Et lorsqu'un État reçoit un dignitaire étranger, c'est lui qui le prend en charge. En laissant à Ottawa le soin de prendre en charge M. Boutros-Ghali, Québec donnerait le signal aux autres pays membres de la Francophonie qu'il accepte d'une certaine façon une tutelle d'Ottawa sur son propre territoire. Dans l'entourage de M. Bouchard, on dit que la façon de procéder d'Ottawa comporte *«les apparences extérieures de la tutelle».*

Or le Québec détient à l'intérieur de la Francophonie le statut très particulier (qui n'existe dans aucune autre institution internationale) de «gouvernement participant». Ce statut a été obtenu de haute lutte en 1970 lors de la conférence de Niamey, au cours de laquelle l'ACCT a été fondée. Le même statut a ensuite été reconnu au Nouveau-Brunswick, seule autre province à reconnaître le français comme langue officielle. Ce statut a été obtenu grâce à l'appui de la France. Le même statut a été accordé en 1985 en vue de l'organisation des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage. Ce statut assure un droit de parole indépendant d'Ottawa lors des sommets sur les questions économiques et de coopération internationale. M. Bouchard, qui était négociateur pour le gouvernement fédéral en 1985 (il était ambassadeur du Canada à Paris à l'époque de Brian Mulroney), estime que c'est grâce à ce statut de gouvernement participant que Québec a pu, par la suite, recevoir et organiser lui-même les visites des hauts fonctionnaires de la Francophonie sur son territoire.

Ottawa n'interdit pas à M. Boutros-Ghali de rencontrer le premier ministre du Québec. M. Bouchard en convient. Mais *«ça m'empêche quand même de le faire, dit-il, parce que si je le rencontre, j'accepterais que le gouvernement fédéral prenne charge de la visite. J'accepterais cette érosion de la latitude d'action du gouvernement du Québec dans la Francophonie. Je ne peux pas accepter ça. N'importe qui de mes prédécesseurs [ou] de mes successeurs n'a pu ni ne pourra accepter ça».*

Bouchard to boycott visit of francophone official

Premier annoyed by federal 'offensive'

QUEBEC — Premier Lucien Bouchard will boycott this week's visit of the top official in the francophone world, saying to meet him would be to condone the federal government's latest "offensive" against Quebec.

"Obviously there is an attempt there to assault Quebec's past gains in its actions in the international field as far as the francophonie is concerned," Mr. Bouchard said.

"I will not see Mr. (Boutros) Boutros-Ghali. ... If I do it, I would endorse an attempt by the federal government to get back what has been achieved by past governments in Quebec. I will not be part of it."

Instead, the Quebec government will postpone Mr. Boutros-Ghali's official visit to Quebec to another date, International Relations Minister Sylvain Simard later added in a statement.

Ironically, Mr. Bouchard supported Mr. Boutros-Ghali's candidacy as secretary general of the Francophonie and personally invited him to visit Quebec when they both attended the Francophonie summit in Hanoi last year.

Le Devoir 09/09/98 3/3

Québec avait un projet pour Boutros-Ghali

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement du Québec voit l'un de ses projets de collaboration avec Boutros-Ghali entravé par l'attitude du gouvernement fédéral.

Le Devoir a en effet appris, de source gouvernementale à Québec, que Lucien Bouchard avait proposé, lors du Sommet de la Francophonie à Hanoï en novembre 1997, d'organiser à Québec, au début de 1999, une grande conférence internationale sur la culture qui aurait été co-organisée par Québec et Ottawa et présidée par M. Boutros-Ghali.

À Hanoï, M. Chrétien aurait refusé que M. Bouchard soumette cette proposition aux autres chefs d'État car il n'avait pas eu l'occasion de l'examiner au préalable.

On sait pourtant que, par la suite, en juin dernier, le fédéral a organisé à Ottawa une grande conférence internationale sur la culture, sous l'égide de l'UNESCO, à laquelle le gouvernement canadien a refusé au Québec un droit de parole distinct.

Selon le bref document (deux pages) que la délégation québécoise a fait circuler à Hanoï et dont *Le Devoir* détient copie, il se serait agi d'une «Conférence des pays de la latinité, organisée à l'invitation du nouveau secrétaire général de la Francophonie, de l'Agence de la Francophonie, du gouvernement hôte, le Québec, et du pays hôte, le Canada. Les pays francophones, hispanophones, lusophones et l'Italie seraient invités. À titre d'observateurs, des délégations des autres groupes culturels, y compris anglophones, seraient conviées».

Le document précise que la conférence «permettrait de donner un plus grand rayonnement à la Francophonie et à son nouveau secrétaire général».

L'idée était de favoriser un dialogue entre ces pays afin de faciliter la protection des identités nationales à l'ère de la mondialisation.

Les recommandations de cette conférence auraient ensuite été soumises au sommet de la Francophonie, qui aura lieu à Moncton à l'automne 1999.

Michel Venne

Bouchard balks at meeting Boutros-Ghali

Premier insists Quebec, not Ottawa, should organize the visit by the head of la Francophonie

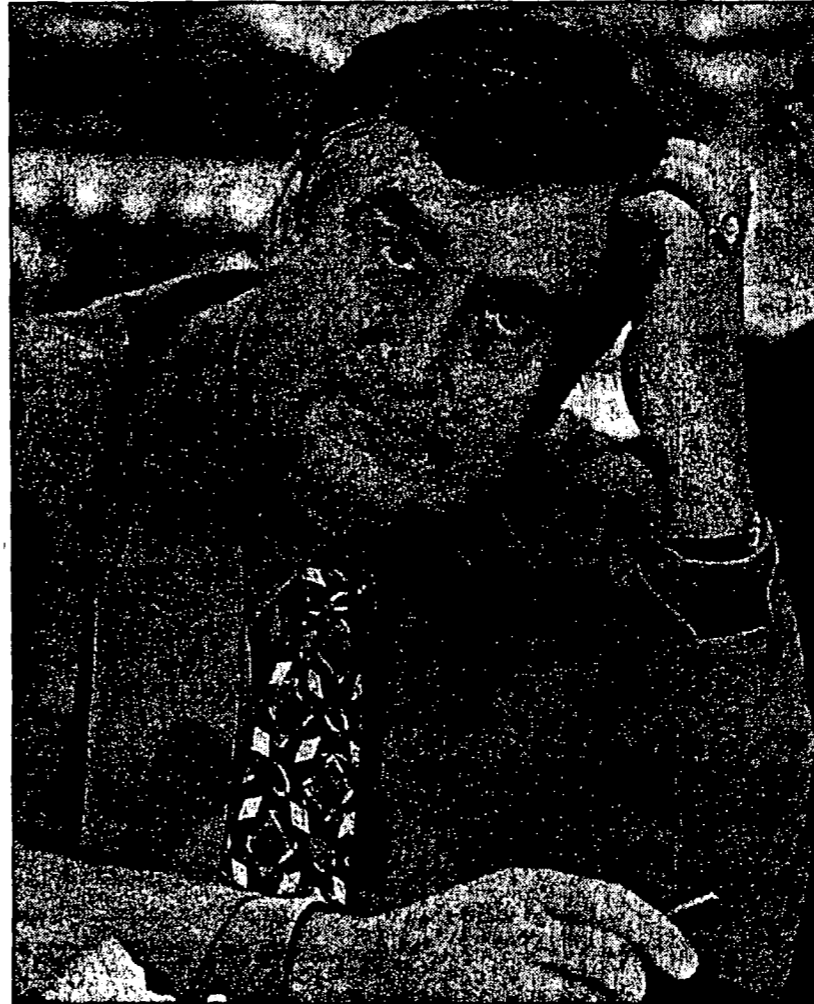
Ottawa and Quebec are once again entangled in a confrontation over the province's role within la Francophonie, with the province saying the federal government is jeopardizing Quebec's status within the international organization of French-speaking countries.

In the latest episode, the federal government is refusing to allow the province complete authority to organize the official visit to Quebec of the Francophonie's first secretary-general, Boutros Boutros-Ghali. The former secretary-general of the United Nations was nominated head of la Francophonie by leaders of French-speaking countries at the organization's biennial summit in Hanoi last November.

Although Lucien Bouchard personally invited Mr. Boutros-Ghali to Quebec during the summit, the Quebec Premier has refused to meet him under the diplomatic rules set by Ottawa. As a full-fledged member state within la Francophonie, where Quebec has status equal to that of a country on all non-political issues, Mr. Bouchard said he could not accept a meeting organized and supervised by Ottawa.

"They are trying to erode the gains made by Quebec within the Francophonie. It is unacceptable," Mr. Bouchard said yesterday.

* Under a federal-provincial agreement he negotiated in 1985 as a Canadian diplomat appointed by former prime minister Brian Mulroney, Quebec got full responsibility for visits by Francophonie officials to the province. However, the federal government says those rules no longer apply to Mr. Boutros-Ghali. Yesterday Ottawa said that the secretary-general of la Francophonie was considered a top-ranking diplomat whose official visit falls under Ottawa's jurisdiction.



Quebec Premier Lucien Bouchard denies he has caused embarrassment by refusing to meet with Boutros Boutros-Ghali. 'I'm an embarrassed victim,' Bouchard said yesterday.

JACQUES BOISSINOT/Canadian Press

In Montreal last night, Mr. Chrétien tried to downplay the fuss, saying that Ottawa is simply following long-established rules. He said the same rules apply to all official visits by heads of government, with the sole exception of the prime

minister of France. "We have a rule that applies to every official visitor coming to this land," the Prime Minister said. "If [Mr. Bouchard] wants to meet with Mr. Boutros Boutros-Ghali, he will have many occasions to do so."

Mr. Bouchard said yesterday that meeting with Mr. Boutros-Ghali under the conditions dictated by Ottawa would condone the dismantling of all Quebec's international gains since the late 1960s. The Quebec Premier said it has become common for Prime Minister Jean Chrétien's government to reduce Quebec's presence internationally.

"I noticed that it has become more difficult to meet visiting foreign dignitaries. It's always complicated. It's always awkward," Mr. Bouchard said. "The behaviour of the federal government today compared to what it was like under Mr. Mulroney, it is like day and night. . . . Obviously there is an attempt to assault Quebec's past gains and actions in the international field as far as the Francophonie is concerned."

This latest episode in Quebec-Ottawa hostilities does not bode well for the next Francophonie summit. That will be held in New Brunswick, which also has special status within the organization. However, Quebec has established privileged relations in its dealings both with la Francophonie and with France.

Mr. Bouchard said that he did not believe the incident would hurt Quebec's special relations with France when French Prime Minister Lionel Jospin makes an official visit to Quebec next December.

Last year, Quebec accused Ottawa of sabotaging an agreement between France and Quebec on child-custody payments when the federal government argued that Quebec was seeking treatment as a sovereign country by attempting to sign an international treaty. Quebec insisted it involved nothing more than a judiciary agreement which did not jeopardize Ottawa's jurisdiction over international treaties.

Premier snubs ex-UN boss A-3

ELIZABETH THOMPSON
Gazette Quebec Bureau

QUEBEC - Premier Lucien Bouchard will boycott this week's visit of the top official in the francophone world, saying to meet him would be to condone the federal government's latest "offensive" against Quebec.

"Obviously, there is an attempt there to assault Quebec's past gains in its actions in the international field as far as the francophonie is concerned," Bouchard said.

"But we will not comply with it. We will not accept it. I will not see Mr. Boutros-Ghali. ... If I do it, I would endorse an attempt by the federal government to get back what has been achieved by past governments in Quebec. I will not be part of it. I can't."

Instead, the Quebec government will postpone Boutros Boutros-Ghali's official visit to Quebec to another date. International Relations Minister Sylvain Simard later added in a statement.

Ironically, Bouchard supported Boutros-Ghali's candidacy as secretary-general of the Francophonie and personally invited him to visit Quebec when they both attended the Francophonie summit in Hanoi last year.

Bouchard's announcement comes just before the former United Nations secretary-general arrives in Quebec.

"I am very sorry because this is very embarrassing," Bouchard said. "For our visitors, embarrassing for the government, embarrassing for the people of Quebec. The people of Quebec don't want this kind of wrangling."

But speaking to reporters on a swing through the Quebec City area - part of his tour of the province's regions, Bouchard said the federal government

has been making it difficult lately for foreign dignitaries to visit Quebec.

However, he stopped short of blaming Ottawa for the postponement of French Prime Minister Lionel Jospin's visit to Quebec last July. While it was a factor, it was not the cause, he said before inadvertently revealing that Jospin's visit has been rescheduled for December.

Under the rules that have governed visits by top officials of the Francophonie for years, with the exception of heads of state, the Quebec government has taken responsibility for the Quebec portions of their trips - everything from their security and accommodations to their agendas. The rules reflect the fact that Quebec, like Canada and New Brunswick, has its own seat in the Francophonie.

In the past, Quebec sovereignists have also used that status to portray Quebec as a country on the international stage whenever possible.

But this time, Bouchard said, the federal government is deliberately trying to diminish Quebec's role in the Francophonie by taking over the entire organization of Boutros-Ghali's trip to Canada, including the Quebec portion, said Bouchard.

Bouchard said he finds the federal government's position so "hare-brained" and "incredible" that he asked his chief of staff to communicate with Prime Minister Jean Chrétien's office in a last-ditch attempt to sort things out.

Speaking in Montreal, Chrétien affected puzzlement as to what the flap is

all about. He told reporters at a book launch that the protocols for the Boutros-Ghali tour were the same as for all official visits to Canada.

"He was received the same way as all other visitors to Canada," he said. "The rules are the same for everyone."

The PM acknowledged that there are special accommodations for visits by the president of France but backhanded Bouchard's contention that these extend to all Francophonie leaders.

"There is no problem, we followed the rules," he said. "The rules have been well known for a long time."

He also suggested that Bouchard was raising a tempest in a teapot.

"He will have many opportunities to meet Boutros Boutros-Ghali," he said. "If he wants to trip over the flowers in the garage, that's his problem."

Meanwhile, Bouchard agreed with Boutros-Ghali's views on bilingualism. Twice in recent months, Boutros-Ghali has called on francophone countries to stop viewing English as a threat.

"I think that to speak only one language deprives someone of reaching different universes," he said. "The same thing applies to English-speaking people who don't speak any more languages than the English language."

Bouchard, who said he began to learn English only at the age of 48, said he is making sure his two sons are "perfectly bilingual."

"I personally think that Quebecers should speak perfect French and as perfect an English as they can."

HUBERT BAUCH OF THE GAZETTE CONTRIBUTED TO THIS REPORT

Was detour to dump fuel fatal error of Swissair 111?

RICHARD FOOT
Southam News

HALIFAX - The haunting details of conversation between the pilots of Swissair Flight 111 and an air-traffic controller suggest the airplane took a dangerous detour - away from the runway and toward the ocean - to avoid dumping massive amounts of fuel over populated parts of Nova Scotia.

Vic Gerden, the federal government's lead investigator into the cause of the Swissair disaster, wasn't drawing any conclusions yesterday, saying he needs more information to pinpoint why the aircraft arced away from the airport roughly 10 minutes before it crashed into the water.

But a second-by-second transcript of the radio conversation between the Swiss pilots and a Halifax controller offers its own clues.

The pilots had been transferred to the Halifax tower from regional controllers in Moncton after the pilots issued a distress call saying they had smoke in the cockpit and wanted to make an emergency landing.

The time was 10:16 p.m. on Wednesday. The pilots were over the ocean but had diverted their plane toward land, less than 112 kilometres from the Halifax airport. They announced they had put on oxygen masks.

The Halifax controller asked them to descend to 3,000 feet (900 metres).

The pilots replied they'd prefer 8,000 feet (2,400 metres), to give crew members time to prepare passengers in the cabin for the landing.

The Halifax controller agreed, and gave them a northeasterly heading for the Halifax runway, which by now was about 30 miles (48 kilometres) away.

"Uh, we need more than 30 miles," one pilot replied, because the plane was too high to reach the ground in time.

The Halifax controller then said the plane could turn left to lose altitude, guiding the pilots due north on a new heading into the airport.

"We are turning left to heading, uh, north," the pilot said.

"Swissair 111, when you have time, could I have the number of souls on board and your fuel onboard please for emergency services (at Halifax air-



PAUL CHASSON

Former UN secretary-general Boutros Boutros-Ghali, now head of the Francophonie, was helped down slippery rocks at Peggy's Cove yesterday to lay flowers for UN officials who died aboard Swissair Flight 111.

port)," the controller said.

The pilot read out the weight of the airplane, but did not mention the number of passengers. Then he said:

"We must, uh, dump some fuel," because the plane had too much fuel on board to land safely.

The airplane was over rural but settled areas close to Nova Scotia's South Shore. "May we do that in this area during descent?" the pilot asked.

The controller replied: "Uh, OK. I am going to take you - are you able to take

a turn back to the south or do you want to stay closer to the airport?"

"OK, we are able for a left or right turn towards the south to dump," the pilot said.

"Swissair 111, uh, roger, uh, turn to the, uh, left heading of, uh, two zero zero degrees and, uh, advise me when you are ready to dump," the controller said. "It will be about 10 miles (16 kilometres) before you are off the coast. You are still within about 25 miles (40 kilometres) of the airport."

The airplane turned left, southward toward the sea. "I'll advise you when you are over the water, it will be very shortly," the controller said.

"Roger."

The controller shortly informed the pilots they'd be off the coast in about 10 miles (25 kilometres). "You will be within about, uh, 35, 40 miles (56, 64 kilometres) of the airport if you have to get to the airport in a hurry."

"OK, that's fine for us," the pilot said. "Please tell me when we can start to dump the fuel."

"OK."

The pilot then announced he would begin to fly the jet manually. The controller catches the sound of the autopilot being turned off, or going off by itself, perhaps indicating electrical problems.

Seconds later, at 10:24 p.m., the pilot says, "Swissair 111 heavy is declaring emergency."

"Roger," says the controller.

"Eleven heavy, we starting descend now, we have to land immediate."

Then, strangely, the controller says this: "Swissair 111, just a couple miles I'll be right with you."

Gerden refused to speculate on the controller's strange response.

"Roger," the pilot says. "And we are declaring emergency now, Swissair 111."

"Copy that," the controller says. "Swissair 111, you are cleared to commence your fuel dump on the track and advise me when the dump is complete."

There was no answer.

At 10:25, more than 11 minutes after the pilots first announced smoke in their cockpit, they disappeared from radio contact. By now the airplane was more than a mile out over the ocean, circling in a tight, six-minute, clockwise orbit, before smashing into the sea, shattering into millions of pieces and killing all 229 people on board.

It's not yet known if the cockpit voice recorder, the second "black box" still on the sea floor, was functioning properly during the last minutes of flight. Divers will try to bring it to surface today.

Searchers have, however, recovered pieces of the fuselage, near the cockpit that appear to have suffered heat damage, pointing to a possible fire on board.

[The Daily News (Halifax)] **FLIGHT 111: Former UN chief honours those 'working for peace'**

Byline:By CATHY NICOLL The Daily News Dateline: PEGGY'S COVE Section:NEWS
Page:4 Date:Wed 09 Sep 1998Edition:

A warm, misty fog cradled Peggy's Cove yesterday afternoon as former UN secretary general Boutros Boutros-Ghali stuck bunches of flowers in a crevice between two boulders, just meters away from the roiling surf.

A sou'wester churned the waters of St. Margaret's Bay, creating whitecaps and crashing waves, as Boutros-Ghali knelt on the smooth rocks to pay his respects to the 229 people who died on Swissair Flight 111 as it plummeted into the nearby ocean nearly one week ago.

Boutros-Ghali -- now secretary general of la Francophonie, the French-speaking equivalent of the Commonwealth -- has been in Atlantic Canada since the weekend preparing for the organization's summit in Moncton next year.

Boutros-Ghali had worked with many of those onboard Flight 111, United Nations employees who were bound from New York City to Geneva.

"Though I don't know them very well, it is an expression of solidarity with those who lost their lives while they were working for peace, development, and democracy, and the protection of human rights," Boutros-Ghali said, as he stood beside the lighthouse after laying the flowers at the high-water mark.

Asked what went through his mind as he placed his memorial and looked out over the ocean, Boutros-Ghali said: "I believe that we don't pay enough attention to those who are working for peace, and are losing their lives while they're working ... for peace."

Helped by assistants over the rocks, Boutros-Ghali paused to look at a small collection of wreaths, teddy bears, and handwritten messages left by family members and friends of the victims.

Boutros-Ghali spent about 15 minutes at Peggy's Cove.

ILLUSTRATION: CANADIAN PRESS La Francophonie secretary general and former UN secretary general Boutros Boutros-Ghali lays a wreath at Peggy's Cove yesterday in a 15-minute visit to honour the dead of Flight 111. QUERY NAME FA_WE SEARCH TERMS FRENCH; CANADA; INFOMART CUSTOMSEARCH

[The Fredericton Daily Gleaner] Feels personal sting of Swissair tragedy

Byline:Llewellyn, Stephen Page:A4 Date:Wednesday September 9, 1998

The crash of Swissair Flight 111 was a calamity for the entire world, said former United Nations secretary general Boutros Boutros- Ghali.

"It was a catastrophe for the international community," he told reporters during a brief press conference in Fredericton. "It was a catastrophe for the United Nations because a great number of international civil servants use this flight on a regular basis," he said.

Boutros-Ghali, now the secretary general of the International Organization of the Francophonie, gave a speech Tuesday at the New Brunswick Legislature. He visited Moncton Monday to review plans for the international gathering of La Francophonie being held in the province next year.

Swissair Flight 111 crashed into the ocean near Peggy's Cove, Nova Scotia late last Wednesday after the pilot reported smoke in the cabin. All 229 persons aboard were killed.

The investigation into the cause of the crash is continuing.

Boutros-Ghali said during his time as head of the UN he often flew the Swissair direct flight between the United Nations offices in New York and Geneva. The flight was nicknamed the UN shuttle.

But he didn't indicate the disaster scared him personally.

"I belong to a part of the world where we are very much fatalists and we know that everything has been decided in advance," said the former Egyptian foreign minister.

Individual philosophy aside, Boutros-Ghali was affected by the crash.

"It is a personal problem for me because the son of one of my good friends was killed in this terrible accident," he said.

Page:A5 Date:Wednesday September 9, 1998

Premier Lucien Bouchard said Tuesday he'll refuse on principle to meet with the head of la Francophonie because Ottawa has assumed total control of the event.

Bouchard said he wanted to meet with Boutros Boutros-Ghali, secretary-general of the French-speaking equivalent of the Commonwealth, in Quebec City on Thursday. But the premier was angry Tuesday that Ottawa is organizing all aspects of Boutros-Ghali's Quebec visit and the ensuing security. Bouchard said meeting Boutros-Ghali under such circumstances would be "embarrassing."

"I will not be part of it," he said in Quebec City. "I can't."

But Prime Minister Jean Chretien said Bouchard has no reason to be angry about arrangements for Boutros-Ghali's visit.

"Mr. Boutros Boutros-Ghali is being received in the same way as any other visitor to Canada and Quebec," Chretien said in Montreal.

Chretien noted that protocol states dignitaries are met by the prime minister.

"We have a rule that applies to every official visitor coming to this land and this rule is well known for a long time.

"If he wants to meet with Mr. Boutros Boutros-Ghali, he will have many occasions to do so but if he wants to trip over the flowers in the rug, it's his problem, not mine."

Bouchard said it has been a tradition for Quebec to organize all aspects of dignitaries' visits from member countries of la Francophonie since 1970, thanks to work by the late Liberal premier Robert Bourassa.

"I'm very sorry because it's very embarrassing, embarrassing for our visitors, embarrassing for the (provincial) government, embarrassing for the people of Quebec," Bouchard told a news conference after announcing a \$20-million economic development fund for Quebec City.

Bouchard said he hasn't contributed to the embarrassment by making the problem public.

Boutros-Ghali, former secretary-general of the United Nations, is in Canada to organize next year's francophone summit in Moncton.

Moncton

Boutros-Ghali on the mark (D.3)

Secretary General of La Francophonie Boutros Boutros-Ghali made some thought-provoking comments in Moncton Monday when he praised the region for its "multilingualism", then suggested that the area's Acadian culture survived because of its adoption of the English language as well as its determination to preserve its own language and culture. He also praised the more recent move by English-speaking people to learn French.

These efforts, he said, can only lead to better understanding between cultures. We agree. Any language, after all, reflects a people's culture and heritage. The two are inseparable. And to learn a new language is to gain insight into a new culture and its values.

Mr. Boutros-Ghali brings an international perspective to the issue. Canada is surely one of the few nations in the world where many consider it a necessary evil to have to learn a second language. It is an attitude that limits our collective understanding of each other and the world. The European approach in which people often go out of their way to understand the various languages is more enlightened.

Mr. Boutros-Ghali's words represent a moderate, common-sense approach: isolationism is a sure way to deaden a culture and language.

Fredericton

Boutros-Ghali says don't fear globalization

Former head of United Nations visits capital

BY STEPHEN LLEWELLYN
The Daily Gleaner

A.4

Modern telecommunications and integrated financial markets are not the enemy of cultural and linguistic diversity, says Boutros Boutros-Ghali, secretary general of the International Organization of the Francophonie.

"We should not be fearful in the face of this globalization," he said in a speech to the New Brunswick Legislative Assembly Tuesday.

"As I see it, the Francophonie is a way of saying that globalization does

not mean uniformity or the loss of cultural specificity and social identity," he continued.

Boutros-Ghali, former secretary general of the United Nations, now heads up the organization of 52 French-speaking nations which is hosting a francophone summit in Moncton next year.

He said the objective of the Francophonie is not to battle threat.

"It is not in its nature to be defen-

sive or backward-looking," Boutros-Ghali said.

He said the organization's purpose is to look to the values of cultural diversity, tolerance and mutual respect and to engage other languages and cultures in fruitful dialogue.

New Brunswick's unique situation as a bilingual province is a source of inspiration and encouragement for the organization, he said.

"You are the living embodiment of linguistic communities living together in harmony and the living proof that a standing inter-cultural dialogue is not a utopian dream."

But at a press conference after his speech, the secretary general said there wasn't much the Francophonie could do to push such linguistic harmony elsewhere in Canada.

The organization can only act when it is invited to do so by its member states, he explained.

"We must avoid intervening in the internal affairs of any member state," he said. "It is counter-productive as a whole."

The United Nations is governed by the same rule, he added.

Boutros-Ghali did issue one warning about the trend towards globalization.

He said all countries must work together to ensure a fair distribution of the world's assets and wealth. This is important, he said, to promote sustainable development and ensure the poorest and most disadvantaged are not left further behind.

The Francophonie can work towards those goals by co-operating with other international organizations like the Commonwealth, Boutros-Ghali said.

The two organizations worked together as observers during the democratic elections in the Seychelles, Togo and with the United Nations in Cambodia, he said.

Canada is particularly fortunate to belong to both the Francophonie and the Commonwealth, he added.

"My purpose in painting this picture for you is not only to highlight

the eminently political role of the International Organization of the Francophonie, but also to demonstrate to you our keen desire to work with other international bodies and other cultural communities," he said.

Other issues where such co-operation could be useful is the environment, the AIDS epidemic and the battle against organized crime, the secretary general said.

Such organizations can also promote democracy around the world in a way that was not possible during the Cold War, he said. The Franco-

phonie has been developing electoral and constitutional assistance programs to help states change their way of thinking regarding democracy and commit to structural reforms, he said.

But he also said such democracy does not have to be a carbon copy of the form of government used by other countries. There is no monopoly on democracy, Boutros-Ghali said.

It can be assimilated and inter-iorized by all cultures and still respect their differences, he said.

Saint John N.B.

Province 'source of inspiration'

Francophonie official says New Brunswickers provide an example of how linguistic communities can live together in harmony

By SARAH MARCHILDON
The Telegraph Journal

A-3

FREDERICTON — Countries throughout the world must be militant in protecting cultural diversity and should look to the success of bilingual New Brunswick as an example, says the head of an organization of French-speaking nations.

Boutros Boutros-Ghali, secretary-general of the International Organization of the Francophonie, defended multilingualism and praised New Brunswick in a speech to members of the New Brunswick Legislature.

"New Brunswick's spirit of openness and tolerance and the political will and the determination of Acadia is a constant source of inspiration in our work," he said.

Mr. Boutros-Ghali, the former secretary general of the United Nations, said protecting cultural diversity is becoming increasingly important as the world embarks into an era of globalization.

"As I see it, the Francophonie is a way of saying that globalization does not mean uniformity of the loss of cultural and social identity."

The International Organization of the Francophonie is a group of 52 states which share the use of the French language. Its members will gather in Moncton next September at the eighth Francophonie Summit.

The organization has taken on a new political dimension since its last summit held in 1997 in Hanoi. Mr. Boutros-Ghali's post was created at that summit and is intended to give substance to protecting multilingualism, as well as underline the global role of the world's regional organizations.

"The objective of the Francophonie is not to do battle against some threat," he said.

"It is not in its nature to be defensive or backward-looking. The objective of the Francophonie, in its defence of the French language, is above all to protect the values of cultural diversity, tolerance, and mutual respect and to engage other languages and cultures in fruitful dialogue."

Mr. Boutros-Ghali stressed the world needs to work together to ensure a fairer distribution of its assets and its wealth, to promote sustainable development, and to see that

globalization does not leave the poorest and most disadvantaged even further behind.

"This is the perspective from which I want the Francophonie to be seen, as a shining example of solidarity."

Mr. Boutros-Ghali called New Brunswick's unique situation as a bilingual province "a source of inspiration and encouragement for all of us."

New Brunswickers, he said, "are the living embodiment of linguistic communities living together in harmony and the living proof that a standing intercultural dialogue is not a utopian dream."

Mr. Boutros-Ghali was in the province to review plans for the international gathering of La

Francophonie in 1999. The tour was part of his official visit to Canada and other member countries of the Francophonie.

He said he hoped the upcoming summit can be used to address the world's major political and social problems, with a focus on the world's youth.

Mr. Boutros-Ghali also spoke yesterday about what he calls "international democracy." He said the world needs to develop a form of international democracy to avoid global dictatorship and curb fears that small nations and minority cultures will be trampled in the rush to international uniformity.

Mr. Boutros-Ghali's speech was well received by the members of the provincial legislature who gave him a

standing ovation when he closed his address with the words, "Long live Fredericton, long live New Brunswick and long live Canada."

Premier Camille Thériault said he was "very moved" to have the opportunity to welcome Mr. Boutros-Ghali to Fredericton.

He said New Brunswick will be preparing for the 1999 Francophonie summit in Moncton all year and many activities are planned.

"We've never had so much attention focused on such an event," the Premier said. The international summit is more than just a meeting, he said. It's a "long and fruitful journey" for all linguistic communities.

He said, the summit is an opportunity to celebrate the richness and diversity of cultural heritage.

PQ accuses Ottawa of meddling

Cancels visit with former U.N. head Boutros-Ghali

BY ROBERT MCKENZIE
QUEBEC BUREAU

QUEBEC CITY — Accusing Ottawa of an "assault" on Quebec's role on the international scene, Premier Lucien Bouchard has cancelled a scheduled meeting here this week with Boutros Boutros-Ghali, head of la Francophonie.

Although Boutros-Ghali originally scheduled his trip here this week at Bouchard's invitation, the federal government has ignored past practice and taken over the organization of the visit, the Parti Québécois premier complained.

Boutros-Ghali, former secretary-general of the United Nations, is still slated to have lunch with Governor-General Roméo LeBlanc at the Quebec Citadel and speak at Laval University.

But his first official visit to Quebec as secretary-general of la Francophonie — the worldwide commonwealth of French-speaking nations — has been put off until some undetermined date.

Stating that Quebec has had "direct and privileged" relations with France since the early 1960s and is a member, as a "participating government," of la Francophonie, Bouchard accused Ottawa of trying to rewrite history and diminish Quebec's international presence.

Bouchard said Ottawa didn't try to prevent him meeting Boutros-Ghali but moved in on the organization of the trip here — the security, transportation, accompaniment and other events provided for during Boutros-Ghali's presence in Quebec.

The federal government has been making it increasingly difficult for the PQ government to meet representatives of foreign governments, Bouchard said.

"It's always difficult, it's always embarrassing, it's always a source of tension," he said.

The "open-mindedness" of former prime minister Brian

Mulroney's government has vanished, Bouchard said.

Now there is "an attempt to assault Quebec's past gains in its actions in the international field."

It has been firmly established since the launching of the organization which preceded la Francophonie, the Agence de co-opération culturelle et technique, in the late 1960s that Quebec was a member, as are the federal government and New Brunswick, he said.

An international treaty signed in Niamey, Niger, in 1970 set out ground rules which cover the kind of invitation to which Boutros-Ghali was responding here this week, Bouchard said.

"For absolutely unbelievable and incomprehensible reasons, the federal government has decided to break with the tradition and implicit agreements which recognized that Quebec, in the affairs of la Francophonie, acts in the framework of direct and privileged relations."

In Montreal, Chrétien said Boutros-Ghali is being received the same way as any other official visitor to the country.

"We've always followed the same rules," Chrétien said.

WONT SURRENDER GAINS

"If (Bouchard) wants to meet with Mr. Boutros Boutros-Ghali, he will have many occasions to do so," he added.

Chrétien said the only federal-provincial agreement that gives Quebec some say in foreign visits is when the prime minister of France visits.

The PQ premier said he couldn't meet Boutros-Ghali as planned because that would have meant "accepting the erosion of the government of Quebec's latitude within la Francophonie."

"I cannot do that," he told a news conference. "I will not be the Quebec premier who will surrender the gains obtained so arduously by my predecessors."

Bouchard said the cancellation "won't prevent Mr. Boutros-Ghali from visiting anyone he wants with the RCMP in Quebec."

With files from Sandro Contenta

"Absolument pas" de guerre de drapeaux pour Boutros-Ghali, assure Chrétien

PAR LIA LEVESQUE

MONTREAL (PC) - Le premier ministre Jean Chrétien s'est défendu mardi d'avoir relancé la guerre des drapeaux avec Québec concernant la visite au pays de Boutros Boutros-Ghali.

"Absolument pas. M. Boutros-Ghali vient au Canada et il est reçu de la même façon que tout visiteur au Canada et au Québec", a soutenu le premier ministre Chrétien, insistant sur le fait qu'il ne faisait que suivre les règles établies depuis des années.

M. Chrétien a aussi répliqué au premier ministre du Québec Lucien Bouchard qui se plaignait du fait qu'Ottawa ait brisé une règle voulant que Québec puisse entretenir des relations privilégiées avec les représentants de la francophonie, et ce depuis plusieurs années.

"Il y a une règle qui s'applique pour le premier ministre de la France. Quant aux autres membres de la francophonie qui viennent au Canada, ils sont reçus exactement de la même façon que les chefs de gouvernement de quelque autre pays que ce soit", a répliqué le premier ministre Chrétien.

Le premier ministre du Canada s'est défendu d'interférer dans les relations entre Québec et les pays de la francophonie. "Je n'ai rien à expliquer. Il (M. Boutros-Ghali) vient à Ottawa. Il va au Nouveau-Brunswick. Il se rendra à Québec et il se rendra à Montréal. Il n'y a pas de problème. Nous, nous avons suivi la règle."

Par médias interposés, il a informé M. Bouchard du fait que s'il voulait rencontrer le secrétaire général de la Francophonie, il aurait plusieurs occasions de le faire au cours de sa visite en terre canadienne.

Le premier ministre du Canada a fait ces commentaires après qu'il eut participé au lancement du livre "Mémoires intimes" de Mme Michelle Tisseyre, qui fut animatrice à la télévision de Radio-Canada et une militante fédéraliste de longue date.

Celle-ci a d'ailleurs fait référence à son engagement dans la campagne référendaire de 1980, aux côtés des "Yvette", ce regroupement de femmes fédéralistes.

M. Chrétien l'a présentée comme une "grande dame des 50 dernières années" pour les francophones du Canada.

(09)

Bouchard-Boutros-Ghali

QUEBEC CITY -- Quebec Premier Lucien Bouchard says he'll refuse on principle to meet with the head of la Francophonie. Bouchard is upset because Ottawa has assumed total control of the visit by Boutros Boutros-Ghali.

Bouchard said he wanted to meet tomorrow in Quebec City with Boutros-Ghali, secretary-general of the French-speaking equivalent of the Commonwealth.

But the premier is angry that Ottawa is organizing all aspects of Boutros-Ghali's Quebec visit and the ensuing security.

But Prime Minister Chretien says Bouchard has no reason to be angry about arrangements for Boutros-Ghali's visit.

Chretien says he's being received in the same way as any other official visitor to this country -- by the prime minister.

But Bouchard says Quebec has traditionally organized all aspects of dignitaries' visits from member countries of la Francophonie since 1970.

(CP)

bjk

CP 0238ES 09-09-98

... and from ...
... retrieved ... said Gordon.
...
...
...
...
...
...

PM-Plane-Crash, Writethru

code:1

Eds: Adds Grapple arrived, divers prepare

With vars Plane-Crash

See CP Photos

Flight 111 pilots faced a series of problems: investigators

By Michelle MacAfee

HALIFAX (CP) - Meagre evidence from the final minutes of Swissair Flight 111 suggests the pilots were hit with a series of problems in quick succession before the plane went down, says the lead investigator into the crash.

"Irregularities" in the information from the flight data recorder increase as the flight goes on, and the device shut down before the final six minutes, Vic Gerden of the Transportation Safety Board said Tuesday.

The problems the crew faced before the jetliner crashed off Peggy's Cove last Wednesday, killing all 229 aboard, were also documented in a more detailed transcript between the crew and air traffic controllers that was released Tuesday.

"The crew was facing a challenging situation from the start of this," said Gerden.

"It was dark, there were some mechanical things that may have caused this data from the flight data recorder to degrade, they had heavy fuel, and they had passengers that had to be prepared for an emergency landing."

The small amounts of debris that have been recovered so far have also begun to answer some questions about the crash.

Pieces of the cockpit show signs of "heat stress," said Gerden.

But it is too early to determine how much of the plane was affected by heat or what role it played in the crash.

"There are some signs of heating on some of the small pieces of the wreckage retrieved," said Gerden.

"The limited amount of wreckage retrieved to date indicates this area of heat stress is in the cockpit area."

The board defines heat stress as any kind of damage caused by heat - including warping, bubbling, melting, discoloration or deformation.

While Gerden has often provided limited detail when answering questions during this early stage of the investigation, as of Tuesday several facts have emerged about the crash.

- There was smoke in the cockpit, prompting the pilots to put on oxygen masks.

- The crew went through an emergency checklist, mentioning air-conditioning smoke.

- The autopilot disconnected.

- The pilot tried to dump fuel, seconds after declaring an emergency, in preparation for a landing at Halifax airport.

Early information from the flight data recorder suggests systems aboard the MD-11 did not all fail at once, said Gerden.

Questions remain about the role the plane's wiring may have played in the crash.

It was laden with aromatic polyimide tape insulation, or Kapton, a widely used aviation product which the U.S. military banned 11 years ago because it's prone to breakdown and can promote electrical arcing.

By following a series of procedures and checklists in response to the cockpit smoke, pilot Urs Zimmermann may have sealed his fate and that of his passengers by unknowingly triggering an electrical failure, say some aviation experts.

Every time you get into an airplane that's flying with Kapton wiring, you are flying with a potential incendiary bomb that's ready to go off at any time if the conditions are just right," said Patrick Price, a retired wiring technician with Boeing.

Gerden said the missing six minutes of the flight data recorder information does not mean a total electrical failure because the plane operated on several electrical systems and the flight recorder only operated on one.

And since the information is being used to develop a timeline, the last six minutes are not necessarily the most crucial, he added.

Poor weather blocked the deepsea divers Tuesday from scouring the ocean floor for the cockpit voice recorder, a high-tech device which would have recorded conversations between the pilots. But Lt.-Cmdr. Louis Garneau was optimistic divers would be able to retrieve the device today.

The USS Grapple, a navy supply ship which helped raise sections of TWA Flight 800 when it crashed in 1996 near Long Island, N.Y., arrived early today from Philadelphia. The Grapple is expected out at the main crash site in St. Margaret's Bay by late Thursday or Friday to help in the recovery process.

Search for the wreckage continued Tuesday, with divers working in relatively shallow waters near the buoy that was sheared off by the jetliner.

It is also hoped that bodies will be found in a section of the fuselage.

More than 200 people are now involved in the painstaking effort to identify the crash victims. Only one positive identification has been made, with another one possible.

Identifying victims has been a daunting task because of the fragmented body parts that have been recovered. At one point, the Nova Scotia government had difficulty finding enough bags for searchers.

Boutros Boutros-Ghali, the former head of the United Nations, made a short visit to Peggy's Cove late Tuesday to lay flowers on the rocks and remember the UN workers and others who died in the crash.

Asked why he came, the Egyptian diplomat said: "To show solidarity with those who died while working for peace."

Hundreds of people including Prime Minister Jean Chretien and Swiss President Flavio Cotti are to attend a public memorial service today in a baseball field in nearby Indian Harbour, N.S.

Some relatives of the victims have blamed the pilot for the accident.

But in Zurich, Swissair's chief pilot-designate rejected as irresponsible suggestions that the pilots reacted too late to the situation.

A total loss of power was virtually unthinkable, said Rainer Hildebrand.

The MD-11 has three normal generators, as well as a back-up generator and an emergency generator. There is also a battery which would power all the plane's essential functions for 15 minutes, he added.

CP 0846ES 09-09-98

Selector code: CPSTF
Service level: G
Priority code: r -- <Rush> Major spot news
Category code: g
Keyword slug: PM-Plane-Crash

AM-Boutros-Ghali, Bgt

Boutros-Ghali caught in Quebec's squabble with feds

By Craig Wong

TORONTO (CP) - The former head of the United Nations is no stranger to conflict - but Boutros Boutros-Ghali may have unwittingly waded into another one Wednesday between Quebec Premier Lucien Bouchard and the federal government.

Bouchard says he won't meet with Boutros-Ghali, the head of la Francophonie, an organization of French-speaking countries, because the federal government has had too much control over his visit to Canada.

In response, Ottawa issued a terse release saying it's done nothing wrong.

When asked about the dispute at a Toronto business luncheon, Boutros-Ghali told the audience of about 80 people that his father had once given him some sage advice: "Never intervene in family disputes."

The audience broke into applause after the comment.

In Quebec City, International Affairs Minister Sylvain Simard picked up the torch from Bouchard, accusing Ottawa of imposing "unacceptable conditions" on Boutros-Ghali's trip to Quebec.

Simard said Wednesday he would like to invite Boutros-Ghali to make an official visit to the province later this year.

"Ottawa's desire to trivialize Quebec's international role will set Quebecers against them (the federal government)," Simard said.

A news release Wednesday from the Department of Foreign Affairs and International Trade said the federal government is only doing what's proper.

"Under Canadian and international law, the federal government has an obligation to provide security and protection to . . . official representatives of international intergovernmental organizations," the release said.

But Laval University cancelled activities involving Boutros-Ghali that were set for today.

The university justified its decision by saying the activities were scheduled as part of an official trip to Quebec. As the province had withdrawn its support, the university believed it had no other choice.

Boutros-Ghali has only one more official function in Quebec - dinner with Gov. Gen. Romeo LeBlanc in Quebec City on Friday evening.

The former Egyptian deputy prime minister, Boutros-Ghali was the secretary-general of the United Nations from 1992 until 1996 when he was replaced by Kofi Annan.

The former Egyptian deputy prime minister was elected as la Francophonie's first secretary-general at the organization's meeting last year in Hanoi.

The position was created in hope of raising the profile of the French-speaking organization and helping take it in a new direction.

Boutros-Ghali laid out an overview of la Francophonie at the Board of Trade luncheon on Wednesday and explained the organization had begun to take on new roles and responsibilities on the world stage since its meeting in Hanoi.

The group had focused on cultural issues before that meeting.

"The organization now is dealing with two new dimensions. The first one is economic cooperation," Boutros-Ghali said.

The group will hold meetings next year in Moncton, N.B., dealing with foreign investment, trade and electronic trade. La Francophonie

intends to invite officials from the World Bank, International Monetary Fund and other international organizations.

"It represents the first step of the organization in the field of economic cooperation," Boutros-Ghali said.

La Francophonie is made up of 49 member countries plus three others that are waiting to join when the organization meets next year.

4. 1.52 Patrice Roy à Montréal. Le vice Premier ministre Bernard Landry confirme qu'une annonce sera faite, début octobre, concernant la transformation de voitures Volvo en véhicules de police. Bernard Landry souhaite laisser au fabricant d'automobiles suédois et à l'entreprise Vehitech de Longueuil le soin d'annoncer les détails de l'entente. Il a toutefois indiqué qu'il s'agissait d'un investissement de plusieurs millions de dollars qui doit permettre de créer plusieurs centaines d'emplois.

8. 0.30 Mark McGwire des Cardinals de St-Louis a établi un nouveau record du baseball majeur. Il a frappé son 62e circuit de la saison, battant ainsi le record détenu par Roger Maris depuis 1961. Les enchères pour la balle historique débutent à un million \$.

9. 2.03 Pierre Tcurangeau à Farnborough, Grande Bretagne. À la foire aéronautique de Farnborough près de Londres, la multinationale québécoise Bombardier a vendu 44 Regional Jet depuis vendredi, une valeur de plus de 1,5 milliards \$. Bombardier a annoncé son intention de construire un nouveau Jet régional d'une capacité de 90 à 110 passagers. Airbus et Boeing s'intéressent au marché de cet appareil.

10. 1.54 Gilles Morin à Québec. Le Premier ministre Lucien Bouchard refuse de rencontrer le Secrétaire général de la Francophonie, qui est en visite à Québec cette semaine. Il accuse Ottawa de rompre avec la tradition en refusant au Québec le privilège de prendre en charge la tournée québécoise de Boutros Boutros-Ghali. Lucien Bouchard accuse Ottawa de vouloir nuire aux relations privilégiées du Québec avec la Francophonie. De son côté, le Premier ministre Jean Chrétien estime que le Secrétaire général de la Francophonie n'est pas un fonctionnaire et qu'il doit être reçu selon les règles qui s'appliquent aux chefs de gouvernement.

11. 0.55 Au Brésil, 53 personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route. Trente-neuf autres personnes sont blessées. La tragédie est survenue dans l'État de Sao Paulo lorsque deux autobus transportant des pèlerins catholiques sont entrés en collision avec un camion transportant des liquides inflammables.

12. 0.28 Dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh, la police anti-émeute a vidé le parc de l'Assemblée nationale, occupé depuis deux semaines par des manifestants qui accusent le Premier ministre de fraude électorale. Hun Sen n'a plus l'intention de tolérer de manifestations après l'attentat à la grenade devant son domicile hier qu'il attribue à ces opposants.

13. 0.23 En Indonésie, 2 000 étudiants ont enfoncé les portes du Parlement et réclamé la démission du Président Habibbi. L'Indonésie traverse sa pire crise économique en 30 ans. Les étudiants reprochent au Président Habibbi de ne rien faire et ils veulent aussi que son prédécesseur, le dictateur Suharto, soit jugé pour fraude et corruption.

14. 0.16 À Victoria Falls, au Zimbabwe, le cessez-le-feu négocié par les sept chefs d'état africains ne tient plus pour l'accord de Paix dans la République démocratique du Congo. Les rebelles, qui n'avaient pas une place officielle à la table, disent qu'ils vont continuer la lutte armée contre le régime de Laurent-Désiré Kabila.

FIN DU SOMMAIRE

3/



Dernière mise à jour le mercredi 9 septembre 1998, 17 h 27
CODE_HAE.

Agence de la Francophonie
Portrait du premier Secrétaire général de la Francophonie.

Après Moncton, Québec...

Le Secrétaire général de la Francophonie Boutros Boutros-Ghali viendra au Québec jeudi et vendredi malgré que le gouvernement Bouchard ait annulé le volet officiel de sa visite. Lucien Bouchard a décidé de ne pas rencontrer monsieur Boutros-Ghali parce qu'il estime que c'est au Québec que revient la responsabilité de la visite du secrétaire général. Mais Jean Chrétien rétorque que Boutros Boutros-Ghali doit être reçu comme un chef de gouvernement.



Le gouvernement Bouchard a annulé le volet officiel de la visite de monsieur Boutros-Ghali au Québec.

suite

Nouvelles

Après Moncton, Québec... (suite)



Boutros Boutros-Ghali a déclaré que la querelle diplomatique entre Québec et Ottawa était une chicane de famille qui devait être réglée en famille.

Boutros Boutros-Ghali, a commenté la controverse suscitée par l'organisation de son séjour au Canada, en déclarant qu'il s'agissait d'un problème de famille qui devait être réglé en famille. Monsieur Boutros-Ghali a déclaré que l'affaire ne diminue en rien l'importance du Québec en tant que membre de l'organisation internationale de la francophonie. Monsieur Boutros-Ghali présidera le Sommet de la francophonie qui se tiendra à Moncton en septembre 1999.



The Canadian Press  La Presse Canadienne

Departments

Last Updated Wednesday,
September 09, 1998

- [The Canadian Press](#)
- [CP Picture Service](#)
- [Canapress Photo Service](#)
- [Press News Ltd.](#)
- [NTR](#)



 La Presse
Canadienne

 Broadcast News

What's Up?

 Year 2000
Technical info

© 1998 The Canadian Press
Picture Service

Journalism Awards

Other Services

• [1997 Picture of the Year
Winners](#)

- [Services and Products](#)
- [Copytalk Newsletter](#)
- [Stylebooks](#)
- [I-NES Software](#)
- [Media Links](#)

• [July Picture of the
Month Nominations](#)

• [June Picture of the
Month Winners](#)

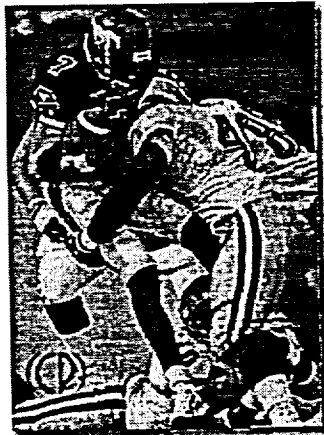
Copyright ©1998 The Canadian Press (CP).

All content placed on this web site is protected by copyright, and remains the property of (CP).
 Permission to use Canadian Press news, information or (CP) photographs may be obtained, in advance with payment of fees in accordance with current prices. For more information contact Press News Ltd., 36 King St. E. Toronto, Ont. Canada. M5C 2L9 (416) 364-0321 , Fax (416) 594-2163 or by e-mail: pn@cp.org

● [Home](#) ● [Picture Archive Help](#) ● [CP Member Newspapers](#)

(CP) Canadian Press News Photos

PEGGY'S COVE, N.S. - Sept. 9 - Former UN secretary general Boutros Boutros Ghali is helped down the slippery rocks at Peggy's Cove Tuesday to lay flowers as a memorial for the group of UN officials who died in the ill-fated Swissair flight 111. (CP PHOTO) 1998 (Paul Chiasson)



CALGARY - Sept. 9 - Calgary Stampeders quarterback Jeff Garcia (7) is stopped on second down close to the end zone by Edmonton Eskimos Malvin Hunter (front) and Leroy Blugh in CFL action in Calgary, Monday. The Stampeders settled for a field goal in first half play. (CP PHOTO) 1998 (Mike Ridewood)

Copyright ©1998 The Canadian Press (CP).

Gallery: [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

ÉBAUCHE / DRAFT

**Le jeudi 10 septembre 1998
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

AVIS AUX MÉDIAS

**DIANE MARLEAU PRONONCERA UNE ALLOCUTION À
L'OUVERTURE OFFICIELLE DU
2^e MONDIAL DE L'ENTREPRENARIAT JEUNESSE**

OTTAWA — L'honorable Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, prononcera une allocution à l'ouverture officielle du 2^e Mondial de l'entrepreneuriat jeunesse, qui se déroulera ces prochains jours à Ottawa. Le Mondial est un événement international qui permet aux jeunes entrepreneurs de la Francophonie de partager leur savoir-faire et de créer des liens d'affaires. Les représentants des médias sont invités à l'événement.

DATE : Le jeudi 10 septembre 1998
HEURE : 19 h
LIEU : Salle des congrès
Centre des congrès d'Ottawa
55, promenade du Colonel By
Ottawa (Ontario)

- 30 -

Renseignements : Bureau des relations avec les médias
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Tél. : (819) 953-6534

ÉBAUCHE / DRAFT

Thursday, September 10, 1998
FOR IMMEDIATE RELEASE

MEDIA ADVISORY

**DIANE MARLEAU TO SPEAK AT OFFICIAL OPENING OF THE
2ND WORLD CONGRESS OF YOUNG FRANCOPHONE ENTREPRENEURS**

OTTAWA — The Honourable Diane Marleau, Minister for International Cooperation and Minister responsible for La Francophonie, will speak at the 2nd *Mondial de l'entrepreneuriat jeunesse* (World Congress of Young Francophone Entrepreneurs), which is currently being held in Ottawa. The *Mondial* is an international event that allows young entrepreneurs from La Francophonie to share their expertise and establish business contacts. Media are invited to attend.

DATE: Thursday, September 10, 1998

TIME: 7:00 p.m.

LOCATION: Congress Hall
Ottawa Congress Centre
55 Colonel By Drive
Ottawa, Ontario

- 30 -

Information: Media Relations Office
Canadian International Development Agency (CIDA)
Tel.: 819 953-6534



[The Regina Leader-Post]
Boutros-Ghali caught in Quebec's squabble with Ottawa

Byline:
Dateline:
Section:
Page: C7 **Length:**
Date: *Thursday September 10, 1998* **Edition:**

The former head of the UN is no stranger to conflict - but Boutros Boutros-Ghali may have waded into another one Wednesday between Quebec Premier Lucien Bouchard and the federal government.

Bouchard says he won't meet with Boutros-Ghali, the head of la Francophonie, an organization of French-speaking countries, because the federal government has had too much control over his visit to Canada. In response, Ottawa issued a terse release saying it's done nothing wrong.

When asked about the dispute at a Toronto business luncheon, Boutros- Ghali told the audience of about 80 people that his father had once given him some sage advice: "Never intervene in family disputes."

The audience broke into applause after the comment.

In Quebec City, International Affairs Minister Sylvain Simard picked up the torch from Bouchard, accusing Ottawa of imposing " unacceptable conditions" on Boutros-Ghali's trip to Quebec.

Simard said Wednesday he would like to invite Boutros-Ghali to make an official visit to Quebec later this year.

The former Egyptian deputy prime minister, Boutros-Ghali was the secretary-general of the United Nations from 1992 until 1996 when he was replaced by Kofi Annan. SEARCH TERMS UNITED; BOUTROS; VISIT; OFFICIAL; KOFI; LEADER; ANNAN; GHALI; SYLVAIN; THE; SIMARD; NATIONS; QUEBEC;

[The Regina Leader-Post]
Trade mission useful

Byline:
Dateline:
Section:
Page: C8 **Length:**
Date: *Thursday September 10, 1998* **Edition:**

The Chilean leg of a trade mission to Latin America might be the first step to long-term opportunities for the Saskatchewan food processing industry, the provincial agriculture minister said.

A meeting with the Chilean food processors association was very successful, said Eric Upshall. "I think there might be some potential there with some of our processors," the minister said in a conference call with reporters Wednesday morning.

Upshall is one of four provincial agriculture ministers on the Latin American trade mission, which is being led by federal Agriculture Minister Lyle Vanclief.

For Saskatchewan, the Chilean portion of the mission focused on building relationships with the food processing industry, Upshall said.

"They are very excited about the possibilities," he said.

"The two-way trade we have potential here for is exemplified by the fact that we have free trade with the U.S. and Mexico. They can bring products into Canada and we can process...and then get into the U.S. duty-free under our trade agreement."

Chile has a free trade agreement with Argentina, Brazil, Uruguay and Paraguay.

The six Saskatchewan companies travelling with the trade mission have also been pleased with their meetings thus far, the minister added.

"It's been going very well. I think the objective is to help the companies that are with us and give them whatever help we can and open doors to better understand the trade situation in Chile," said Upshall.



Shades of "Vive le Quebec Libre."

Former U.N. secretary-general Boutros Boutros-Ghali deftly fielded one Canadian political hot potato yesterday -- but mashed another. At a Toronto Board of Trade luncheon touting the former U.N. leader in his new role at the 52-nation La Francophonie, Boutros-Ghali stepped into a proverbial cowpie.

During a dry recital of La Francophonie's past and intended roles promoting French language and culture and its members' economic and political possibilities, Boutros-Ghali mentioned "certain problems" in his organization.

There are poorer Francophone countries in the southern hemisphere and there are the "developed, donor" countries in the north, he said, such as "Canada, Quebec, New Brunswick ... "

While the late French president Charles de Gaulle evoked outrage with that kind of talk while in Quebec in 1967, Boutros-Ghali's New Brunswick Libre-type gaffe only raised a few chuckles at the Board of Trade.

However, he was alert enough to duck a curve ball from Brampton Centre MP Sarkis Assadourian, who asked him about Quebec Premier Lucien Bouchard's boycott of his visit because, he alleged, Ottawa's was controlling his itinerary.

"My father once gave me some good advice: Never intervene in family disputes." Boutros-Ghali said.

No one in the audience queried his controversial role in the Rwandan genocide, leaving unanswered the exact origin of a high-level U.N. directive to Canada's Gen. Romeo Dallaire not to disarm the plotters of the massacre of a million people.

The former head of the United Nations is no stranger to conflict - but Boutros Boutros-Ghali may have unwittingly waded into another one Wednesday between Quebec Premier Lucien Bouchard and the federal government.

Bouchard says he won't meet with Boutros-Ghali, the head of la Francophonie, an organization of French-speaking countries, because the federal government has had too much control over his visit to Canada. In response, Ottawa issued a terse release saying it's done nothing wrong.

When asked about the dispute at a Toronto business luncheon, Boutros-Ghali told the audience of about 80 people that his father had once given him some sage advice: «Never intervene in family disputes.»

The audience broke into applause after the comment.

In Quebec City, International Affairs Minister Sylvain Simard picked up the torch from Bouchard, accusing Ottawa of imposing « unacceptable conditions» on Boutros-Ghali's trip to Quebec.

Simard said Wednesday he would like to invite Boutros-Ghali to make an official visit to the province later this year.

«Ottawa's desire to trivialize Quebec's international role will set Quebecers against them (the federal government),» Simard said.

A news release from the Department of Foreign Affairs and said the federal government is only doing what's proper.

ILLUSTRATION Boutros Boutros-Ghali in Moncton this week.

An elder statesman of world diplomacy, Boutros Boutros-Ghali is renowned for his wisdom. He demonstrated that during his visit to New Brunswick this week: he seems to know us better than we know ourselves.

New Brunswickers would barely recognize themselves in the veteran diplomat's poetic description of this province as a haven of tolerance and understanding in a narrow-minded and intolerant world. «New Brunswick's unique position as a bilingual province is a source of inspiration and encouragement for all of us,» the former United Nations secretary-general said in a stirring speech to members of the provincial legislature this week. «You are the living embodiment of linguistic communities living together in harmony, and living proof that a standing inter-cultural dialogue is not a utopian dream.»

Who, us? A province that has been arguing over its two-language policy for the last three decades? Where disputes over language and culture have raged since the province's founding? Where opposition to bilingualism remains a smoldering fire, ready to flash out when it reaches dry tinder?

A province where, just seven years ago, one out of five voters gave their support to a political party determined to eliminate French as an official language. A province where rivalry and resentment between the two linguistic communities seems to seethe just below the surface, even at the best of times.

But in spite of all this, here is the secretary-general of the international organization of La Francophonie - the high priest of the worldwide French Conspiracy, in the eyes of the province's more woolly-headed francophobes - telling us that the world should be more like New Brunswick.

Although he leads an international group of French-speaking countries, Boutros-Ghali wasn't addressing these remarks to Acadians only. He was speaking to all of us, praising the English-speaking majority as well as the French-speaking minority for our joint efforts to «protect the values of cultural diversity, tolerance and mutual respect.»

These words should catch the attention of English-speaking New Brunswickers, because Boutros-Ghali is not a typical spokesman for the francophone world. The veteran Egyptian diplomat is far from the stereotype of the French chauvinist, declaring loudly that francophones should stop seeing English as a threat to their native tongue, and should promote the value of learning languages (English included) in La Francophonie's 52 member states.

In the process, Boutros-Ghali has trampled over much of the mythology of the French-speaking world. During his visit here, he suggested the survival of New Brunswick's Acadians was due to their ability to master English as well as their efforts to preserve their native tongue. This will be seen as heresy by some Acadian nationalists, who view la survivance as the product of their own determination to cling to their language and culture while avoiding the assimilating tug of the dominant English tongue. In the secretary-general's analysis, it becomes more of a joint effort - Acadians have survived because they have adapted to the world around them, and those around them have adapted as well.

This conforms to Boutros-Ghali's view of a multilingual world, in which languages and cultures overlap in a global mosaic. As host to La Francophonie's world summit next year, New Brunswick will be a showcase for that vision - a place where French thrives because those who speak it have embraced other languages, and have in turn been embraced by those who speak the majority tongue.

«We have to see La Francophonie as a (way) to defend the concept of plurilingualism and cultural diversity,» he said. «By defending cultural diversity, we are defending French, we are defending Arabic, we are defending Spanish. This represents the cultural wealth of humanity.»

We in New Brunswick possess this wealth in abundance, and it is our greatest treasure. It is a manifestation of the noblest aspects of our nature: tolerance, understanding, respect. Even if we don't all speak the other's language, it shows we can accept each other in our differences, without having to impose bland uniformity on one another.

There will always be those who will try: people with closed minds and eyes clouded by hate, those who seek to exploit division and suspicion for their own political ends. But they will fail, because New Brunswickers know in their hearts that they need not fear one another. We share this place, no matter which language we speak or which culture we hold, and our future depends on our ability to reach common goals together.

This wise old Egyptian is trying to tell us something important, if we can stop bickering long enough to listen. If the head of La Francophonie can declare that English is no threat to French, then we in New Brunswick ought to accept that French is no threat to English.

Don Richardson has covered New Brunswick politics for the past 10 years. His column, The Province, appears every Tuesday, Thursday and Saturday.

EDo

A feather in our cap

CANADA HAS once again been ranked the best country in the world in which to live by United Nations researchers.

The UN's annual index of human development ranks 174 nations according to quality of life, as indicated by health, education, life expectancy, and economic prospects. Canada has led the pack for five years in a row.

Canadians react to this annual achievement with a mixture of swelling pride and bewilderment - and no wonder. How often have we been told that our sense of ourselves is chronically dislocated, stretched like taffy by the abstractions of partisan pundits on one hand, pummelled by the banalities thrust upon us by canny marketeers on the other?

Canadians tend to be regarded abroad as humble, hardworking and innocent - as honest, but boring. If not for our fractiousness over Quebec, foreign journalists sometimes hint, we would have no personality at all.

There are signs, though, that Canadians may finally be shucking off these stereotypes.

Canadians recently placed third on an international poll measuring national pride. Canada was beaten out of the number one

and two spots by Ireland and the United States, nations where culture seems both more aggressive and more costly.

Those polled gave highest marks to Canadian democracy, and this in 1995, the year of the most recent Quebec referendum. Researchers were pleased and surprised to discover that francophones and anglophones seemed equally proud of Canada's democratic record - perhaps because we have always persevered in spite of our differences.

This vision of Canada as a nation of good neighbours can be glimpsed in comments made yesterday by Boutros Boutros-Ghali, former secretary-general of the UN and current secretary-general of the International Organization of the Francophonie.

While visiting Fredericton, Mr. Boutros-Ghali praised New Brunswick as "a living embodiment of linguistic communities living together in harmony." He added that the tolerance which Acadiens and anglophones display here offers other nations "living proof that a standing intercultural dialogue is not a utopian dream."

Role models? Us?

It's enough to make your average New Brunswicker blush.

Call it shades of "Vive le Quebec libre."

Former United Nations secretary general Boutros Boutros-Ghali deftly fielded one Canadian political hot potato yesterday -- but mashed another. At a Toronto Board of Trade luncheon touting the former UN leader in his new role as head of the 52-nation La Francophonie, Boutros-Ghali stepped on a proverbial cowpie. During a dry recital of La Francophonie's past and intended roles promoting French language and culture and its members' economic and political possibilities, Boutros-Ghali mentioned "certain problems" in his organization.

There are poorer francophone countries in the southern hemisphere and there are the "developed, donor" countries in the north, he said, such as "Canada, Quebec, New Brunswick. "

While the late French president Charles de Gaulle evoked outrage with that kind of talk while in Quebec in 1967, Boutros-Ghali's gaffe only elicited a few chuckles.

When asked about Lucien Bouchard's boycott of his visit because, the Quebec premier alleged, Ottawa was controlling his itinerary, he replied:

"My father once gave me some good advice: Never intervene in family disputes."



BORIS SPREMO, CMTORONTO STAR

A.6

High-level humour

Diane Marleau, Canada's minister for international co-operation and La Francophonie, gets a laugh out of Boutros Boutros-Ghali, former U.N. secretary-general who heads the group representing French-speaking nations, in Toronto yesterday.

Shades of "Vive le Quebec Libre."

Former UN secretary-general Boutros Boutros-Ghali deftly fielded one Canadian political hot potato yesterday -- but mashed another. At a Toronto Board of Trade luncheon touting the former UN leader in his new role at the 52-nation La Francophonie, Boutros-Ghali stepped into a proverbial cowpie.

During a dry recital of La Francophonie's past and intended roles promoting French language and culture and its members' economic and political possibilities, Boutros-Ghali mentioned "certain problems" in his organization.

There are poorer Francophone countries in the southern hemisphere and there are the "developed, donor" countries in the north, he said, such as "Canada, Quebec, New Brunswick ..."

While the late French president Charles de Gaulle evoked outrage with that kind of talk while in Quebec in 1967, Boutros-Ghali's New Brunswick Libre-type gaffe only raised a few chuckles and titters at the buttoned-down Board of Trade.

However, he was alert enough to duck a curve ball from Brampton Centre MP Sarkis Assadourian, who asked him about Quebec Premier Lucien Bouchard's boycott of his visit because, he alleged, the federal government was controlling his itinerary.

"My father once gave me some good advice: Never intervene in family disputes," Boutros-Ghali said.

ILLUSTRATION photo of BOUTROS BOUTROS-GHALI Family dispute

Page:A14 Date:Thursday September 10, 1998

The former head of the United Nations is no stranger to conflict - but Boutros Boutros-Ghali may have unwittingly waded into another one Wednesday between Quebec Premier Lucien Bouchard and the federal government.

Bouchard says he won't meet with Boutros-Ghali, the head of la Francophonie, an organization of French-speaking countries, because the federal government has had too much control over his visit to Canada. In response, Ottawa issued a terse release saying it's done nothing wrong.

When asked about the dispute at a Toronto business luncheon, Boutros- Ghali told the audience of about 80 people that his father had once given him some sage advice: "Never intervene in family disputes."

The audience broke into applause after the comment.

[The Vancouver Province] Ex-UN boss caught up in 'family dispute'

Dateline: TORONTO Section:News Page: A35 Date:Thu 10 Sep 1998

The United Nations' former boss is no stranger to conflict.

But Boutros Boutros-Ghali may have unwittingly waded into another one yesterday between Quebec Premier Lucien Bouchard and the federal government.

Bouchard says he won't meet with Boutros-Ghali, the head of la Francophonie, an organization of French-speaking countries, because the feds had too much control over his visit to Canada.

In response, Ottawa issued a terse release saying it has done nothing wrong.

When asked about the squabble at a Toronto business luncheon, Boutros-Ghali told the audience of about 80 people that his father had once given him some sage advice: "Never intervene in family disputes."

The audience broke into applause after the comment.

In Quebec City, International Affairs Minister Sylvain Simard picked up the torch from Bouchard, accusing Ottawa of imposing "unacceptable conditions" on Boutros-Ghali's trip to Quebec.

Simard said yesterday he would like to invite Boutros-Ghali to make an official visit to the province later this year.

"Ottawa's desire to trivialize Quebec's international role will set Quebecers against them (the federal government)," Simard said.

A news release from the department of foreign affairs and international trade said the federal government is only doing what's proper.

But Laval University cancelled activities involving Boutros-Ghali that were set for today. The university said the activities were to be part of an official trip to Quebec, and because the province had withdrawn its support, Laval believed it had no other choice.

Boutros-Ghali, secretary-general of the UN from 1992 until 1996, has only one more official function in Quebec -- dinner with Gov.-Gen. Romeo LeBlanc in Quebec City tomorrow evening.

The former Egyptian deputy prime minister was elected as la Francophonie's first secretary-general at the organization's meeting last year in Hanoi.

The group, with 49 member countries, will meet next year in Moncton, N.B., to discuss foreign investment, trade and electronic trade.

ILLUSTRATION: Photo: (Boutros) Boutros-Ghali SOURCE Canadian Press QUERY NAME FA_MIN5 SEARCH TERMS DEPARTMENT; OF; FOREIGN; AFFAIRS; INFOMART CUSTOMSEARCH

Boutros-Ghali admits Rwanda errors

UN neglected to tell world powers of Dallaire warning until too late, former head says

PAUL KNOX
The Globe and Mail, Toronto

Boutros Boutros-Ghali acknowledged yesterday that the United Nations was slow to warn of plans for the 1994 genocide in Rwanda that eventually claimed an estimated 800,000 lives.

The former UN secretary-general said major world powers should have been given an explicit warning about the possibility of genocide after a highly placed Rwandan informant told UN peacekeepers of plans to massacre ethnic Tutsis.

One reason "they" were not, he said during a discussion with The Globe and Mail's editorial board, was that it was hard to believe that ethnic slaughter could be organized systematically in one of the world's poorest countries.

Mr. Boutros-Ghali was asked whether the warning passed on in January, 1994, by Canadian Major-General Roméo Dallaire should have led him to warn the Security Council that genocide was being organized.

"In retrospect, yes," Mr. Boutros-Ghali said. "During the event, it was very difficult to understand even the possibility for genocide."

"You see, genocide in our mind, unfortunately, was the genocide committed by the German Nazis, was so well organized, which means the kind of infrastructure of the Western country."

He added that Gen. Dallaire's warning was based on one of numerous rumours that were hard to substantiate. And he insisted that the main reason genocide was not prevented was the "total indifference, if not the opposition" of Western governments to a full-scale UN intervention.

The UN, along with its most powerful members, has been sharply criticized by independent investigators and a Belgian senate inquiry commission for not taking more seriously the warning contained in a faxed message sent by Gen. Dallaire on Jan. 11, 1994.

The general was head of a small UN peace force in Rwanda at the time. At great personal risk, a senior Rwandan government official had told the UN force that detailed plans for the slaughter of Tutsis were being drawn up, and he offered to lead the peacekeepers to Hutu weapons caches.

Gen. Dallaire's request to take up



Former United Nations Secretary-General Boutros Boutros-Ghali, now head of la Francophonie, told The Globe and Mail's editorial board yesterday that the UN erred in not moving sooner on Major-General Roméo Dallaire's reports of approaching atrocities in Rwanda.

(FRED LUM/The Globe and Mail)

the offer was denied by officials at UN headquarters in New York, although he was told to pass the information on to U.S., French and British diplomats in Rwanda.

Mr. Boutros-Ghali is now secretary-general of the organization of French-speaking nations known as la Francophonie. He sought a second term at the helm of the UN, but his bid was vetoed by the United States.

He and the current secretary-general, Kofi Annan, have consistently sought to place most of the blame for failure to prevent genocide on the UN Security Council, whose five permanent members are the United States, Russia, France, Britain and China.

Yesterday, besides agreeing that greater notice should have been taken of the Dallaire message, Mr. Boutros-Ghali acknowledged that he had failed to galvanize world opinion on the issue.

"Let us say very openly, I was not successful," he said. "I'll just say, with great humility, I failed to convince the member states. I failed to obtain the support of the public opinion."

But he said he had been the first to use the word genocide openly after the massacres began in April, 1994.

"The reaction when I used it for the first time, the word genocide, was 'No, they have not the capacity to do a genocide,'" he said. "... In the mind, genocide is something which is well organized, it's concentration camps, it's gas chambers, et cetera, et cetera. ... In a poor country like Rwanda ... it was difficult to the European or the Eurocentric mind to accept this concept."

Asked if that was the mindset at UN headquarters in New York, Mr. Boutros-Ghali replied: "At the beginning, certainly this was the reaction."

It was to New York that Gen. Dallaire, who has since been promoted to lieutenant-general, sent his now-famous fax.

It told of plans to station Hutu militias at strategic points in the Rwandan capital, Kigali, to kill Tutsis. The informant estimated that 1,000 could be killed every 20 minutes.

"Assassinations on this scale

were no longer of the order of a political tactic but clearly genocidal," concluded a Danish-funded study of the Rwandan debacle, of which one of the writers was philosophy professor Howard Adelman of York University in Toronto.

But Mr. Boutros-Ghali said the information in the fax appeared no more reliable than other reports circulating at the time.

"We never received a confirmation," he said. "One or two months later, it appears to be known, but during this period — every day we received rumours like this one."

The Egyptian-born former UN chief is touring Canada to make plans for la Francophonie's 1999 annual meeting, set for Moncton.

He criticized governments and media in the West for failing to speak out against the killing of thousands of Hutus who fled refugee camps in eastern Zaire, now Congo, in 1996. The UN's attempts to investigate those killings were thwarted last year.

Asked whether the world has learned anything from the Rwanda genocide, he said: "It depends on the reaction of the big countries."

The Gazette (Montreal)] **Boutros-Ghali cools heels in Quebec: String of events canceled in wake of Bouchard's boycott of visit by Francophonie president**

Byline:ELIZABETH THOMPSON

Section:News Page: A7Length: Date:Thu 10 Sep 1998Edition:

It was originally supposed to be a high-profile visit by the top official in the francophone world to the cradle of French civilization in North America.

However, Boutros Boutros-Ghali will come close to becoming one of Quebec's highest-profile tourists, after group after group announced yesterday they were following Premier Lucien Bouchard's lead and cancelling planned meetings with the secretary-general of the Francophonie.

While all insisted that they were not acting under any pressure from the Quebec government, their actions escalated an incident that Bouchard sparked Tuesday and has turned one of the world's top civil servants into the latest pawn in the ongoing squabble between Quebec City and Ottawa.

Feds Left Scrambling

Their actions also left the federal government scrambling to try to find events to fill Boutros-Ghali's visit to Quebec. It was early yesterday evening before the federal Foreign Affairs Department was in a position to say what their visiting dignitary would be doing this morning.

But as he arrived late yesterday afternoon to red-carpet treatment at Quebec City's Chateau Frontenac hotel, the former head of the United Nations was nothing if not diplomatic.

"My father taught me that you should never occupy yourself with the problems of a family. It is up to the family to find a solution."

Nor did Boutros-Ghali appear to be phased by the cascade of cancellations, saying he came to visit francophone institutions in Quebec and will still be visiting several.

"I don't think anything at all about it. ... if they invite me I am happy, if they ask to be excused (from such meetings), I am happy."

However, federal government officials outside external affairs were far less diplomatic.

Privately, they say the Quebec government provoked the whole episode because it was looking for a fight to pick with Ottawa in the lead-up to a provincial election. While the feds retained control over Boutros-Ghali's security, transportation and lodging, the Quebec government had been given total control of his schedule while he was in Quebec, they pointed out.

The incident began Tuesday when Bouchard announced he was cancelling a planned meeting with Boutros-Ghali, saying the federal government was trying to diminish Quebec's role in the Francophonie by taking over the arrangements for Boutros-Ghali's visit.

"We will not comply with it. We will not accept it," Bouchard told reporters Tuesday.

The Quebec government issued a statement later in the day saying that, as far as it was concerned, Boutros-Ghali's official visit to Quebec was being postponed to a later date.

While Bouchard said he could not meet with Boutros-Ghali because Quebec had little power over the organization of the visit, within hours of the premiers' announcement, the cancellations started coming in fast and furiously.

The first to act was the Societe des Relations Internationales, which had invited Boutros-Ghali to deliver a luncheon speech at the Chateau Frontenac today. Despite the fact it had sold 150 tickets and had turned people away because there were no more seats left, the group abruptly decided Tuesday afternoon to cancel the event.

President Robert Trudel said the association, in which provincial civil servants play a large role, decided the event could not unfold in the necessary "serenity" given the fact the federal and Quebec governments could not reach an agreement.

The planned visit to Universite Laval rector Francois Tavenas, which had been scheduled for this morning, is also cancelled. Spokesman Alain Lavigne, who described Boutros-Ghali's trip as a "non-visit," said the decision was taken by the university yesterday morning because the visit was no longer under the auspices of the Quebec government.

Quebec City Mayor Jean-Paul L'Allier not only cancelled Boutros-Ghali's visit to city hall but fired off a fiery letter of support to Bouchard.

"Having been directly involved in Quebec's international affairs for more than 30 years, I can tell you that you did not have any alternative and that you had to take the decision that you announced today," he wrote.

"It must be regretted that after all these years, the federal government continues to search to undermine Quebec's place within the Francophonie and by all the means it used in an era that I thought had gone by and disappeared with the Trudeau government."

Mayor Won't Attend Dinner

Francois Grenon, spokesman for L'Allier, said the mayor is also refusing to attend a dinner being hosted by Governor General Romeo Leblanc in Boutros-Ghali's honour at Quebec City's Citadel Friday night.

In fact, the federally organized dinner is one of only two events now contained in the schedule for Boutros-Ghali's visit to Quebec City. This morning he is to visit the Institut de l'energie et de l'environnement de la Francophonie, then have a four-hour break before a trip to Montreal.

In Montreal Friday, he is to visit the Forum francophone des affaires, the offices of TV5 Quebec-Canada and the Agence universitaire de la francophonie before returning to Quebec City.

ILLUSTRATION: Photo: FREDERICTON DAILY GLEANER / Boutros-Ghali; schedule in shreds. SOURCE The Gazette QUERY NAME FA_MIN SEARCH TERMS FEDERAL; GOVERNMENT; FOREIGN; AFFAIRS; INFOMART CUSTOMSEARCH



[Presse Canadienne (Français)]

MARLEAU-»BOUTROS«(BGT); MARLEAU-»BOUTROS«(BGT); Lucien Bouchard n'a pas raison de protester, dit Marleau

Byline: *Par Huguette YOUNG*

Dateline:

Section: *Nouvelles*

Page: **Length:**

Date: *Thu 10 Sep 1998* **Edition:**

OTTAWA (PC) - Surprise des soubresauts des derniers jours, la ministre de la Francophonie Diane Marleau estime que le premier ministre Lucien Bouchard est allé ``un peu loin en annulant sa rencontre avec le secrétaire général de la Francophonie, »Boutros«»Boutros«Ghali.

``Je trouve ça difficile d'accepter qu'ils ne verront pas M. »Boutros«»Boutros«Ghali, une personne qu'ils ont soutenue lors des dernières rencontres de la francophonie et qui est maintenant le nouveau secrétaire général a déclaré hier Mme Marleau, au cours d'un entretien avec La Presse canadienne.

``Ils sont allés un peu loin, il faut le dire. C'est leur décision. Nous ne nous imposons pas, s'ils ne veulent pas le rencontrer, libre à eux.

Mme Marleau ne s'explique pas les vives protestations du Québec au sujet de la visite du secrétaire général de la Francophonie. Les préparatifs allaient bon train en juin et juillet. Rien n'avait laissé présager cette tempête politique, dit la ministre.

``C'est seulement depuis deux semaines que tout à coup, on commence à dire que ça ne fonctionnait pas, a-t-elle ajouté. Ca nous a pris par surprise. On ne s'attendait pas à ça, parce que tout avait été bien planifié, tout allait bien, l'ordre du jour avait été arrêté.

M. Bouchard a annulé son tête-à-tête avec le haut responsable de la Francophonie afin de protéger les prérogatives du Québec au sein de l'organisme.

Québec a accusé le fédéral de ne pas respecter une entente voulant que la province prenne en charge la visite des représentants de la Francophonie sur son territoire. M. Bouchard a renoncé à sa rencontre pour ne pas donner le signal qu'il acceptait ``l'érosion des pouvoirs du Québec sur la scène internationale et la tutelle d'Ottawa.

Or, selon Mme Marleau, il ne s'agit pas d'une question de ``tutelle mais d'une question de ``sécurité

M. »Boutros«»Boutros«Ghali n'est pas un simple fonctionnaire de la Francophonie, a-t-elle souligné. Il occupe de nouvelles fonctions importantes, le poste de secrétaire général. Le fédéral compare les fonctions de celui-ci à celles du secrétaire général du Commonwealth.

``Et souvenez-vous que M. »Boutros«»Boutros«Ghali a été aussi secrétaire général des Nations unies. Ca pose des défis un peu plus sérieux. . .

``On avait proposé d'offrir la sécurité comme on le fait pour tous les autres visiteurs de même niveau, c'est pourquoi ça nous a surpris.

Selon Mme Marleau, il n'est surtout pas question ``d'érosion des pouvoirs du Québec, dit-elle. Le Québec a son rôle à jouer au sein de la Francophonie, a-t-elle avancé, mais c'est le Canada qui ``est porte-parole au niveau politique

Elle souhaite que les tensions Québec-Canada se dissipent d'ici le Sommet de la Francophonie en

septembre prochain à Moncton.

``Le sommet est un événement important et il faut s'assurer à l'avance qu'on n'ait pas de scénario comme celui-là, parce qu'au niveau international, on n'a pas l'air très grand et on est le deuxième plus grand bailleur de fonds de la francophonie.

``On est un pays qui a beaucoup d'influence et lorsqu'on a des malentendus comme celui-ci, on devrait garder ça chez nous et on ne devrait pas s'en servir dans les contextes international ou multilatéral a renchéri la ministre.

FGHY44-ms QUERY NAME FA_MINFW SEARCH TERMS DIANE; MARLEAU; PORTE;
PAROLE; INFOMART CUSTOMSEARCH

[The Financial Post]

Bombing of innocent pharmaceuticals plant not U.S.'s finest hour

Byline: *John Bierman*

Dateline:

Section: *1, News*

Page: *11* **Length:**

Date: *Fri 11 Sep 1998* **Edition:**



9
Francophonie

Villeneuve mousse la demande de l'Ontario auprès de Boutros-Ghali

FRANCE PILON
Le Droit

Le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, Noble Villeneuve, a profité de la visite de Boutros Boutros-Ghali, le nouveau secrétaire général de la francophonie, hier, à Toronto, pour parler de la demande de l'Ontario d'être reconnu comme «gouvernement participant» au Sommet de la francophonie qui se tiendra à Moncton en 1999.

«J'ai rappelé à M. Boutros-Ghali que 54% des francophones hors Québec habitent en Ontario et que 500 000 personnes sont francophiles», a indiqué le ministre et député de Stromont-Dundas-Glen-garry.

Lors de cette rencontre protocolaire d'une demi-heure, qui mettait en présence Claude Lavardure, ambassadeur du Canada en Belgique, le sujet de la francophonie a dominé ainsi que celui de l'agriculture. M. Boutros-Ghali est conscient que le français est une valeur ajoutée, a dit M. Villeneuve. D'ailleurs, lors d'un déjeuner devant les membres du Board of Trade de Toronto, le nouveau secrétaire général de la francophonie a parlé de l'importance du français en Ontario.

Le ministre Villeneuve a fait parvenir, à la fin août, une lettre à la ministre responsable de la francophonie canadienne, Diane Marleau, lui suggérant que l'Ontario puisse participer au Sommet de la francophonie au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick. La ministre a fait parvenir un accusé de réception, mais aucune discussion n'a été amorcée sur le sujet. «Nous en sommes à un étape très préliminaire», a dit le ministre.

Toutefois ce dernier est confiant que son message a été bien accueilli. Reste à savoir si M. Boutros Boutros-Ghali abordera le sujet lors de sa rencontre de demain, à Ottawa, avec Mme Marleau.

*

LE DROIT, 20/09/98

Le gouvernement québécois maintient son invitation au secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, pour une visite officielle au Québec plus tard cette année, a fait savoir hier le ministre des Relations internationales, Sylvain Simard.

Ce dernier a accusé hier le gouvernement fédéral d'avoir imposé «des conditions inacceptables» à l'occasion de la visite de M. Boutros- Ghali, de sorte que le secrétaire général de la Francophonie n'aura pas d'entretien officiel avec le premier ministre Lucien Bouchard, tel que prévu à l'origine. «La volonté d'Ottawa de banaliser le rôle international du Québec va monter les Québécois contre eux. Une politique fédérale qui consiste à isoler le Québec de la seule grande organisation internationale dont il fait partie est sans avenir», a dit M. Simard, hier, à son arrivée à la séance hebdomadaire du Conseil des ministres.

Des règles établies depuis 1970 établissaient que la visite au Québec de dirigeants francophones se faisaient sous l'autorité du gouvernement québécois. M. Boutros-Ghali «a été pris en otage» par le gouvernement canadien à l'occasion de son séjour. «Il a été utilisé et il reviendra amer de cette expérience où on l'a mis dans une situation qu'il n'a pas souhaitée», a accusé M. Simard.

Québec maintient son invitation à Boutros-Ghali

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le gouvernement québécois maintient son invitation au secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, pour une visite officielle au Québec plus tard cette année, a fait savoir hier le ministre des Relations internationales, Sylvain Simard.

Ce dernier a accusé hier le gouvernement fédéral d'avoir imposé «des conditions inacceptables» à l'occasion de la visite de M. Boutros-Ghali, de sorte que le secrétaire général de la Francophonie n'aura pas d'entretien officiel avec le premier ministre Lucien Bouchard, tel que prévu à l'origine.

«La volonté d'Ottawa de banaliser le rôle international du Québec va monter les Québécois contre eux. Une politique fédérale qui consiste à isoler le Québec de la seule grande organisation internationale dont il fait partie est sans avenir», a dit M. Simard, hier, à son arrivée à la séance hebdomadaire du conseil des ministres.

Des règles établies depuis 1970 établissaient que les visites au Québec de dirigeants francophones se faisaient sous l'autorité du gouvernement québécois. Boutros Boutros-Ghali «a été pris en otage» par le gouvernement canadien à l'occasion de son séjour. «Il a été utilisé et il reviendra amer de cette expérience où on l'a mis dans une situation qu'il n'a pas souhaitée», a accusé M. Simard.

Par ailleurs, le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, Noble Villeneuve, a profité de la visite de Boutros Boutros-Ghali, hier, à Toronto, pour parler de la demande de l'Ontario d'être reconnu comme «gouvernement participant» au Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Moncton en 1999.

«J'ai rappelé à M. Boutros-Ghali que 54 % des francophones hors Québec habitaient en Ontario et que 500 000 personnes sont francophiles», a indiqué le ministre et député de Stromont-Dundas-Glengarry.

LE DEVOIR 10/09/98

Un statut précaire

Michel Venne

Wb

La querelle entre Québec et Ottawa entourant la visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, porte sur un problème qui n'est pas en soi très grave mais qui illustre le risque de la marginalisation du Québec au sein de l'organisation francophone. Le statut du Québec devrait y être rehaussé. Mais le contexte n'est guère favorable.

Beaucoup de gens vont trouver que l'esclandre du premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, et son refus de rencontrer M. Boutros-Ghali, sont nettement exagérés. Après tout, Ottawa n'empêche pas le gouvernement du Québec d'organiser les tête-à-tête qu'il désire avec qui il veut. Et si les discussions entre les ministres québécois et les dignitaires de passage restent libres de toute contrainte, en quoi cela fait-il une différence que ce soit la GRC qui assure la sécurité des visiteurs lorsqu'ils se déplacent dans les rues de Québec? Mais ce serait regarder le problème par le mauvais bout de la lunette. Car ce minuscule incident se situe dans un contexte plus large dans lequel le poids du Québec au sein de la Francophonie, d'une part, et son autonomie sur la scène internationale par rapport à l'État fédéral, d'autre part, sont menacés.

Le Québec s'est vu reconnaître en 1970 le statut de gouvernement participant au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique, la première institution intergouvernementale de la Francophonie. En 1985, à la suite d'une entente entre Pierre Marc Johnson à Québec et Brian Mulroney à Ottawa, le même statut a été consenti au Québec pour ce qui est de sa participation au Sommet des chefs d'État et de gouvernement tenu durant l'hiver 1986 à Paris. Cette entente est tacitement reconduite de sommet en sommet depuis ce temps. Elle autorise le Québec à intervenir à sa guise sur les questions de coopération et de développement et sur les questions économiques avec l'assentiment ponctuel du fédéral. Seul Ottawa peut se prononcer sur les questions d'ordre politique.

Tant que la Francophonie restait un club de gouvernements voué à la coopération, à la culture, à la promotion de la langue, le statut de gouvernement participant était convenable. Mais depuis le début des années 1990, la Francophonie s'est engagée dans un lent processus de politisation qui a culminé, au sommet de Hanoï, en 1997, avec la création du poste de secrétaire général et le regroupement sous sa gouverne du conseil permanent et de l'agence. L'ancien secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a été élu à ce poste. Cette évolution n'est pas fortuite. Elle s'est accélérée lorsque la France a modifié sa position à l'égard de la Francophonie, jusque-là frileuse et hésitante, pour en faire un véhicule phare de sa politique étrangère et consolider sa position dans le système international. Le Canada a participé à ce développement en voyant en la Francophonie une tribune pour faire avancer les causes qui lui tiennent à cœur, notamment le maintien de la paix et la prévention des conflits.

Or, au fur et à mesure que la Francophonie se politise, la place laissée aux sujets qui relèvent de la coopération et du développement risque de diminuer. D'ailleurs, au départ, le Québec, tout comme la Communauté française de Belgique d'ailleurs,

avait exprimé des réticences face au virage politique de l'organisation, craignant que son rôle puisse être marginalisé. L'incident provoqué ici par la visite de M. Boutros-Ghali, qui incarne cette nouvelle Francophonie politique, est la première manifestation concrète montrant que ces inquiétudes étaient au moins en partie fondées. Jusqu'à présent, lorsque les plus hauts dirigeants de la Francophonie nous rendaient visite, le Québec les prenait en charge sur son territoire. Ottawa soutient que ces précédents ne tiennent plus car M. Boutros-Ghali occupe, selon le gouvernement canadien, un rang plus élevé dans la hiérarchie diplomatique que ses prédécesseurs dans des fonctions d'une nature légèrement différente. Le statut de gouvernement participant obtenu par le Québec, qui était convenable autrefois, ne l'est plus dans le contexte actuel. Pour que l'influence du Québec reste la même, ce statut devrait être adapté, rehaussé. Nul doute que pour y parvenir, Québec aurait besoin d'alliés parmi les autres membres de la Francophonie. Mais le contexte n'est pas favorable à un tel développement. La France, qui a pesé de tout son poids pour que Québec soit admis à la table des sommets, n'est probablement plus encline à s'engager dans des palabres avec Ottawa risquant de nuire au bon déroulement des réformes qu'elle a souhaitées dans son propre intérêt. Au

**Le poids
du Québec
en Francophonie
est menacé de
marginalisation.**

mieux, elle garantira au Québec son statut actuel. Quant aux autres pays, ils seraient sans doute réticents à accommoder un gouvernement ouvertement sécessionniste au risque notamment de déplaire au bailleur de fonds canadien.

La seule avenue possible reste une renégociation avec Ottawa des modalités de participation du Québec. Mais cette avenue semble tout autant bouchée, si l'on se fie à l'attitude fédérale qui cherche, par tous les moyens, à marginaliser la présence québécoise sur la scène internationale. Les injonctions fédérales contre la présence d'un bureau du Québec à Washington. L'exclusion du Québec comme participant distinct à la rencontre internationale des ministres de la Culture tenue à Ottawa en juin dernier. Le veto imposé par Ottawa à une entente entre la France et le Québec en matière de droit civil. La multiplication des complications imposées lors de visites de dignitaires étrangers au Québec. Le sommet de Moncton l'an prochain et les jeux de la Francophonie dans la région de Ottawa et de Hull, deux événements utilisés par Ottawa pour banaliser le rôle du Québec dans la Francophonie. Et le reste à l'avenant.

Le statut du Québec en Francophonie est précaire. Pour l'essentiel, il tient à la bonne volonté d'Ottawa. Par les temps qui courent, la bonne volonté a cédé le pas à la mauvaise foi. Il y a de la part du fédéral, qui use des moyens que lui confère son statut d'État national, une offensive pour banaliser le rôle international du Québec, le ramener à celui d'une province comme les autres, même dans des sphères de compétences comme la langue, la culture ou le Code civil, malgré des résolutions qui clament le caractère distinct ou le caractère unique du Québec. Des résolutions bidon.

Le nouveau visage de la Francophonie

Afin de s'imposer auprès des autres communautés culturelles et linguistiques, l'organisation internationale francophone prend le virage politique

BOUTROS BOUTROS-GHALI
Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie

L'

Organisation internationale de la Francophonie est née. Elle est née au Sommet de Hanoï, par la volonté des 52 chefs d'Etat et de gouvernement réunis à cette occasion. Et le poste de secrétariat général qui m'a été confié est, d'une certaine manière, le garant de ce projet.

Rien de cela n'aurait été possible sans l'engagement, dès les années 60, de grands pionniers qui, un peu partout dans le monde, ont su croire en la Francophonie. Et puis, il y a Léopold Sédar Senghor, Habib Bourghiba et Harmari Diori auxquels on doit la création, à Niamey, en 1970, de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Au fil des années, la Francophonie s'est étoffée, s'est structurée en fonction des besoins jusqu'à devenir l'organisation politique qu'elle est aujourd'hui. Une organisation moderne et originale qui accueille à la fois des Etats, mais aussi des gouvernements comme le Québec, le Nouveau-Brunswick ou la communauté française de Belgique.

La société civile y est également largement représentée, à travers, notamment, l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Association internationale des maires francophones. Je veux citer aussi TV5, numéro 1 des télévisions publiques satellitaires internationales. Notre organisation compte, enfin, une assemblée parlementaire, symbole de l'idéal démocratique qui anime notre institution.

Donner à la Francophonie politique tout son poids sur la scène internationale

On a désormais dépassé le stade où la Francophonie se limitait, aux yeux du monde, à une communauté linguistique respectable, développant des projets essentiellement culturels et techniques. L'Organisation internationale de la Francophonie est une institution politique à part entière.

Elle doit aujourd'hui être pensée comme un ensemble géopolitique fort. Car, quels que soient la variété de notre histoire, notre degré de développement, notre puissance économique ou politique, nous partageons des valeurs communes: celles de liberté, de solidarité, de démocratie, de respect de l'Etat de droit, de défense des droits de l'homme.

Elle est à même de conduire une action diplomatique originale et efficace au sein de l'espace francophone. Qu'il s'agisse de diplomatie préventive de rapprochement des points de vue, de règlements des différends ou de surveillance électorale, la Francophonie s'est désormais dotée d'un véritable instrument politique.

Mais il faut, dans le même temps, que l'Organisation internationale de la Francophonie fasse entendre sa voix sur la scène internationale. Elle doit, à cet effet tisser des liens étroits avec les autres grandes institutions internationales. Avec l'Organisation mondiale, tout d'abord car, depuis la fin de la guerre froide, les organisations régionales ont vocation à jouer un rôle prépondérant au service de la paix internationale, en étroite coopération avec les Nations unies. Et notre organisation peut aujourd'hui, elle aussi, prétendre à jouer un tel rôle. Elle a du reste été conviée, sur l'invitation du secrétaire général de l'ONU, à participer pour la première fois, le 28 juillet dernier à New York, à la réunion entre les Nations unies et les organisations régionales, sur le thème de l'alerte rapide et de la prévention des conflits.

Par ailleurs, l'Organisation internationale de la Francophonie doit s'ouvrir aux autres organisations régionales. C'est la raison pour laquelle j'avais invité à Paris, le 20 mars dernier, à l'occasion de la Journée mondiale de la Francophonie, les responsables de 14 grandes organisations régionales et internationales à venir célébrer fraternellement cet événement à nos côtés. [...]

Rationaliser et amplifier la coopération économique dans l'espace francophone

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Hanoï ont également voulu consacrer la dimension économique de notre nouvelle organisation. La mondialisation de l'économie et des échanges nous impose de repenser et de rationaliser les modalités de coopération dans l'espace économique francophone et, surtout, de faire souffler un vent nouveau sur la coopération Nord-Sud sous peine de voir se creuser les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. Il s'agit là d'un risque inacceptable pour la Communauté francophone qui se veut avant tout un espace exemplaire de solidarité.

Il nous faut donc renverser les tendances lourdes de ces 30 dernières années qui ont vu la coopération s'étioler, l'aide publique au développement s'essouffler et l'investissement privé se détourner du continent africain. [...]

Mais, là encore, l'Organisation internationale de la Francophonie doit jouer la carte de la coopération et de l'ouverture. Il est souhaitable de mobiliser les grandes institutions économiques et financières internationales, qu'il s'agisse de l'Organisation mondiale du commerce, de la CNUCED, du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, autour de grands projets multilatéraux. Un certain nombre de projets sont d'ores et déjà en cours d'élaboration avec les responsables de ces institutions.

Les acteurs privés de la vie économique doivent être, eux aussi, plus étroitement associés à nos projets. Je suis persuadé qu'ils ont, dans l'espace économique francophone, un champ immense de développement et de prospérité encore peu exploité, mais lourd de

promesses et de progrès. Cet enjeu, le Forum francophone des affaires, né à Québec voilà un peu plus de dix ans, l'a bien compris. Il illustre par là même le rôle essentiel qu'ont à jouer les organisations internationales non gouvernementales en la matière. Cet organis-

me officiel de la Francophonie contribue, en effet, toujours plus activement à renforcer la coopération au sein de l'espace économique francophone, et à développer les échanges commerciaux, industriels et technologiques.

La première Conférence des ministres

francophones de l'Économie et des Finances qui se déroulera à Monaco, en avril 1999, sur le thème du commerce et des investissements, constituera à cet égard un rendez-vous important pour la politique économique francophone. Elle nous permettra, en présence de grands responsables d'institutions internationales, de chefs d'entreprise, de banquiers, de dresser un bilan d'étape et de dessiner de nouvelles perspectives.

Mais pour que cette politique économique puisse mieux s'incarner dans le réel, il faut renforcer le français en tant que langue internationale.

Renforcer le français comme langue internationale

Le français est profondément une langue d'avenir, à condition d'inscrire ce combat dans la réalité sociale, économique et culturelle du monde contemporain.

Le combat pour la Francophonie ne sera gagné que si le français est ressenti comme une langue internationalement utile. Pour que la Francophonie s'affirme dans le monde, elle doit apparaître comme un véritable réseau de Francophonie globale, où tous, à tout moment, à tout endroit, ont accès, en français, à tous les registres de la vie, mais aussi à l'emploi.

C'est pourquoi le français ne doit pas seulement être un outil de culture. Il doit aussi s'affirmer comme une langue internationale de communication et comme un instrument reconnu d'insertion dans la vie active.

Nous devons donc investir les méthodes technologiques les plus modernes de diffusion des informations et refuser la colonisation des nouveaux espaces médiatiques par une langue unique. Je pense notamment à la place qui doit être la nôtre sur le réseau Internet, ou sur les autoroutes de l'information. [...]

Au delà de ces objectifs politiques, économiques et culturels, le combat pour la francophonie est aussi un combat pour une autre vision du monde dans laquelle la diversité des langues et des cultures a toute sa place. Et, si j'ai voulu conduire ce combat à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie, c'est d'abord parce que je suis profondément attaché à ces valeurs toujours menacées que sont la tolérance, le respect et la reconnaissance de l'autre dans sa différence.

C'est en cela que le combat pour la Francophonie est aussi, aujourd'hui, un combat pour la démocratisation des relations internationales.

C'est bien là notre objectif commun. La Francophonie peut et doit imposer aux côtés des autres grandes communautés culturelles et linguistiques, comme une organisation politique susceptible de concourir efficacement à cette démocratie globale par la défense et la promotion de la diversité culturelle et linguistique, et transcender ainsi l'espace francophone pour devenir universelle!

Québec réinvitera Boutros-Ghali

L'Ontario demande à être reconnue comme gouvernement participant au sein de la francophonie

DENIS LESSARD et
MARTIN VALLIERES

La visite officielle du secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, au Québec s'est rétrécie comme peau de chagrin hier. Le gouvernement Bouchard a, par lettre, rappelé aux organismes qui avaient invité l'ancien secrétaire de l'ONU les raisons du mécontentement de Québec, écarté de l'organisation de la tournée de M. Boutros-Ghali.

« Ottawa a dû se rendre compte que cette volonté de banaliser le rôle du Québec va monter les gens contre eux », a lancé hier Sylvain Simard, ministre québécois des Relations internationales. Le gouvernement fédéral a « pris en otage le secrétaire général de la francophonie qui ne pouvait pas refuser le programme de l'État canadien. Il a été utilisé et reviendra amer de cette expérience », croit M. Simard. Ce dernier compte bien pouvoir, lors d'une visite à Paris d'ici quelques semaines, inviter de nouveau M. Boutros-Ghali au Québec, ce qui donnerait au gouvernement la main haute sur sa prochaine visite.

À Toronto hier, le principal intéressé, diplomate de carrière, tenait clairement à ne pas s'immiscer entre Ottawa et Québec. Il s'agit selon lui « d'une querelle de famille ». « Comme me l'a enseigné mon père, je ne dois pas m'en mêler », a-t-il répliqué.

Après une allocution devant la chambre de commerce et une rencontre avec le ministre ontarien des Affaires francophones, Noble Villeneuve, M. Boutros-Ghali a souligné voir d'un bon oeil la candidature de l'Ontario comme gouvernement participant, au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick, au sein de la francophonie. « Je serais heureux que cela survienne durant mon mandat qui doit durer encore trois ans. C'est une question de volonté politique. Il faut que le gouvernement fédéral canadien soit d'accord ainsi que les membres de l'organisation de la francophonie », a dit le secrétaire général.

À Québec, on souligne qu'il ne sera pas question de prendre prétexte du différend actuel avec Ottawa pour bloquer l'entrée de l'Ontario. Tout ce qui est favorable aux droits des francophones sera fait à moins qu'Ottawa n'en tire prétexte pour banaliser la présence du Québec autour de la table, explique-t-on. L'Ontario devrait être admis comme « observateur » au sommet de Moncton l'an prochain.

« On évaluera cette demande au mérite, il faudra voir si cela diluera le poids du Québec. C'est un peu ironique quand l'Ontario refuse de



PHOTO PC

Le secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali

se déclarer officiellement bilingue », a dit Sylvain Simard. Jamais l'Ontario n'avait jusqu'ici montré un intérêt pour les sommets francophones. « Pour l'instant, cette demande sera examinée sans état d'âme » et dissociée du différend actuel avec Ottawa, assure M. Simard.

Visite réduite

Au Québec, M. Boutros-Ghali devait livrer deux discours, l'un au Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), et l'autre à l'Université Laval. Les deux événements ont été annulés.

« La décision du CORIM m'a étonné; l'organisme reçoit tous les visiteurs importants, on n'y trouve pas une majorité de membres du Parti québécois. Mais il y a un sentiment général, on ne peut pas se mettre dans une situation où le Québec serait écarté dans la francophonie. Tout le monde l'a compris », a dit avec satisfaction M. Simard.

Tout ce qui restait de l'horaire de l'ancien numéro un de l'ONU au Québec était une rencontre avec le gouverneur général Roméo LeBlanc, vendredi, à la Citadelle de Québec et une visite à deux organismes relevant de la francophonie, l'Institut de l'énergie, à Québec et l'AUPEL-FUREF, une agence de coopération universitaire des pays francophones à Montréal.

À Ottawa hier, le bureau du premier ministre Chrétien a souligné que M. Boutros-Ghali restait disponible, aujourd'hui et demain, pour une rencontre avec le premier ministre Bouchard.

D'autres précédents

Mais maintenant sa porte fermée, le gouvernement Bouchard a ajouté aux précédents déjà cités pour réclamer que la tournée du dignitaire francophone, au Québec, se passe sous les auspices du gouvernement québécois. En septembre 1986, sous Robert Bourassa, les solliciteurs généraux des deux ordres de gouvernement s'étaient entendus pour que le volet sécurité relève du gouvernement qui avait fait l'invitation, donc de la SQ, quand, comme c'est le cas actuellement, M. Bouchard avait invité le secrétaire de la francophonie au Québec.

« On espère toujours que M. Bouchard va le rencontrer, mais c'est au gouvernement du Québec de prendre ses décisions », a indiqué la ministre fédérale de la Francophonie, Diane Marleau. « Nous, on suit les lois du Canada, les lois internationales. On reçoit M. Boutros-Ghali comme on reçoit tous les autres secrétaires généraux », a-t-elle dit au nom du gouvernement fédéral.

[Le Soleil]

Québec maintient son invitation pour une autre visite de Boutros-Ghali

Byline: Norman Delisle

QUEBEC (PC) - Le gouvernement québécois maintient son invitation au secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, pour une visite officielle au Québec plus tard cette année, a fait savoir mercredi le ministre des Affaires intergouvernementales, Sylvain Simard. Ce dernier a accusé mercredi le gouvernement fédéral d'avoir imposé "des conditions inacceptables" à l'occasion de la visite de M. Boutros-Ghali, de sorte que le secrétaire général de la Francophonie n'aura pas d'entretien officiel avec le premier ministre Lucien Bouchard, tel que prévu à l'origine. "La volonté d'Ottawa de banaliser le rôle international du Québec va monter les Québécois contre eux. Une politique fédérale qui consiste à isoler le Québec de la seule grande organisation internationale dont il fait partie est sans avenir", a dit M. Simard, mercredi, à son arrivée à la séance hebdomadaire du conseil des ministres. Des règles établies depuis 1970 établissaient que la visite au Québec de dirigeants francophones se faisaient sous l'autorité du gouvernement québécois. M. Boutros Boutros-Ghali "a été pris en otage" par le gouvernement canadien à l'occasion de son séjour. "Il a été utilisé et il reviendra amer de cette expérience où on l'a mis dans une situation qu'il n'a pas souhaitée", a accusé M. Simard. Si jamais le secrétaire général de la Francophonie revenait au Québec, "il reviendra invité et accueilli par le gouvernement du Québec, dans une visite totalement prise en charge par le gouvernement du Québec", a dit le ministre Simard. Il a rappelé que cette décision du Québec était conforme aux politiques établies, notamment sous les précédents gouvernements libéraux dirigés par Robert Bourassa. M. Simard a aussi insisté sur le fait qu'on retrouve au Québec 80 pour cent de tous les francophones d'Amérique du Nord, et que le Québec est un membre fondateur de la Francophonie. Entre-temps, les rencontres que M. Boutros-Ghali devait avoir à l'Université Laval, où il devait s'entretenir avec le recteur François Tavenas, et avec les membres de la Société des relations internationales du Québec ont été annulées. Mercredi, l'horaire préalable remis à la presse pour la visite de M. Boutros-Ghali ne contenait qu'une seule activité officielle: un banquet d'Etat vendredi à la Citadelle avec un représentant fédéral, le gouverneur général, Roméo Leblanc.

[Canadian Press]

Canada won't reopen high commission in Nigeria - yet

OTTAWA (CP) - The Department of Foreign Affairs says media reports of Canada planning to reopen its high commission in Nigeria are untrue. Nigerian state radio reported Wednesday that David Kilgour, secretary of state for Africa, made an announcement Wednesday about reopening the high commission in Nigeria following a meeting with senior Nigerian officials in the capital Abuja. But foreign affairs spokesman Sean Rowan said the reports are incorrect. He said Canada has yet to decide to reopen the commission, shut down in February of last year. However, he did say a diplomat will now be posted in the Canadian interest section of the U.S. embassy in the African country. High-level diplomatic relations between the two countries broke off about two years ago because of Nigeria's poor human rights record under the leadership of the late dictator Sani Abacha, who died suddenly in June. Canada had led calls for international sanctions against Nigeria. But recently, Canada has made overtures to Nigeria since its current leader, Gen. Abdulsalam Abubakar, took over and moved the country toward democracy. Radio Nigeria quoted Kilgour as saying Canada's relations with Nigeria had improved "tremendously." A statement from Nigeria's presidency said Abubakar told the Canadian mission led by Kilgour the changes will continue. "General Abubakar said it was necessary to open windows of understanding and co-operation because in an independent world, no country could endure a life of isolation," the statement said. Canada announced last month it was considering reopening the commission, and planned to give financial and technical aid to support Nigeria's transition to democracy. Radio Nigeria also reported the country has sent a team of diplomats to Ottawa to reopen its high commission in Canada, which has been closed since September 1996.

Quebec reinvitera Boutros-Ghali

L'Ontario demande à être reconnue comme gouvernement participant au sein de la francophonie

DENIS LESSARD et
MARTIN VALLIERES

La visite officielle du secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, au Québec s'est rétrécie comme peau de chagrin hier. Le gouvernement Bouchard a, par lettre, rappelé aux organismes qui avaient invité l'ancien secrétaire de l'ONU les raisons du mécontentement de Québec, écarté de l'organisation de la tournée de M. Boutros-Ghali.

« Ottawa a dû se rendre compte que cette volonté de banaliser le rôle du Québec va monter les gens contre eux », a lancé hier Sylvain Simard, ministre québécois des Relations internationales. Le gouvernement fédéral a « pris en otage le secrétaire général de la francophonie qui ne pouvait pas refuser le programme de l'État canadien. Il a été utilisé et reviendra amer de cette expérience », croit M. Simard. Ce dernier compte bien pouvoir, lors d'une visite à Paris d'ici quelques semaines, inviter de nouveau M. Boutros-Ghali au Québec, ce qui donnerait au gouvernement la main haute sur sa prochaine visite.

À Toronto hier, le principal intéressé, diplomate de carrière, tenait clairement à ne pas s'immiscer entre Ottawa et Québec. Il s'agit selon lui « d'une querelle de famille ». « Comme me l'a enseigné mon père, je ne dois pas m'en mêler », a-t-il répliqué.

Après une allocution devant la chambre de commerce et une rencontre avec le ministre ontarien des Affaires francophones, Noble Villeneuve, M. Boutros-Ghali a souligné voir d'un bon oeil la candidature de l'Ontario comme gouvernement participant, au même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick, au sein de la francophonie. « Je serais heureux que cela survienne durant mon mandat qui doit durer encore trois ans. C'est une question de volonté politique. Il faut que le gouvernement fédéral canadien soit d'accord ainsi que les membres de l'organisation de la francophonie », a dit le secrétaire général.

À Québec, on souligne qu'il ne sera pas question de prendre prétexte du différend actuel avec Ottawa pour bloquer l'entrée de l'Ontario. Tout ce qui est favorable aux droits des francophones sera fait à moins qu'Ottawa n'en tire prétexte pour banaliser la présence du Québec autour de la table, explique-t-on. L'Ontario devrait être admis comme « observateur » au sommet de Moncton l'an prochain.

« On évaluera cette demande au mérite, il faudra voir si cela diluera le poids du Québec. C'est un peu

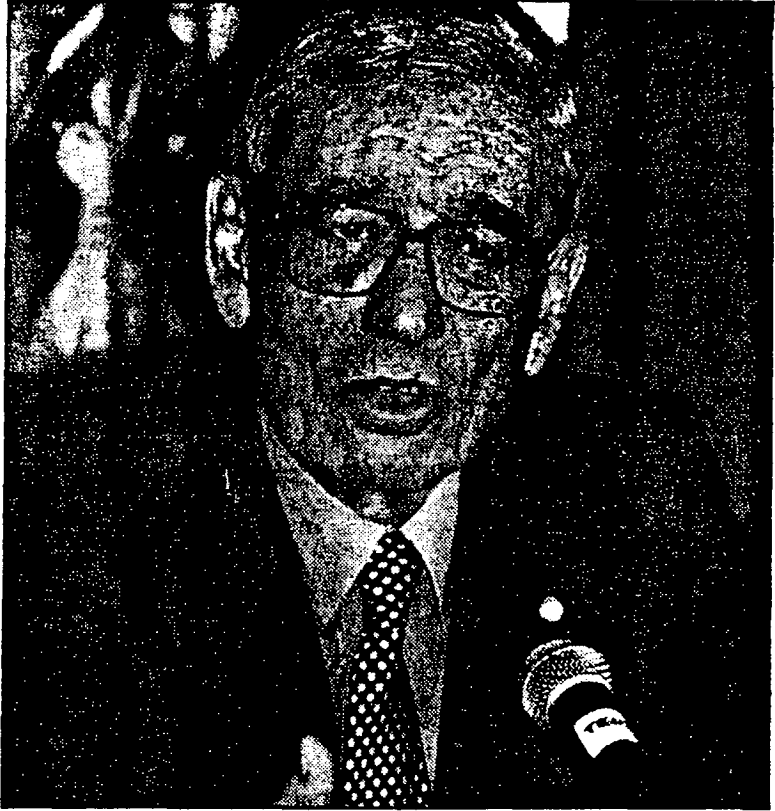


PHOTO PC

Le secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali

se déclarer officiellement bilingue », a dit Sylvain Simard. Jamais l'Ontario n'avait jusqu'ici montré un intérêt pour les sommets francophones. « Pour l'instant, cette demande sera examinée sans état d'âme » et dissociée du différend actuel avec Ottawa, assure M. Simard.

Visite réduite

Au Québec, M. Boutros-Ghali devait livrer deux discours, l'un au Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), et l'autre à l'Université Laval. Les deux événements ont été annulés.

« La décision du CORIM m'a étonné; l'organisme reçoit tous les visiteurs importants, on n'y trouve pas une majorité de membres du Parti québécois. Mais il y a un sentiment général, on ne peut pas se mettre dans une situation où le Québec serait écarté dans la francophonie. Tout le monde l'a compris », a dit avec satisfaction M. Simard.

Tout ce qui restait de l'horaire de l'ancien numéro un de l'ONU au Québec était une rencontre avec le gouverneur général Roméo LeBlanc, vendredi, à la Citadelle de Québec et une visite à deux organismes relevant de la francophonie, l'Institut de l'énergie, à Québec et l'AUFEL-FUREF, une agence de coopération universitaire des pays francophones à Montréal.

À Ottawa hier, le bureau du premier ministre Chrétien a souligné que M. Boutros-Ghali restait disponible, aujourd'hui et demain, pour une rencontre avec le premier ministre Bouchard.

D'autres précédents

Mais maintenant sa porte fermée, le gouvernement Bouchard a ajouté aux précédents déjà cités pour réclamer que la tournée du dignitaire francophone, au Québec, se passe sous les auspices du gouvernement québécois. En septembre 1986, sous Robert Bourassa, les solliciteurs généraux des deux ordres de gouvernement s'étaient entendus pour que le volet sécurité relève du gouvernement qui avait fait l'invitation, donc de la SQ, quand, comme c'est le cas actuellement, M. Bouchard avait invité le secrétaire de la francophonie au Québec.

« On espère toujours que M. Bouchard va le rencontrer, mais c'est au gouvernement du Québec de prendre ses décisions », a indiqué la ministre fédérale de la Francophonie, Diane Marleau. « Nous, on suit les lois du Canada, les lois internationales. On reçoit M. Boutros-Ghali comme on reçoit tous les autres secrétaires généraux », a-t-elle dit au nom du gouvernement fédéral.

Éditorial

Bonjour la visite!

6

Ginette Gagnon

C'est le Secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, en visite au pays ces jours-ci, qui écope du nouvel épisode de la guerre des drapeaux entre Québec et Ottawa.

Parce que sa visite a été prise en charge par le ministère des Affaires extérieures et non par Québec, le premier ministre Lucien Bouchard a choisi de créer un incident diplomatique en boudant carrément cette visite. Une attitude tout à fait puérile.

Que nos politiciens d'un côté ou de l'autre de la rivière des Outaouais trouvent l'énergie de se creper le chignon autour de querelles futiles concernant les tapis rouges et les privilèges diplomatiques est déjà déprimant. Que l'on jette dans l'embarras un dignitaire étranger de passage chez nous, qui n'a rien à y voir, est proprement inacceptable.

C'est vrai que le Québec, comme le Nou-

veau-Brunswick, ont obtenu, il y a quelques années, un statut de gouvernement participant lors des Sommets de la francophonie, aux côtés du Canada qui reste, il n'est pas inutile de le souligner, le deuxième plus important bailleur de fonds de cette organisation internationale, après la France. Une organisation regroupant 49 gouvernements à travers le monde «ayant le français en partage» et n'étant pas nécessairement francophones à part entière.

M. Boutros-Ghali est venu au Canada pour dix jours en préparation du prochain Sommet de la francophonie qui aura lieu, l'an prochain, à Moncton. C'est le ministère des Affaires extérieures qui a pris en charge sa visite qui le mènera de Frédéricton à Toronto en passant par Sudbury, Québec et Ottawa. Le Nouveau-Brunswick, même s'il sera l'hôte de cette rencontre internationale, n'y a pas vu là matière à grimper dans les rideaux. Le Québec, oui.

Si le Sommet devait se tenir au Québec et que le coeur du voyage de M. Boutros-Ghali s'y

déroule, on aurait pu comprendre que Québec veuille diriger les opérations et revendiquer un peu plus de visibilité et de responsabilité. Mais l'ancien Secrétaire général des Nations Unies ne sera que de passage au Québec. Y avait-il là matière à soulever toute une polémique parce que c'est la GRC et non la Sûreté du Québec qui va l'escorter aujourd'hui? Parce que c'est Ottawa qui va ramasser la facture? Où est le scandale?

On comprend aussi que le Québec soit chatoilleux sur ses relations avec le monde de la francophonie, mais sa place comme gouvernement participant au prochain sommet n'est pas remise en cause non plus. Il demeure participant et non spectateur. Il gardera tout le loisir de s'y mettre en vedette s'il le désire. Où ça le recul, l'affront épouvantable fait au Québec?

En faisant de l'esbroufe pour une question aussi peu significative pour le Québec, non seulement le premier ministre Bouchard ne marque pas de points sur l'échiquier politique, mais il projette plutôt l'image d'un Québec mauvais coucheur.

Trois - Rivières

Le Nouvelliste

10 SEPT. 1998



6. 2.38 Michel Cormier à Québec. Le Secrétaire général de la Francophonie, «Boutros» Boutros-Ghali, n'aura finalement pas d'entretien officiel avec le Premier ministre du Québec, Lucien Bouchard. Les rencontres avec le maire de Québec et le recteur de l'Université Laval ont également été annulées. Le gouvernement québécois accuse Ottawa d'avoir pris en otage M. Boutros-Ghali qui est présentement au Canada afin de préparer le Sommet de la Francophonie qui se déroulera dans un an à Moncton, au Nouveau-Brunswick.

13. 2.00 Don Murray à Moscou. Le président Boris Eltsine a retiré la candidature de Viktor Tchernomyrdine au poste de Premier ministre. La Douma avait déjà refusé sa candidature à deux reprises. Le président Eltsine a aussitôt présenté la candidature du ministre sortant des Affaires étrangères Evgueni Primakov. Monsieur Primakov, âgé de 68 ans, a été soutenu ces derniers jours tant par les communistes que par l'opposition réformiste.

MURRAY : La Douma va presque certainement entériner la nomination de Primalov demain. Après presque un mois, un vide politique sera comblé. Mais, même avec un nouveau premier ministre, le pays n'aura pas de plan économique ni d'équipe économique pour le sortir de cette crise financière profonde.

14. 0.25 En Irlande du Nord, David Trimble, le Protestant modéré qui dirige le gouvernement d'Ulster, a rencontré en tête à tête Gerry Adams, le leader du Sinn Fein. Les deux hommes ont notamment discuté du désarmement des groupes paramilitaires. Par ailleurs, le chef de police d'Ulster a annoncé la fin des patrouilles militaires à Belfast dès cette fin de semaine.

15. 0.22 Au Cambodge, les manifestations antigouvernementales ont pris de l'ampleur aujourd'hui malgré la violente répression policière. Cinq mille personnes ont défilé devant le palais royal. La manifestation a été menée par de jeunes moines bouddhistes. Un manifestant a été tué lorsque la police anti-émeute a ouvert le feu. Les autorités paraissent impuissantes à maîtriser la situation.

FIN DU SOMMAIRE

[Agence France Presse English]
Mandela to make state visit to Canada September 24-25

Byline:

Dateline:

Section: *International News*

Page: Length:

Date: *Thu 10 Sep 1998* Edition:

OTTAWA, Sept 10 (AFP) - South African President Nelson Mandela will make a state visit to Canada on September 24-25, Canadian Prime Minister Jean Chretien announced Thursday.

While in Canada, Mandela will meet with Chretien, Governor General Romeo LeBlanc, Foreign Minister Lloyd Axworthy and International Trade Minister Sergio Marchi.

In an honour rarely granted, Canada's two houses of parliament will have a joint meeting on September 24 to welcome Mandela.

The South African president will be in Toronto on September 25 to attend the launch at the Toronto SkyDome sports stadium of the Canadian Friends of the Nelson Mandela Children's Fund.

Announcing the visit, Chretien said of Mandela: "He is a living symbol of two historic movements that have defined the 20th Century: equality and democracy."

ÉBAUCHE / DRAFT

**Le vendredi 11 septembre 1998
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

AVIS AUX MÉDIAS

**DIANE MARLEAU ACCOMPAGNERA BOUTROS BOUTROS-GHALI,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FRANCOPHONIE,
AU COURS DE SA VISITE À L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE**

OTTAWA — L'honorable Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, accompagnera Boutros Boutros-Ghali au cours de sa visite à l'Université Laurentienne, à Sudbury. M. Boutros-Ghali donnera à cette occasion une conférence sur la nouvelle orientation de la Francophonie. À leur arrivée à l'Université Laurentienne vers 18 h 30, M. Boutros-Ghali et M^{me} Marleau seront disposés à accorder des entrevues. Les représentants des médias sont aussi invités à assister à la conférence, qui commencera à 19 h.

DATE : Le samedi 12 septembre 1998

HEURE : 18 h 30

LIEU : Salle FA-181, édifice Fraser,
Université Laurentienne
Sudbury (Ontario)

- 30 -

Renseignements : Bureau des relations avec les médias
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Tél. : (819) 953-6534

ÉBAUCHE / DRAFT

**Friday, September 11, 1998
FOR IMMEDIATE RELEASE**

MEDIA ADVISORY

**DIANE MARLEAU TO ACCOMPANY BOUTROS BOUTROS-GHALI, SECRETARY
GENERAL OF LA FRANCOPHONIE, ON VISIT TO LAURENTIAN UNIVERSITY**

OTTAWA — The Honourable Diane Marleau, Minister for International Cooperation and Minister responsible for La Francophonie, will accompany Mr. Boutros-Ghali during his visit to Laurentian University in Sudbury. Mr. Boutros-Ghali will meet students and speak about new directions for La Francophonie. Mr. Boutros-Ghali and Madame Marleau will be available for media interviews upon their arrival at Laurentian University at 6:30 p.m. Media representatives are also invited to attend Mr. Boutros-Ghali's presentation, to begin at 7:00 p.m.

DATE: Saturday, September 12, 1998

TIME: 6:30 p.m.

LOCATION: Room FA-181, Fraser Building
Laurentian University
Sudbury, Ontario

- 30 -

Information: Media Relations Office
Canadian International Development Agency (CIDA)
Tel.: (819) 953-6534

113

Le Droit, 14/09/93

Bouchard a été trop loin

Surprise des soubresauts des derniers jours, la ministre de la Francophonie Diane Marleau estime que le premier ministre Lucien Bouchard est allé «un peu loin» en annulant sa rencontre avec le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali.

Presse Canadienne
Ottawa

«Je trouve ça difficile d'accepter qu'ils ne verront pas M. Boutros Boutros-Ghali, une personne qu'ils ont soutenue lors des dernières rencontres de la francophonie et qui est maintenant le nouveau secrétaire général», a déclaré hier M^{me} Marleau, au cours d'un entretien avec la *Presse Canadienne*.

«Ils sont allés un peu loin, il faut le dire. C'est leur décision. Nous ne nous imposons pas, s'ils ne veulent pas le rencontrer, libre à eux.»

M^{me} Marleau ne s'explique pas les vives protestations du Québec au sujet de la visite du secrétaire général de la Francophonie. Les préparatifs allaient bon train en juin et juillet. Rien n'avait laissé présager cette tempête politique, dit la ministre.

«C'est seulement depuis deux semaines que tout à coup, on commence à dire que ça ne fonctionnait pas, a-t-elle ajouté. Ça nous a pris par surprise. On ne s'attendait pas à ça, parce que tout avait été bien planifié, tout allait bien, l'ordre du jour avait été arrêté.»

M. Bouchard a annulé son tête-à-tête avec le haut responsable de la francophonie afin de protéger les prérogatives du Québec au sein de l'organisme.

Québec a accusé le fédéral de ne pas respecter une entente voulant que la province prenne en charge la visite des représentants de la francophonie sur son territoire. M. Bouchard a renoncé à sa rencontre pour ne pas donner le signal qu'il acceptait «l'érosion» des pouvoirs du Québec sur la scène internationale et la tutelle d'Ottawa.

Or, selon M^{me} Marleau, il ne s'agit pas d'une question de «tutelle», mais d'une question de «sécurité».

M. Boutros Boutros-Ghali n'est pas un simple fonctionnaire de la Francophonie, a-t-elle souligné. Il occupe de nouvelles fonctions importantes, le poste de secrétaire général. Le fédéral compare les fonctions de celui-ci à celles du secrétaire général du Commonwealth.

«Et souvenez-vous que M. Boutros Boutros-Ghali a été aussi secrétaire général des Nations unies. Ça pose des défis un peu plus sérieux...»

«On avait proposé d'offrir la sécurité comme on le fait pour tous les autres visiteurs de même niveau, c'est pourquoi ça nous a surpris.»

Selon M^{me} Marleau, il n'est surtout pas question «d'érosion des pouvoirs» du Québec, dit-elle. Le Québec a son rôle à jouer au sein

de la francophonie, a-t-elle avancé, mais c'est le Canada qui «est porteparole au niveau politique».

Elle souhaite que les tensions Québec-Canada se dissipent d'ici le Sommet de la francophonie en septembre prochain à Moncton.

«Le sommet est un événement important et il faut s'assurer à l'avance qu'on n'ait pas de scénario comme celui-là, parce qu'au niveau international, on n'a pas l'air très grand et on est le deuxième plus grand bailleur de fonds de la francophonie.»

«On est un pays qui a beaucoup d'influence et lorsqu'on a des malentendus comme celui-ci, on devrait garder ça chez nous et on ne devrait pas s'en servir dans les contextes international ou multilatéral», a renchéri la ministre.



ARCHIVES
Diane Marleau

Presse Canadienne
Montréal

Une coalition qui regroupe une vingtaine d'organismes se bat pour garder... des êtres humains dans les banques et des heures d'ouverture raisonnables.

La Coalition pour le maintien des services bancaires demande au gouvernement fédéral de tenir une consultation publique pour étudier tout le dossier du maintien des services personnalisés: la fusion des banques, le maintien des succursales dans les petites localités, l'accès au crédit, les heures d'ouverture réduites, la multiplication des guichets automatiques et la disparition graduelle des services personnalisés pour les opérations courantes.

«Le ministre doit intervenir pour maintenir l'approche client, les services personnalisés», plaide le président de la FTQ Clément Godbout, en conférence de presse hier à Montréal.

«On a déshumanisé le service

pour remplacer les gens par des machines», se plaignait M. Godbout, qui se faisait le porte-parole de milliers de clients des banques et caisses mécontents de la réduction des services et des heures d'ouverture.

À ses côtés, les représentants des producteurs agricoles ont été chéris: dans certaines régions, il faut parcourir une dizaine de kilomètres pour avoir accès aux services bancaires, relate M. La Pellerin, de l'Union des producteurs agricoles. «Essayez de présenter un projet final quand il n'y a qu'une banque dans le village et qu'on vous dit s'exclamaient-il.

M^{me} Louise Rozon, d'Organisation des consommateurs, soulignait d'après leur étude, 25 % des consommateurs n'utilisent jamais le guichet automatique. La proportion passe à 37 % chez les gens à revenu élevé et 60 % chez les gens non scolarisés. Il est donc faux de

Vendeur du mois d'août



Robert Desjardins

La direction de Rodgers Dodge Chrysler Jeep de Buckingham désire souligner la performance de Robert Desjardins durant le mois d'août. Robert possède un bagage d'expérience de plus de 15 ans au service des gens de l'Outaouais. Nous vous invitons à venir le rencontrer.

Passer-y!
Passer-y!



Rodgers Dodge Chrysler Jeep

135, Avenue Lépine, Buckingham
(Voisin des Galeries de Buckingham)

986-8099

SERVICE CINQ ÉTOILES

CHRYSLER

★★★★★

LE RANCH DU CUIR

!!!Dessinateur, Fabricant!!!

Tous styles! Toutes couleurs!
Toutes tailles!



Jusqu'à **70%** sur marchandise sélectionnée

Prix imbattables pour qualité, sélection, et durabilité avec service à vie.

Les Promenades de l'Outaouais

561-5757

Meur à

Une présentation de



en collaboration avec



Distinctive Designs

RCA

POUR PA



Écoutez GJ et 19 h po



Inscrivez e dessous et rue Belleh

Déposez à CJRC 115
105, rue I
Gatineau

Nom :

Adresse :

No. de téléphone :

Date des indices :

Indice 1

Règlements

Boutros Boutros-Ghali assistera à la fermeture

500 entrepreneurs de 31 pays francophones réunis à Ottawa

SYLVAIN ST-LAURENT
Le Droit

Près de 500 entrepreneurs du Canada et du monde sont débarqués au Centre des congrès d'Ottawa, hier, pour participer au deuxième mondial d'entrepreneuriat jeunesse.

L'événement, qui durera toute la fin de semaine, se veut une gigantesque foire commerciale pour les jeunes entrepreneurs de 18 à 35 ans. Venus de 31 pays francophones, ils auront l'occasion d'y rencontrer des gens oeuvrant dans des milieux d'affaires très diversifiés et d'y établir un réseau de contacts.

Tout au long du week-end, les participants auront l'occasion de participer à de nombreuses conférences et ateliers. En tout, près d'une trentaine de

panels d'information seront donnés sur une myriade de sujets relatifs au commerce, au commerce international, jusqu'à la promotion et la rédaction de plans d'affaires.

Le coeur du mondial demeure cependant le Centre d'affaires, un espace d'échange où les jeunes entrepreneurs pourront se rencontrer et échanger en présence de spécialistes en commerce international et de gens des milieux d'affaires.

Il s'agit du deuxième événement de la sorte à être organisé dans la capitale nationale. Le premier, en 1996, avait remporté un vif succès. « Cette année, nous garderons une formule similaire, puisqu'elle avait eu beaucoup de succès. Mais nous avons quand même pris de l'expansion », a déclaré au *Droit* le président de l'événement, Alain Bisson.

Au chapitre des nouveautés, on compte le Prix Mondial de l'entrepreneuriat jeunesse. Il s'agit d'une bourse de 50 000 \$ en espè-

ces ou en services au réseau d'entrepreneurs qui aura créé le meilleur plan d'affaires.

L'événement se clôturera diman-

che par une cérémonie en présence du secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali.

cette réunion ne portent pas sur le chauffage public mais concernent les secteurs de l'éducation et de la santé. Essentiellement, l'on demande au gouvernement: a) d'étendre l'application de la loi 101 aux écoles primaires qui ne sont pas subventionnées; b) de modifier la Charte de la langue de telle sorte que toute permission obtenue au Québec un diplôme d'études secondaires francophones de 1985-1986 soit réputée valoir la connaissance de la langue de la province au même titre que toute permission obtenue un certificat d'études secondaires anglophones de

tion au Québec

Interviendra pas Hydro Ontario

d'Hydro Ontario n'exécède pas le plafond d'émissions provinciales, convenu entre les provinces canadiennes en 1985 et qui sert d'objectif central à la réglementation ontarienne sur les pluies acides. Quant à la pollution provoquée par les achats d'électricité polluante dans le Midwest, M. Draper estime qu'elle ne peut en aucun cas dépasser les plafonds en vigueur de l'autre côté de la frontière. Certes, reconnaît-il, une réglementation générale qui porterait sur la consommation globale d'énergie serait plus embêtante pour Hydro Ontario car elle permettrait de comptabiliser dans son bilan énergétique sa production thermique et ses achats à l'étranger. Cela deviendra peut-être une réalité le jour où la question des gaz à effet de serre sera intégrée au contrôle des émissions acides (SO₂) et aux précurseurs du smog. Mais pour l'instant, précise le haut fonctionnaire fédéral, Ottawa travaille sur deux fronts. D'abord, le gouvernement fédéral discutera avec les gouvernements provinciaux cet automne, lors d'une rencontre conjointe des ministres de l'Environnement et de l'Énergie, de la possibilité d'implanter des normes plus sévères sur les émissions acides. Ces nouvelles normes cibleraient essentiellement l'Ontario.

Le gouvernement fédéral est responsable du contrôle de la pollution frontalière

texte qui a pour effet d'interdire aux francophones qui ne sont pas bilingues l'accès à des centaines de postes du secteur de la santé, du fait que la disposition E5 exige et y désigne la présence de titulaires possédant la connaissance de l'anglais.

Outre la langue, c'est le manque de ferveur souverainiste qui alimente les angoisses péquistes.

La région de Montréal-Centre invite les membres du conseil national à réaffirmer la nécessité de tenir un référendum sur la souveraineté à l'intérieur du prochain mandat du gouvernement. Le comté de Vachon demande au gouvernement, «qui s'est engagé à créer les conditions gagnantes pour un référendum», de faire la promotion de la souveraineté de façon continue.

au peuple du Québec, «qui l'exerce par ses représentants élus et par référendum, nonobstant la loi constitutionnelle de 1982».

Par-delà, ces quelques sursauts d'impatience, il faut reconnaître que le sentiment ambiant au sein de la base militante est dénué de radicalisme. L'on peut même constater que l'humour est plutôt à la complaisance. Dans cet état d'esprit, plusieurs associations de comtés ont voté des motions de félicitations au ministre Guy Chevrette pour sa gestion des revendications des Micmacs ainsi qu'aux ministres Pauline Marois et Bernard Landry pour avoir consenti cinq dollars par jour par place en garderies scolaires.

Pour le reste, la matière soumise à la discussion est inapte à susciter un

de l'indignation. A peine quelques-unes des 42 résolutions sont dignes de mention, celles qui recommandent que les élections générales soient tenues dans les meilleurs délais; qu'elles aient lieu dorénavant le dimanche pour encourager la participation des travailleurs bénévoles; que le gouvernement refuse de contribuer financièrement à la construction d'un nouveau stade de baseball pour les Expos de Montréal; que le conseil national incite le député Jean Garon à être à nouveau candidat dans le comté de Lévis; que la ministre du Revenu cesse de harceler les travailleurs qui vivent de pourboires; qu'une fois par mois, le premier ministre Bouchard s'empare de l'antenne de Télé-Québec, qu'il s'adresse directement aux Québécois, qu'il leur vende sa salade et qu'il en fasse une tradition.

Francophonie

Charest défend le statut du Québec

LE DEVOIR
11103198

Québec — Le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, estime qu'il «ne peut pas et qu'il ne doit pas y avoir de recul» au sujet du statut du Québec au sein de la Francophonie. «Il faut être ferme, dit-il. C'est important pour l'avenir du Québec que ce statut-là soit respecté.» M. Charest réagissait à la polémique entourant la visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali. Il a dit regretter que ce genre de «chicane» survienne sur des sujets où «il serait facile de s'entendre». Le premier ministre Lucien Bouchard a reporté l'invitation qu'il a faite à M. Boutros-Ghali car Ottawa imposait au Québec des conditions que Québec ne pouvait accepter, soit le fait que le dignitaire était pris en charge par le gouvernement fédéral, notamment la GRC pour le volet de la sécurité, sur le territoire du Québec. Le gouvernement a fait connaître

l'existence d'une entente survenue en 1986 sous les gouvernements Mulroney et Bourassa dans laquelle les solliciteurs généraux se sont entendus pour que le volet de la sécurité relève de la SQ plutôt que de la GRC sur le territoire québécois lors de la visite d'un dignitaire qui fait l'objet d'une invitation du gouvernement du Québec. Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a soutenu hier pour sa part que M. Bouchard n'avait pas le choix et que tout autre chef politique aurait agi de la même façon.

Il s'est demandé quel plaisir pouvait éprouver le premier ministre Jean Chrétien à faire ce genre de «petits coups bas au Québec, des cheap shots», dit-il. Dans la foulée de la décision de M. Bouchard, le recteur de l'Université Laval et le maire de Québec ont également annulé les rendez-vous qu'ils avaient avec M. Boutros-Ghali. Deux conférences qu'il devait prononcer ont aussi été annulées.

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

L'archevêché de Montréal et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ont repris la défense hier des centaines de réfugiés chiliens qui sont contraints à la clandestinité parce qu'ils ne veulent pas retourner dans leur pays.

Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal, et Gerald Larose, président de la CSN, ont demandé au ministre québécois des Relations avec les citoyens, André Boisclair, de faire preuve d'ouverture et d'humanité envers ces réfugiés, dont plusieurs sont déjà bien intégrés à la société québécoise. Plusieurs de ces réfugiés vivent au Québec depuis plusieurs années, mais sont privés des services de base, dont les soins de santé et l'accès à l'éducation de leurs enfants, parce qu'ils sont des citoyens clandestins. Après avoir soutenu une grève de la faim menée par les Chiliens durant plusieurs semaines au printemps dernier, M. Larose et Mgr Turcotte, ainsi que des représentants d'une kyrielle d'autres organisations, se sont dits déçus de l'attitude des fonctionnaires de l'immigration dans ce dossier.

Accrocs

Plusieurs des demandeurs du statut de réfugié ont été harcelés, maltraités et parfois torturés dans leur pays. Or, le Canada ne favorise pas l'accueil de réfugiés du Chili depuis que cet Etat a été reconnu comme démocratique. Pourtant, après 20 ans de culture policière, la torture est encore présente dans l'appareil policier chilien.

Ces accrocs aux droits de la personne sont d'ailleurs reconnus par Amnesty Internationale.

A Montréal, on rencontre des cas comme celui de Raúl Reyes Rodríguez, par exemple, un soudeur qui a tenté de retourner au Chili à la fin des années 80, dans l'espoir de profiter du renouveau démocratique qui se levait sur le pays. En 1995, l'homme

OPINIONS

A CAPITALE

RRE DES MARAIS II

LACASSE

LAVOIE

JES SAMSON

EL SAMSON

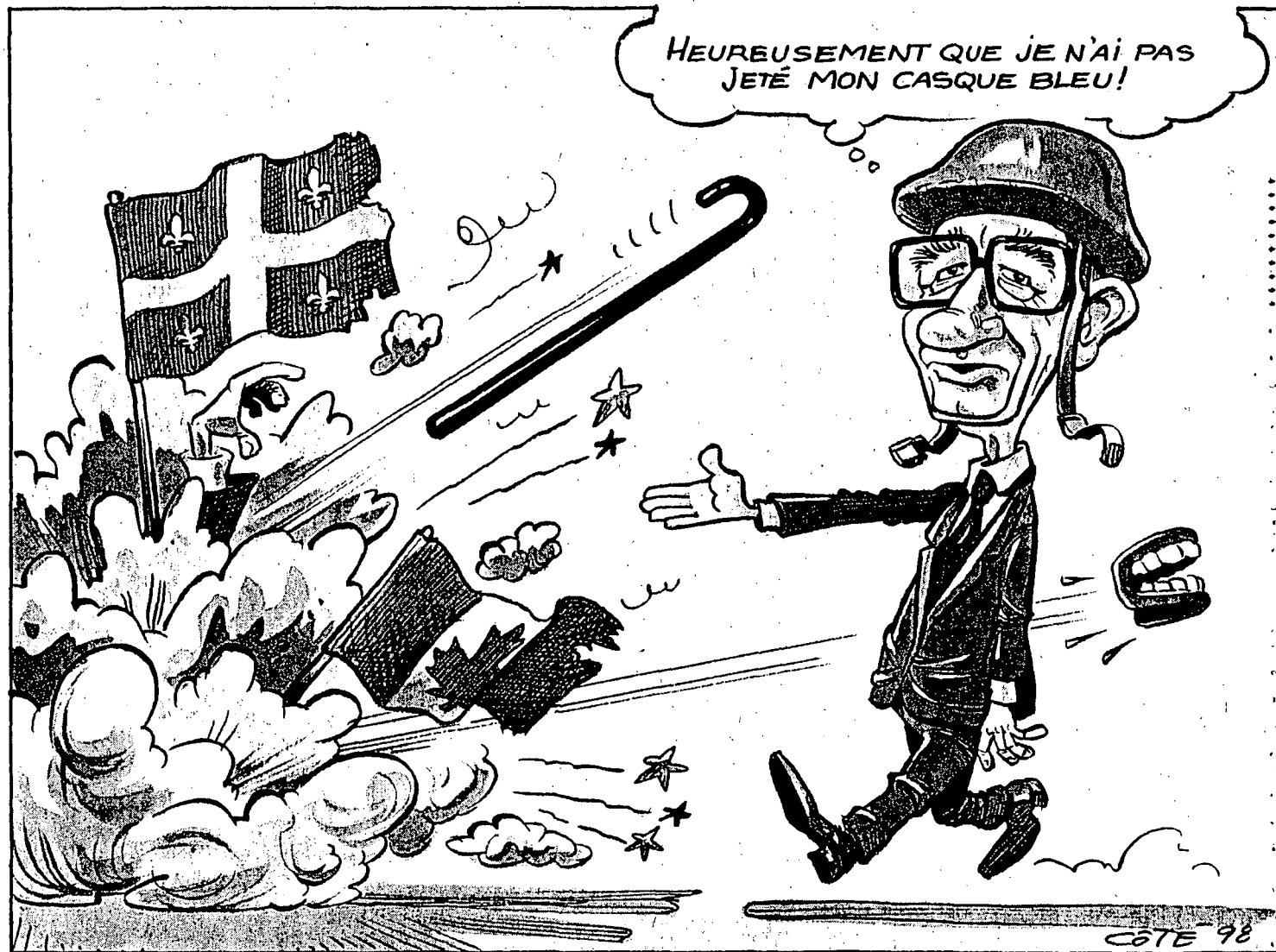


nsion 1 B

a Francophonie avait
oy plutôt que Boutros
serait-il imposé de la
sation du volet québé-
aut fonctionnaire de
ternationale ?

risque du ridicule au-
ien secrétaire général
bien le gouvernement
inistère des Affaires
Ottawa qui ont voulu
isite de M. Ghali pour
is le niveau très pro-
vernement Bouchard
ébec.

chard était justifié



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur GILBERT LACASSE

Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE

Directeur de l'éditorial J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information MICHEL SAMSON

ÉDITORIAL

Une extension du plan B

Si le secrétaire général de la Francophonie avait eu pour nom Jean-Louis Roy plutôt que Boutros Boutros-Ghali, Ottawa se serait-il imposé de la même façon dans l'organisation du volet québécois de la visite du plus haut fonctionnaire de cette jeune organisation internationale ?

Poser la question, c'est y répondre.

Évidemment que non, tellement le risque du ridicule aurait été évident. Le prestige de l'ancien secrétaire général des Nations unies servait toutefois bien le gouvernement Chrétien et les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures à Ottawa qui ont voulu profiter de la visite de M. Ghali pour rappeler à tous le niveau très provincial du gouvernement Bouchard qui siège à Québec.



J. Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

Lucien Bouchard était justifié d'annuler la rencontre prévue avec Boutros-Ghali. Le Québec a arraché depuis le début des années 1960, pouce par pouce, une petite place sur la scène internationale. Chaque droit de parole, chaque entente sectorielle, chaque pas en avant dans les visites officielles ont été gagnés de haute lutte, très souvent à la suite d'astuces, en empruntant les corridors de la langue, de la culture et de l'éducation. Depuis Jean Lesage jusqu'à Lucien Bouchard, chaque premier ministre a toujours vu l'importance de cette démarche d'affirmation internationale du Québec. Aucun n'aurait accepté un recul majeur, conscient que le plus petit gain de l'un de ses prédécesseurs relevait de *L'art de l'impossible*, selon le titre du récit qu'en a fait Claude Morin.

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a pour sa part été associé de très près dans une vie antérieure à l'internationalisation du Québec. Pionnier d'abord en tant que directeur de la coopération extérieure au ministère des Affaires culturelles en 1966, coordonnateur des visites des chefs d'État à Expo 67, fondateur de l'Office franco-québécois pour la jeunesse et plus tard délégué du Québec à Bruxelles, M. L'Allier a vite emboîté le pas et décidé lui aussi qu'il ne recevrait pas Boutros Boutros-Ghali. Il s'agit certes d'un geste politique mais qu'il serait très simpliste d'attribuer à la seule allégeance souverainiste de l'actuel maire de Québec. Sa sensibilité au difficile cheminement du Québec l'aura sans doute guidé mais M. L'Allier est aussi maire d'une capitale. À ce titre, il est amené très souvent à jouer un rôle actif dans la diplomatie québécoise. Il était ainsi autorisé à manifester, comme il l'a fait, son désaccord avec l'attitude arrogante d'Ottawa. Son appui dans ce cas est allé à l'État québécois et non au gouvernement Bouchard. C'est ainsi qu'il faut lire également celui du recteur de l'université Laval, François Tavenas. Souhaiterions-nous que ces personnes occupant des postes d'autorité ne soient que des potiches que l'on sort pour recevoir de la visite ? Certainement pas.

Des premiers sommets de la Francophonie à la présente Organisation internationale de la Francophonie, l'organisme a évolué vers une politisation de plus en plus affichée. Les relations internationales sont bien du champ d'Ottawa et le rôle de participant négocié pour le Québec (Lucien Bouchard était alors ministre à Ottawa) devra nécessairement être ajusté. Le gouvernement Chrétien cherche cependant, à quelques mois du Sommet qui sera tenu en 1999 au Nouveau-Brunswick à réduire le Québec dans la Francophonie au rang de sa voisine des Maritimes et à celui qui sera bientôt octroyé sans doute à l'Ontario, en tant que province bilingue. Le plan B se raffine.

Le maire de la capitale n'est pas une potiche



L'amiante peut être utilisé de façon sécuritaire

(Lettre à M. Gilbert Lacasse, président et éditeur, LE SOLEIL)

L'article et la manchette « L'amiante à la poubelle — Discrètement, l'université Laval se débarrasse de la fibre controversée » parus en page frontispice de votre édition du 23 août 1998 suscitent chez moi un questionnement de fond quant à son impact potentiel.

En effet, une telle manchette m'apparaît susceptible d'amener le lecteur à de parcellaires ou fausses perceptions à l'égard de l'amiante. À la limite même, elle peut inspirer qu'il n'y ait aucune forme possible d'utilisation sécuritaire de l'amiante ou de produits à base d'amiante.

Pourtant, l'information relative aux nombreux avantages et qualités de l'amiante ainsi qu'à son usage sécuritaire foisonne à travers le monde et, plus spécifiquement, au Québec. La transparence, la quantité et la disponibilité de ces informations demeurent complètes. Je vous invite d'ailleurs à consulter les documents joints à la présente et issus notamment de délibérations tenues lors d'un congrès scientifique international à Montréal en septembre 1997.

Bien sûr, je ne peux passer sous silence, et les scientifiques eux-mêmes le reconnaissent, les risques pour la santé associés à l'usage passé de l'amiante. Les particules y étaient alors pulvérisées par floccage ; cependant, cette pratique a été abolie depuis la fin des années 1970 et ce, à travers le monde. Cette forme d'utilisation passée de l'amiante oblige cependant une gestion sérieuse des risques qui y étaient associés. Selon les scientifiques, à l'échelle internationale, plusieurs avenues s'offrent en cette matière dont notamment le défloccage là où l'amiante a été altéré ou son recouvrement dans le cas contraire.

Une saine gestion des risques du passé ne contredit pas cependant la possibilité de l'usage sécuritaire de l'amiante (c'est-à-dire de propriétés qui lui sont exclusives). Le bannissement de ce matériau ne s'avère certainement pas une solution à cette obligation de gestion responsable des risques.

Toute information objective devrait, à



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Le secrétaire général de la Francophonie refuse d'intervenir dans les chicanes de famille.

Plutôt amusé Boutros-Ghali ni surpris, ni déçu de la querelle entourant sa visite

MICHEL CORBEIL

Le Soleil 11/09/98

QUÉBEC — Avec le tact du diplomate de carrière qu'il est — et le sourire en coin de celui qui en a vu d'autres — Boutros Boutros-Ghali promet de revenir à Québec si, bien entendu, son « emploi du temps » le lui permet.

Rencontré hier, le secrétaire général de la Francophonie n'a paru nullement embarrassé par la querelle entre Québec et Ottawa, qui a amené le premier ministre québécois Lucien Bouchard à annuler sa rencontre avec lui et incité le maire de Québec et le recteur de l'université Laval à faire de même.

« Je ne suis pas du tout déçu » de la tournure des événements, a dit M. Ghali, avant de participer à une rencontre privée à l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie, seule activité officielle inscrite à son agenda, à part les multiples entrevues aux médias. Il n'a pas semblé surpris non plus par les événements, lui qui en est à son « septième ou huitième » séjour à Québec.

Tout au long de la journée, le dignitaire s'en est tenu à répéter aux journalistes que: « je ne veux pas intervenir dans les chicanes de famille. Écoutez, c'est un problème qui regarde et le Québec et le Canada », a-t-il dit au sujet de la controverse entre les gouvernements pour assurer sa sécurité. « Les protagonistes de cette querelle de drapeaux vont trouver une solution au plus vite. »

Celui qui a été déjà le numéro un de la diplomatie internationale lorsqu'il dirigeait l'ONU — l'Organisation des nations unies — s'est montré détendu, souriant et presque amusé par la situation.

— Quels souvenirs garderez-vous de Québec ?

— Excellents. J'ai pu parler à la presse. J'ai eu une belle journée. J'ai eu un beau soleil.

— Donneriez-vous suite à l'invitation que Lucien Bouchard veut vous adresser de revenir à Québec ?

— Tout dépend de mon emploi du temps. Sitôt que je retourne à Paris, j'ai un programme extrêmement chargé et j'étudierai cela.

Pour sa part, le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, a donné raison à Lucien Bouchard dans ce dossier. « Le Québec étant membre de cette organisation (la Francophonie), il pouvait difficilement accepter la façon dont cela a été fait. J'ai toujours de la misère à comprendre quel plaisir personnel le premier ministre (Chrétien) prend à faire des petits coups bas comme ça au Québec. »

Le chef du Parti libéral du Québec s'est montré plus réservé. Oui, a affirmé Jean Charest, Québec ne saurait tolérer un recul au sein de la Francophonie. Mais il a refusé de blâmer à Ottawa pour la querelle.

Par ailleurs, rapporte la *Presse canadienne*, la ministre fédérale de la Francophonie, Diane Marleau, s'est dite surprise des soubresauts des derniers jours, et estime que Lucien Bouchard est allé « un peu loin » en annulant sa rencontre avec le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali. Selon elle, il ne s'agit pas d'une question de « tutelle », mais de « sécurité ». « On avait proposé d'offrir la sécurité comme on le fait pour tous les autres visiteurs de même niveau, c'est pourquoi ça nous a surpris. »

Bouchard démolit les promesses de Charest

Le chef libéral s'engage à « créer un déficit de 2 MM\$ », estime le PM

■ MANCHESTER, New Hampshire (PC) — Le passé étant garanti pour l'avenir, selon le premier ministre Lucien Bouchard, le chef libéral Jean Charest et tous les autres libéraux sont mal placés pour proposer des baisses de taxes et d'impôts avant même que l'objectif de déficit zéro ne soit atteint.

Sur un ton de campagne électorale et après un discours fort apprécié par environ 300 gens d'affaires du New Hampshire réunis à Manchester, M. Bouchard a dû répondre en point de presse, hier, à son adversaire qui venait d'annoncer sa stratégie économique à Québec et promettre des réductions d'au moins 400 millions \$ par an au cours des cinq prochaines années.

« Durant leurs nombreuses années de pouvoir, a-t-il affirmé, les libéraux ont créé des déficits que le gouvernement du Parti québécois a été forcé d'éponger. « Je ne pense pas que les gens puissent accorder beaucoup de confiance à des promesses de politiciens en mal de se faire élire. »

Les engagements pris à Québec par son adversaire libéral démontrent, selon lui, une méconnaissance profonde des finances publiques lorsqu'on décide d'enlever les 2,2 milliards \$ de la Société générale de financement investis dans le développement de l'économie et la création d'emplois.

« Lorsqu'on prend des revenus pour les réinvestir, ils demeurent un actif, a dit M. Bouchard. Mais si ces revenus sont versés dans les dépenses, on crée un déficit. »

« Ce que le chef libéral est en train de nous promettre, c'est un déficit de 2 milliards \$. Je ne suis pas surpris, un

gouvernement libéral, c'est synonyme de déficit. »

Pour l'instant, le premier ministre ne veut pas relancer son adversaire en se prêtant à une surenchère en préférant attendre la campagne électorale pour préciser ses engagements. « Ce chapitre, tout en maintenant l'engagement à remettre aux contribuables en réductions de taxes et de 50% des surplus budgétaires.

« Il faut faire attention avant de mettre des choses, a-t-il expliqué.

« Il faut pouvoir tenir ses promesses. Je pense que quelqu'un nous dit qu'il va réduire sur cinq ans les impôts de trois milliards, faut bien qu'il nous

explique comment il va faire pour maintenir le niveau des dépenses dans la santé, l'éducation, et comment il va créer des emplois. »

Le chef du gouvernement a vu dans le discours de Jean Charest « des paroles creuses ».

Pour lui, et selon la théorie économique que défend son gouvernement, il est préférable d'avoir à sa disposition un excédent de capital de risque pour permettre à l'économie de progresser plutôt que de laisser aux seuls consommateurs de la relancer. « Ce que Jean Charest promet, a-t-il dit, c'est de dévaliser tout ce que le gouvernement fait pour plus, creuser un autre trou. »

« En mal
de se faire
élire »



OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

L'agitation des anglo-partitionnistes

L'été est bien fini. Chaque jour amène maintenant sa peine: mercredi c'est Bill Johnson qui se sent humilié. Jeudi c'est Guy Bertrand qui se dit pressé. Si je n'avais eu l'assurance de Mordecai Richler que Lucien Bouchard n'osera plus organiser de référendum, et la prédiction de Robert Kaplan, un futurologue américain, que « le Canada se sera désintégré d'ici 30 ou 40 ans », je crois que je n'aurais pas survécu à cette semaine de rentrée politique.

La campagne du président d'Alliance-Québec devrait nous faire sourire si elle n'avait, comme d'habitude, un grand retentissement à l'extérieur des frontières du Québec. Pensez à l'élan de sympathie qui submergera cette pauvre petite minorité anglaise du Québec qui se sent opprimée. Imaginez de quoi aura l'air son porte-parole, Bill Johnson, obligé de mettre sur pied une police de la langue. Je le vois déjà se promener dans les allées des magasins Eaton et Zellers, et dans les succursales des banques, avec sa règle à calculer et son Polaroid! Attachez-le! Enfermez-le! Boycottez-le mais faites quelque chose avant qu'on ne lui ferme la bouche avec une

bonne demi-douzaine de tartes à la crème. La communauté anglaise en particulier devrait se dissocier de ce dangereux agitateur. Sans compter que les grandes entreprises ne veulent pas revenir à l'affichage bilingue: beaucoup trop cher! D'ailleurs, si Bill Johnson représentait tant que cela la communauté anglophone du Québec, il ne serait pas obligé de quêter un million de dollars par année au ministère du Patrimoine canadien pour financer ses campagnes.

Le comble de l'absurde, c'est cette province tellement française qu'elle en opprime ses minorités n'a plus droit à son fauteuil au Sommet des pays ayant en commun l'usage de la langue française. Par contre, on s'apprête à y accueillir à bras ouverts l'Ontario de Mike Harris, l'Ontario qui ferme son seul hôpital francophone, l'Ontario qui coupe les fonds aux écoles secondaires françaises, l'Ontario qui refuse obstinément le bilinguisme officiel. À Moncton l'an prochain, le monde francophone sera reçu par un chef d'État acadien (Roméo LeBlanc), par une ministre ontarienne (Diane Marleau), et un premier ministre (Jean Chrétien) qui parle malheureusement plus mal le français que le Se-



Michel Vastel
Mvastel@lesoleil.com

crétaire général, d'origine égyptienne. Gageons que Bill Johnson sera là pour réclamer la diffusion des délibérations... En traduction simultanée!

Hier soir à la Maison du Egg Roll, Bill Johnson n'était pas là pour exiger du propriétaire du restaurant qu'il mette un peu d'anglais sur ses affiches et ses menus. Imaginez l'humiliation: on n'y parle que français et anglais! Personne n'a protesté... Les disciples de Cité Libre étaient venus acclamer leur héros, « chevalier sans peur et sans reproche » qui, à l'encontre de ces pusillanimes fédéralistes mous comme dirait Jacques Hébert, a obtenu raison contre les séparatistes et malgré le gouvernement d'Ottawa.

La campagne de l'avocat de Québec est autrement sérieuse, d'abord parce que l'homme est plus articulé, et qu'il a jusqu'ici gagné toutes ses batailles, politiques et judiciaires. Après avoir fait déclarer que la sécession unilatérale du Québec serait inconstitutionnelle, il veut maintenant légitimer la partition.

Le plan de Guy Bertrand est curieux. Après avoir concocté une question aussi vicieuse que celle de Jacques Parizeau — « Voulez-vous que la province de Québec devienne un pays séparé sans aucun lien politique avec le Canada? » — M^e Bertrand fixe les conditions d'un résultat clair en faveur de la séparation: une double majorité, à 60 % dans l'ensemble de la province, et à 50 % plus une voix dans chacun des comtés.

Toutes les circonscriptions où le NON aurait obtenu 50 % plus une voix formeraient la « Nouvelle province de Québec » tandis que les autres deviendraient l'État de la « Nouvelle France ». Ceux qui se retrouveraient du mauvais côté de la frontière auraient un an pour déménager... aux frais des deux nouveaux États. Mais qu'on se rassure, M^e Bertrand prévoit « une forme très poussée de partenariat » entre la Nouvelle France et la Nouvelle province de Qué-

bec, incluant des ententes dans le domaine de la justice, de l'éducation, de la santé, des travaux publics... « Et cetera » ajoute l'éminent juriste en salivant sans doute à la perspective des honoraires que toutes ces négociations vont représenter pour lui et ses confrères du Barreau.

Là encore, on devrait sourire de ce « Document ultra confidentiel et secret préparé par M^e Guy Bertrand à l'attention des Citoyens de la Nation ». Imaginez seulement de quoi aura l'air le déménagement d'un million de sécessionnistes vers la Nouvelle France, et l'exode d'un autre million de fédéralistes vers la Nouvelle province de Québec! Les seuls qui ne déménageront pas sont les autochtones évidemment, puisqu'ils sont chez eux partout.

Bref, tout cela ne serait pas trop grave si on ne nous murmurait, dans le creux de l'oreille, que le ministre des Relations fédérales-provinciales à Ottawa — vous savez qui! — travaille discrètement sur un projet de loi régissant les conditions de la sécession du Québec. Je ne sais ce qui m'attriste le plus dans tout cela: le silence complice de Jean Charest? Ou la réaction timorée de Lucien Bouchard? Qui va donc siffler la fin de cette pénible récréation?

Le fond du problème des nêcheurs

La Francophonie Summit

RCMP may get tough

Solicitor general says force could be used if protesters disrupt Moncton summit

By CAMPBELL MORRISON
TIMES & TRANSCRIPT STAFF

OTTAWA — If security requires it, violent clashes between pepper-spraying police and placard-waving protesters could be part of next year's Francophonie Summit in Moncton.

Solicitor General Andy Scott told the Times & Transcript the measures used to control students at the University of British Columbia during last November's meeting of the Pacific Rim leaders in Vancouver — if endorsed by the RCMP Public Complaints Commission — would be justified in a

similar situation.

In September 1999, Moncton will host the leaders of 49 countries from all corners of the world. Members include Togo, which has the longest serving dictator in Africa, and human rights hot spots such as Rwanda, Burundi, Congo and Haiti. By contrast, last year's Asia Pacific Economic Co-operation summit involved 16 countries.

Although unwilling to speculate about whether the police actions at UBC were justified because the issue is currently before the independent commission, Scott, the MP for Fredericton, said the police must ensure the safety of international guests who attend events in Canada.

"When heads of state come to Canada we are obliged to provide security, and the

See RCMP, Page A2

Continued from Page A1

RCMP is one of the finest forces in the world," Scott said.

"The Public Complaints Commission is investigating exactly what happened, and I won't speak to the speculation," he added.

The "speculation" is that the RCMP went overboard in enforcing a strict definition of security, that included limiting the right to free speech for Canadians, and that the Mounties did so at the request of the Prime Minister's Office so former Indonesian President Suharto, a dictator who was subsequently deposed by popular protests in his own country, would not be embarrassed during his visit to Canada.

When the pepper spray had dispersed, dozens of UBC students had been detained or roughed up by police, and their posters and banners torn down. They subsequently laid complaints before the commission.

While Prime Minister Jean Chretien denies ordering the po-

lice to take any action, documents deposited with the commission show that police were aware of the prime minister's concerns and of his promises to Suharto that he would not be embarrassed by protesters.

Like Chretien, Scott said he did not get involved in managing the police response.

"It was completely operational," said Scott. "It would be completely inappropriate (for me) to instruct the RCMP."

But opposition MPs are asking questions about Scott's role in the UBC affair.

"Somebody was giving the orders. Is it the PMO? Is it Andy Scott's office?" asked British Columbia Reform MP John Reynolds.

"It's either coming from the solicitor general or it's coming from the PMO. And if the PMO completely ignored the solicitor general, then that is just as bad," Reynolds said.

Peter MacKay, the Progressive Conservative's critic for the solicitor general's department, has asked the House of Commons jus-

tice committee to establish a separate investigation into the possibility of political interference.

If there were orders to the RCMP from the prime minister, MacKay said Scott should have known. "Andy Scott is the country's top cop," he said.

Despite the concerns from opposition politicians, Scott remained confident the UBC affair will be properly addressed by the Complaints Commission, and the national police force will learn from it.

Scott stressed the clashes with protesters in British Columbia were only a small part of a much larger police protection job that involved 2,000 officers over several days.

"We do not perform perfectly," he added. "If we believe that we perform perfectly, then we will never improve. So we need to have instruments in place to evaluate our actions."

The commission is expected to begin six weeks of hearings next week. It is scheduled to hear from 120 witnesses.

73

EN TOURNÉE AU CANADA

Boutros-Ghali suscite la polémique

L'organisation du séjour du Secrétaire général du Conseil permanent de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, arrivé le 6 septembre au Canada, a suscité une vive polémique entre les autorités fédérales et le Premier ministre du Québec Lucien Bouchard, qui a décidé de ne pas rencontrer l'ancien secrétaire général de l'ONU.

M. Boutros-Ghali effectue une visite d'une dizaine de jours au Canada en préparation du sommet de la Francophonie, qui doit se tenir dans un an à Moncton (Nouveau-Brunswick).

Après s'être rendu dans cette province et à Peggy's Cove (Nouvelle-Écosse), pour se recueillir sur les lieux de l'accident du vol 111 de la compagnie Swissair, M. Boutros-Ghali est parti mardi à Toronto, d'où il devait poursuivre son voyage mercredi à Montréal, Québec, Sudbury (Ontario) et Ottawa.

Les autorités fédérales ont décidé de prendre totalement en charge l'organisation du voyage de M. Boutros-Ghali, et de le faire accompagner partout par des fonctionnaires fédéraux, dont le représentant de M. Chrétien auprès de la Francophonie, Claude Laverdure. Ils ont confié sa sécurité, y compris au Québec, à la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la police fédérale.

Le ministère des Affaires étrangères a tenu à se justifier dans un communiqué en soulignant que «le gouvernement du Canada se doit, en vertu du droit canadien et du droit international, d'assurer la sécurité et la protection des hauts dignitaires étrangers



qui séjournent au Canada».

Le Premier ministre Jean Chrétien a souligné devant la presse que s'il y a une règle qui s'applique pour le Premier ministre de la France, les responsables de la Francophonie quant à eux «sont reçus exactement comme les chefs de gouvernement de quel qu'autre pays que ce soit».

Le Premier ministre québécois Lucien Bouchard a vigoureusement protesté, et a reproché aux autorités fédérales de vouloir «éroder» les pouvoirs de la province et de contrevenir aux accords des coudées franches au Québec quand il reçoit des responsables français ou de la Francophonie.

M. Bouchard a cité à cet égard plusieurs précédents lors de visites de hauts responsables de la Francophonie.

Mais, pour Ottawa, aucun précédent ne vaut, le poste de M. Boutros-Ghali ayant été créé en novembre dernier.

Bien qu'avant lui-même invité M. Boutros-Ghali au Québec, lors du dernier

sommet de la Francophonie, à Hanoi, en novembre 1997, M. Bouchard a décidé de ne pas le rencontrer lors de son séjour dans la province.

L'affaire, si elle semble futile, est lourde de symboles pour les Québécois, comme le souligne le journal souverainiste le Devoir. Il remarque que si Québec laissait à Ottawa le soin de prendre en charge M. Boutros-Ghali, il «donnerait le signal aux autres pays membres de la Francophonie qu'il accepte d'une certaine façon une tutelle d'Ottawa sur son propre territoire».

Le Québec, comme le Nouveau-Brunswick, seule province bilingue du Canada, bénéficie du statut particulier de «gouvernement participant» à l'intérieur de la Francophonie. Un statut qui leur donne voix égale à celles des autres pays membres, sauf sur les questions politiques.

Au cours de son séjour au Nouveau-Brunswick, M. Boutros-Ghali avait vanté «l'harmonieuse cohabitation culturelle» que la province avait su promouvoir.

DANS U

Starr de
et Bill C

Le président Bill Clinton se bat désormais comme un beau diable pour essayer d'endiguer l'érosion de son soutien parmi les démocrates, alors que le procureur indépendant Kenneth Starr a déjà remis son rapport au Congrès sur l'affaire Lewinsky.

Si tôt rentré à Washington après trois semaines d'absence, le président a modifié son emploi du temps pour pouvoir rencontrer mercredi matin les responsables de son parti à la Chambre des représentants.

La rencontre a duré plus d'une heure et le président a «exprimé son chagrin et son inquiétude», a déclaré à l'issue de cette réunion le numéro 2 démocrate à la Chambre, David Bonior.

«Nous avons vu un père, un mari, le leader de notre pays qui était repentant, et profondément désolé de ce qu'il a fait», a-t-il ajouté. «Nous avons tous pardonné au président durant cette rencontre», a-t-il ajouté, estimant que M. Clinton «sera certainement capable de rester au pouvoir».

M. Bonior a également demandé aux Américains de «réservé leur jugement» après la publication du rapport de M. Starr, que deux télévisions ont annoncé pour vendredi.

L'enjeu est de taille pour Bill Clinton, alors que l'ambiance à Washington semble de plus en plus délétère.

Nul ne doute plus que le rapport de M. Starr révélera des détails gênants sur les jeux sexuels auxquels se livraient, au cœur de la Maison Blanche, Bill Clinton et l'ancienne sta-

UN NOUVEL OBJECTIF MILITAIRE EUROPEEN

ENTRE MI

L'Iran n



Radio-Canada

Nouvelles

retour au bulletin

Dernière mise à jour le vendredi 11 septembre 1998. 06 h 52 HAE.

Agence de la Francophonie
Site de l'Agence de la Francophonie: portrait du premier Secrétaire général de la Francophonie.

Québec invite Boutros-Ghali à revenir plus tard

Le Secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, n'aura finalement pas d'entretien officiel avec le Premier ministre du Québec, Lucien Bouchard. Le gouvernement québécois accuse Ottawa d'avoir pris en otage M. Boutros-Ghali qui est présentement au Canada afin de préparer le Sommet de la francophonie qui se déroulera dans un an à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Les rencontres avec le maire de Québec et le recteur de l'Université Laval ont également été annulées.



Le Secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, est en visite officielle au Canada.

suite

Québec invite Boutros-Ghali à revenir plus tard (suite)

Gouvernement du Québec
Site officiel.



Le Premier ministre Lucien Bouchard demande à Ottawa de laisser les autorités québécoises s'occuper de la visite de M. Boutros-Ghali en territoire québécois.

Le gouvernement Bouchard maintient l'invitation qu'il a lancée au Secrétaire général afin qu'il revienne au Québec plus tard cette année pour une visite officielle. Quant à Boutros Boutros-Ghali, il a déclaré qu'il ne voulait pas s'ingérer dans les relations entre Ottawa et Québec.



précédent

retour au bulletin

Les francophones hors-Québec veulent être partie aux changements

PAR NORMAN DELISLE

QUEBEC (PC) - Les francophones hors-Québec veulent être partie à toute future négociation constitutionnelle.

"Le récent jugement de la Cour suprême confirme ce qu'on revendique. Il y a une obligation de nous intégrer aux négociations", a dit vendredi le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), Gino LeBlanc, à l'issue d'une rencontre d'une heure qu'il a eue avec le chef du Parti libéral, Jean Charest.

La semaine dernière, M. LeBlanc avait aussi rencontré le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard.

Selon M. LeBlanc, la présence des représentants francophones hors-Québec à la table des négociations constitutionnelles est essentielle pour assurer le maintien de leurs droits.

"Il faut être à la table, pour s'assurer qu'on ne perde rien, qu'on ouvre les portes pour se donner des leviers", a-t-il dit.

Il a cité l'exemple de l'Accord de Charlottetown, ce projet de révision constitutionnelle élaboré en 1992, et qui contenait des dispositions obligeant les divers gouvernements à protéger et promouvoir les communautés francophones et acadienne.

L'accord a cependant été rejeté par une majorité de Canadiens et de Québécois lors du référendum du 26 octobre 1992.

Comme il l'avait fait la semaine dernière après sa rencontre avec M. Bouchard, M. LeBlanc a répété que l'accession du Québec à la souveraineté serait "suicidaire" pour les francophones du reste du Canada.

Avec M. Charest vendredi, M. LeBlanc a aussi abordé la question de l'Accord de Calgary, intervenu en septembre 1997 entre les premiers ministres du Canada anglais. "Cet accord de Calgary contient moins pour les communautés francophones et acadienne que les défunts accords de Charlottetown ou de Meech", a fait valoir le président des Francophones hors-Québec.

M. LeBlanc a aussi déploré la méconnaissance qu'ont les Québécois des autres groupes francophones du Canada. "Nous ne sommes pas uniquement en déclin. Nous avons de la vitalité", a-t-il dit.

Il y a près d'un million de francophones hors-Québec. Les deux plus importants groupes sont en Ontario (environ 500 000) et dans la seule province officiellement bilingue au Canada, le Nouveau-Brunswick, où la communauté acadienne compte 270 000 membres.

Les données des recensements de 1991 et de 1996 indiquent que sauf au Nouveau-Brunswick, leur taux d'assimilation à l'anglais dans le reste du Canada est très élevé.

M. LeBlanc, qui est originaire du Nouveau-Brunswick, a admis que dans sa propre ville de Moncton, il serait nécessaire d'avoir plus d'affichage en français.

© La Presse Canadienne, 1998



Dernière mise à jour le vendredi 11 septembre 1998, 18 h 11 HAE.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

Site officiel de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

Parti libéral du Québec

Site officiel du Parti libéral du Québec.

Gino Leblanc rencontre Jean Charest

Les francophones hors Québec demandent au chef du parti libéral du Québec, Jean Charest, de devenir leur porte-parole dans la défense de leurs droits et la promotion de leurs revendications. C'est ce qu'a indiqué Gino Leblanc, le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada à l'issue de leur rencontre vendredi matin à Québec, avec le chef du PLQ.



retour au bulletin



(P.19)

Les francophones hors Québec veulent être intégrés aux négociations constitutionnelles

QUÉBEC (PC) — Les francophones hors Québec veulent être partie à toute future négociation constitutionnelle.

«Le récent jugement de la Cour suprême confirme ce qu'on revendique. Il y a une obligation de nous intégrer aux négociations», a déclaré hier le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), Gino LeBlanc, à l'issue d'une rencontre d'une heure qu'il a eue avec le chef du Parti libéral, Jean Charest.

La semaine dernière, M. LeBlanc avait aussi rencontré le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard.

Selon M. LeBlanc, la présence des représentants francophones hors Québec à la table des négociations constitutionnelles

est essentielle pour assurer le maintien de leurs droits.

«Il faut être à la table, pour s'assurer qu'on ne perde rien: qu'on ouvre les portes pour se donner des leviers», a-t-il dit.

Il a cité l'exemple de l'Accord de Charlottetown, ce projet de révision constitutionnelle élaboré en 1992, et qui contenait des dispositions obligeant les divers gouvernements à protéger et promouvoir les communautés francophones et acadienne.

L'accord a cependant été rejeté par une majorité de Canadiens et de Québécois lors du référendum du 26 octobre 1992.

« Suicidaire »

Comme il l'avait fait la semaine dernière après sa rencontre avec M. Bouchard, M. LeBlanc a répété que l'accession du Québec à la souveraineté serait «suicidaire» pour les francophones du reste du Canada.

Avec M. Charest hier, M. LeBlanc a aussi abordé la question de l'Accord de Calgary, intervenu en septembre 1997 entre les premiers ministres du Canada anglais. «Cet accord de Calgary contient moins pour les communautés francophones et acadienne que les défunts accords de Charlottetown ou de Meech», a fait valoir le président des Francophones hors Québec.

M. LeBlanc a aussi déploré la méconnaissance qu'ont les Québécois des autres groupes francophones du Canada. «Nous ne sommes pas uniquement en déclin. Nous avons de la vitalité», a-t-il dit.

Il y a près d'un million de francophones hors Québec. Les deux plus importants groupes sont en Ontario (environ 500 000) et dans la seule province officiellement bilingue au Canada, le Nouveau-Brunswick, où la communauté acadienne compte 270 000 membres.



Photo PC

Gino Leblanc

Boutros-Ghali visits city

Francophonie head dodges Quebec-Ottawa dispute

AMANDA JELOWICK
The Gazette

AS

Boutros Boutros-Ghali's visit to Montreal yesterday was overshadowed by a canceled luncheon and the boycott of his trip by Quebec Premier Lucien Bouchard.

Boutros-Ghali was in the city as part of a 10-day trip to Canada on behalf of the Agence de la Francophonie, an international organization of French-speaking countries of which he is secretary-general. Both Canada and Quebec have membership status.

Boutros-Ghali, the former secretary-general to the United Nations, said he was not disturbed by Bouchard's absence - he was in Quebec to discuss matters of Francophonie with its participants.

"My point of view is to respect the different attitudes of the members."

The controversy over the visit erupted Tuesday, when Bouchard announced he was canceling a meeting with Boutros-Ghali, laying blame on Prime Minister Jean Chrétien.

Bouchard said the federal government was attempting to reduce Quebec's role in Boutros-Ghali's visit by assuming the arrangements, including



MARCOS TOWNSEND, GAZETTE

Boutros Boutros-Ghali arrives at the Forum Francophonie des Affaires in Old Montreal.

security, transportation and lodging.

Bouchard's announcement caused a ripple of canceled functions with the dignitary, including a luncheon and speech yesterday to the Conseil des Re-

lations Internationales de Montréal, a non-governmental international organization that encourages the development of a network of Montreal businesses with others around the world.

But Boutros-Ghali's schedule, which included meetings with the rectors of McGill University and the Université de Montréal, was full nevertheless. He was flanked by Canadian officials and at least five RCMP officers as he was shuttled to his appointments.

At the end of a morning meeting in Old Montreal with the Forum Francophonie des Affaires, an international organization aimed at developing industrial, technological and commercial exchanges, the 75-year-old diplomat agreed to answer a few questions.

Boutros-Ghali said he was simply a "humble servant" to the Francophonie, and will not meddle in Canadian political affairs.

"Quebec is a very important member of the Francophonie, and I want to reinforce the relationship between the Francophonie and Quebec," he said. "But I am supposed to be the humble servant of the state."

When Boutros-Ghali was asked his opinion on Quebec's strict language laws, he smiled and walked away.

A lesson in diplomacy for Lucien Bouchard

A distinguished career in international affairs has taught Boutros Boutros-Ghali, the former secretary general of the United Nations, that, as he said this week, good diplomacy is quiet diplomacy. Unfortunately, Lucien Bouchard, the premier of Quebec, went to a different school. His idea of diplomacy is rudeness, an example of which he showed Boutros-Ghali this week.

Boutros-Ghali is one year into a four-year term as secretary general of Agence de la Francophonie, an organization of 49 countries and governments that use the French language. Canada is a member, as are the governments of Quebec and New Brunswick. La Francophonie members meet every second year, with the next summit scheduled for Moncton in September 1999. Boutros-Ghali is in Canada on a 10-day trip primarily concerned with organizing that summit.

Bouchard had issued a personal invitation for Boutros-Ghali to visit him in Quebec City. But before the meeting could take place, the mercurial premier abruptly withdrew the invitation, complaining the federal government had taken over handling the arrangements of the Boutros-Ghali visit. "For absolutely unbelievable and incomprehensible reasons," Bouchard said with his usual understatement, "the federal government has decided to break with the tradition and implicit agreements which recognized that Quebec, in the affairs of la Francophonie, acts in the framework of direct and privileged relations." Au contraire, there is nothing at all incomprehensible about Ottawa taking responsibility for the Boutros-Ghali visit, much of it taking place outside Quebec. It is normal protocol, which international diplomats expect.

We wonder what was really behind the

premier's fit of pique. One explanation is the supercharged political atmosphere as Quebec counts down to an election, in which any real or imagined slight by Ottawa will be blown up into yet another "humiliation" of Quebec. It is grist for the nationalist mill.

A second explanation emerges from the remarkable comments that Boutros-Ghali made in a recent newspaper interview. Among other things, he suggested that, while English has become the international language, it is not a threat to French. He went on to sing the virtues not only of bilingualism but of multilingualism, noting his mother tongue is Arabic; he speaks both French and English and would not be unhappy to speak additional languages. Indeed, multilingualism is routine in many of la Francophonie's members, Switzerland being an especially notable example. These refreshingly internationalist views almost certainly stuck in the throat of Bouchard and the Quebec language police. Boutros-Ghali, in effect, was rebuking xenophobia.

Given this week's intemperate reaction from Bouchard, the Moncton summit of la Francophonie could easily degenerate into an unsavory affair, with Bouchard and Boutros-Ghali avoiding each other and with Bouchard and Ottawa quarrelling endlessly over primacy. Of course, there will be an election in Quebec prior to that summit and it could be a different premier leading the Quebec delegation — one who also agrees that good diplomacy is quiet diplomacy.

La république de bananes

LA PRESSE 12/9/98

Québec et Ottawa se sont engagés dans une autre chicane diplomatico-protocolaire. Outre du fait que le gouvernement fédéral encadrerait la visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, le gouvernement Bouchard a décidé de boycotter le dignitaire lors de son séjour à Québec. On en a vraiment marre. On n'a pas besoin de ces fantillages où nos politiciens se comportent comme des routelets de républiques de bananes.



Alain Dubuc

Au départ de cette stupide escalade, il y a certes un problème réel. Selon une tradition datant d'un quart de siècle, le Québec jouit d'un statut spécial dans la Francophonie, celui de gouvernement participant, qui lui permet d'intervenir de façon autonome sur les questions relevant de la Francophonie. Ces accords implicites font entre autres que le Québec prend en charge les dignitaires de la Francophonie en visite sur le territoire québécois.

Or, Ottawa a choisi de rompre avec cette tradition, en encadrant partout au Canada la visite de M. Boutros-Ghali, qui sera accompagné par des représentants fédéraux et protégé par la GRC. La raison officielle de ce changement de pratique : M. Boutros-Ghali occupe un nouveau poste, de rang plus élevé, pour lequel les accords antérieurs ne s'appliquent pas.

Il est vrai que la Francophonie change. Organisation autrefois axée sur la coopération, elle s'est progressivement muée en entité politique, ce que reflète d'ailleurs la nomination de l'ancien secrétaire-général des Nations unies. La place d'une province comme le Québec dans cette nouvelle Francophonie, préoccupée par la paix dans le monde, est moins évidente.

Mais la réflexion que suscitera cette mutation ne justifie pas le coup de force d'Ottawa qui reflète bien plus le fédéralisme d'affrontement du gouvernement Chrétien et son aversion presque viscérale face au rôle du Québec dans la Francophonie. La place du Québec dans la Francophonie n'est pas un caprice, mais le reflet de la réalité du Québec, de ses besoins, de ses moyens.

Mais ce n'est pas parce que le gouvernement fédéral se comporte de façon primaire que le gouvernement du Québec doit en remettre. Le premier ministre Bouchard pouvait fort bien dénoncer l'immaturité d'Ottawa, promettre une riposte, mais recevoir quand même M. Boutros-Ghali, par respect pour le personnage et pour ne pas saboter les activités de la Francophonie.

Mais non, le gouvernement péquiste, de façon prévisible, a réagi bêtement au picossage fédéral, en grimant aux rideaux. Et dans une escalade comme celle-là, ce sont ceux qui s'enragent qui ont l'air fou, ce sont ceux qui ont traité incorrectement M. Boutros-Ghali qui en supporteront l'odieux. L'argument de Québec, qui dit ne pas avoir voulu céder pour ne pas créer de précédent face à la communauté internationale, est peu convaincant. Il faut quand même se rappeler que l'enjeu, c'était de savoir qui, de la GRC ou de la SQ, devait être là.

Plus troublant encore, de nombreux organismes de la Ville de Québec ont joint le gouvernement péquiste dans son boycott. Le recteur de l'Université Laval, par exemple, qui n'a pas à se mêler de chicanes politiques et qui doit être indépendant du pouvoir, a refusé de recevoir M. Boutros-Ghali ! Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, aussi, tout comme la Société de relations internationales. Cette réaction de troupeau semble montrer que Québec, qui rêve d'être une capitale nationale, se comporte encore comme un gros village.

Ce qu'on retiendra surtout, c'est l'immaturité de nos relations internationales, surtout quand il s'agit de Francophonie. Ces émois d'ados avant un bal de graduation du ministre des relations internationales Sylvain Simard nous font frémir à l'idée qu'il puisse un jour devenir un vrai ministre des Affaires étrangères. Tout cela n'est pas seulement ridicule, mais profondément débilitant. Et c'est le Québec qui en sort affaibli.

La Francophonie à Moncton, New Brunswick: un certain malaise

LA PRESSE : 12/09/198

JEAN-MARC LÉGER

L'auteur est conseiller en relations internationales.

Rien ne sera décidément épargné à notre malheureuse Francophonie. Le gouvernement fédéral a entrepris à son endroit une sorte de vaste OPA dont l'expression la plus éloquente a été la candidature (après celle d'Ottawa pour les prochains « Jeux de la Francophonie ») de la ville de Moncton — retenue par défaut — pour le VIII^e Sommet. Ni l'Acadie, ni la Francophonie n'ont, semble-t-il, mérité cela.

Entendons bien. S'il est un peuple qui peut à juste titre accueillir des manifestations francophones de toute nature, en particulier une conférence « au sommet », c'est assurément le peuple acadien. D'abord, il jouit d'un droit d'aînesse dans la francophonie nord-américaine (Port-Royal, 1604, avant même Québec). Ensuite, il est fondé plus que tout autre en raison de son émouvant courage, de sa fidélité, de son dynamisme innovateur, à invoquer la solidarité des peuples de langue française.

On ne saurait applaudir pour autant au choix du New Brunswick et de Moncton. Sans doute, cette ville est-elle devenue une sorte de centre intellectuel et culturel pour une partie des Acadiens (notamment à cause de l'université, incontestable réussite) mais elle n'est pas perçue ainsi par l'ensemble des Acadiens ni même par tous ceux du N.B. (N'allons surtout pas les appeler « Néo-Brunswickois » : « essayez de prononcer ce nom sans difficulté et sans rire », me faisait remarquer un universitaire acadien.)

Là où le bât blesse, ce n'est pas seulement en raison de la faible mesure de francité réelle de Moncton, ce n'est pas non plus à cause du souvenir du pittoresque maire Jones, pourchasseur infatigable de la moindre trace de français dans sa ville, voici une trentaine d'années. C'est à cause du personnage qu'évoque le nom même de la ville (un « k » en moins). Fidèle subordonné du célèbre colonel Lawrence, le lieutenant-colonel Robert Monckton a été l'un des principaux artisans du drame qu'ont vécu les Acadiens pendant dix ans et dont le « grand dérangement » de 1755, c'est-à-dire la déportation massive de la moitié d'entre eux, a été le point culminant. Lawrence trouva en Monckton un collaborateur à ce point acharné et exemplaire qu'il le fit nommer lieutenant-gouverneur, lorsqu'il accéda lui-même au gouvernement de la Nouvelle-Écosse.

Les Acadiens ont été les victimes d'un véritable génocide, expulsés pour le plus grand nombre, exterminés pour les autres, tous spoliés : villages incendiés, terre et bétail confisqués, familles dispersées à travers la Nouvelle-Angleterre. Aujourd'hui, on retrouve dans les Maritimes moins du quart (500 à 600 000) des descendants des 20 000 Acadiens de 1750 ; les autres sont au Québec (800 000), en Louisiane (plus de 700 000), en Nouvelle-Angleterre (80 000) et même en France. (Rappelons que l'Acadie historique, c'était d'abord l'actuelle Nouvelle-Écosse et l'île du Prince-Édouard (autrefois île Saint-Jean), et seulement une partie du New Brunswick : celui-ci fut créé en 1784 par le conquérant comme colonie distincte. Une citation de l'historien américain George Bancroft souligne éloquemment l'ampleur du drame :

« Je ne sais pas si dans les annales de la race humaine, il peut se trouver le récit d'épreuves et d'afflictions aussi cruelles et subies au cours d'une période aussi longue que celles délibérément infligées aux

habitants français de l'Acadie. » (*History of the United States of America, from the discovery of the continent*, Boston, 1879)

On pourrait citer aussi Guy Frégault qui, commentant l'ouvrage de Rumilly sur l'Acadie, écrivait en 1956 :

« En réalité, l'expulsion massive de 1755-1762 fut une politique. Vue sous son vrai jour, elle apparaît comme l'épisode le plus dramatique, peut-être, de la lutte gigantesque que le monde français et le monde britannique se livrèrent pour la possession de l'Amérique du Nord et la prépondérance mondiale. Elle fut un crime bien entendu et il n'est pas mauvais qu'on le précise pour plus de clarté ».

Il serait peut-être encore temps en prévision du VIII^e Sommet, soit de rebaptiser la ville d'un nom qui évoque la naissance de l'Acadie (imaginerait-on pareil « Sommet », à Barbieville ou, plus près de nous, à Colborne-City ?) et en même temps de la franciser, deux objectifs parfaitement illusoire, soit de tenir ces assises ailleurs en Acadie. Il est dommage qu'on ne puisse pas envisager un « Sommet » itinérant : la conférence des chefs d'État et de gouvernement et la conférence ministérielle qui précède auraient pu se rendre dans quelques hauts lieux de l'Acadie historique, comme dans certains de ceux où les Acadiens préparent leur avenir. Ainsi, les éminents visiteurs auraient-ils pu dire, à l'instar du général De Gaulle recevant une délégation acadienne en 1968 : « L'Acadie par bonheur retrouvée ! »

Du moins, s'il faut boire la coupe jusqu'à la lie, et puisqu'il est de bon ton aujourd'hui de demander pardon pour les crimes contre l'humanité et les atrocités de toute espèce, pourquoi le gouvernement canadien et (à l'invitation de celui-ci), le gouvernement britannique ne saisiraient-ils pas l'occasion d'une pareille conférence internationale pour faire amende honorable et solliciter le pardon du peuple acadien ? Ce serait le moment ou jamais de le faire, en ajoutant à cette réparation morale minimale une indemnisation convenable. Ottawa a consenti un tel geste pour les citoyens d'origine italienne et japonaise, injustement emprisonnés pendant la Deuxième Guerre mondiale. Combien plus, le martyre et la spoliation du peuple acadien appellent-ils réparation exemplaire, après deux siècles et demi bientôt de cette entreprise génocidaire, l'une des plus atroces des temps modernes et que d'aucuns voudraient occulter, oublier, au nom de l'imposture qui s'appelle « unité nationale ». Je rêve que quelqu'un chez nous (une institution ou groupe de citoyens) lance une campagne et fasse circuler une pétition en ce sens.

M. Chrétien, friand de coups d'éclat et de fondations, tiendrait là une belle occasion : une fondation du pardon ou de la réparation. La valeur en dollars constants des terres, bâtiments et autres biens confisqués entre 1750 et 1760 représente au moins plusieurs milliards de dollars d'aujourd'hui. Cette somme servirait au développement social et culturel du peuple acadien et serait gérée par sa Société nationale. Et le « Sommet » aurait au moins permis cette tardive et partielle réparation.

Il serait à la fois indigne et pitoyable qu'une conférence au sommet de la Francophonie se tienne à Moncton, New Brunswick, sans qu'au moins soient rappelés et salués le malheur, l'honneur et la ténacité du peuple acadien et que réparation soit faite ou amorcée. Pour le reste, les hôtes apprécieront l'à-propos du choix de la ville et le symbolisme de son nom.

TRAITEMENT DES MINORITÉS FRANCOPHONES

L'Ontario devrait faire ses devoirs

MICHEL CORBEIL

Le Soleil 12/09/98

QUÉBEC — L'Ontario devrait « faire ses devoirs » auprès de sa minorité francophone si elle aspire à être reconnue « gouvernement participant » au sein de la Francophonie internationale.

C'est ce qu'indique la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) au moment où le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, complète une visite au Canada qui l'a plongé en pleine guerre de drapeaux entre Québec et Ottawa.

De passage à Québec, hier, les porte-parole de la FCFA, le président Gino LeBlanc en tête, suggèrent qu'ils sont loin de s'opposer à l'accession de la province de Mike Harris au rang qui lui permettrait de siéger éventuellement à un Sommet de la Francophonie. Ils n'ont pas caché avoir accueilli avec incrédulité la demande d'adhésion, déposé en août, par le ministre ontarien, Noble Villeneuve.

« Nous n'avons pas de position officielle sur le sujet, a tenu à dire M. LeBlanc, lors d'une entrevue au SOLEIL. Nous avons été aussi surpris que vous.

« L'écho que j'entends de la communauté ontarienne, c'est que la province a beaucoup de preuves à faire (...) pour rendre sa participation plus crédible. (Il faudrait) que les lois qui existent, comme la loi sur les services en français, ou même celle sur la gestion scolaire, soient respectées et mises en oeuvre comme elles doivent l'être avant que les francophones de l'Ontario commencent à parader sur la scène internationale. »

Mais la FCFA n'en fait pas une condition essentielle. « Il y a deux thèses (qui s'affrontent), reprend le directeur général, Richard Barrette. C'est « fais tes devoirs avant d'aller là » Ou bien, s'il est là, ce peut être un incitatif » pour que les francophones soient mieux reconnus dans une province qui n'est toujours pas officiellement bilin-

gue, malgré la présence d'un demi-million de francophones.

Une fois « gouvernement participant », l'Ontario « devrait rendre compte à tous les deux ans (lors des Sommets) de ce qu'elle a fait, spécule Gino LeBlanc. Ce sera drôlement gênant s'il y avait des reculs ou même juste le statu quo. Ça peut être un incitatif pour que Mike Harris déclare le français langue officielle », a-t-il dit au sujet d'un premier ministre qui n'a pas particulièrement soigné ses relations avec les francophones en ordonnant la fermeture de l'hôpital Montfort, le seul de la province à dispenser une formation en français aux étudiants en médecine.

Chose certaine, la communauté franco-ontarienne a le poids démographique nécessaire pour se faire entendre à ce forum international, plaide la Fédération. La Francophonie, fait valoir M. LeBlanc, « c'est hétérogène.

« Il y a toutes sortes de nations où le français est là, sans être majoritaire ou officiel. Des pays comme la Roumanie, le Vietnam (un dixième de 1 % de la population peut s'exprimer en français), l'Égypte en sont membres. Et ils n'ont pas 500 000 « parlants » français. »

La FCFA a rencontré, en matinée, le chef de l'opposition libérale à l'Assemblée nationale, Jean Charest. Au sortir de la réunion, M. LeBlanc a réitéré la profession de foi fédéraliste de son association.

Selon lui, le jugement de la Cour suprême sur le droit du Québec à la sécession consacre les francophones hors Québec comme des joueurs « incontournables » de toute modification constitutionnelle. Mais, M. LeBlanc soutient que l'option souverainiste du Parti québécois représente une avenue « presque suicidaire » pour les communautés qu'il défend.

Le taux d'assimilation des francophones hors Québec est officiellement de 37 %. Sans nier que le phénomène existe, les porte-parole de la FCFA affirment que les enquêtes de Statistique Canada comportent un biais méthodologique qui amplifient le pourcentage réel d'assimilation.



Gino LeBlanc

Boutros et le « Grand Jeu »

Le grand reproche que ses anciens collègues péquistes font à Jacques Parizeau n'est pas d'avoir joué son « Grand Jeu » avec la France pour obtenir la reconnaissance internationale d'un Québec souverain, mais de s'en être vanté publiquement dans un livre. En diplomatie, il y a des choses qui ne se disent tout simplement pas.

Demain comme hier, s'il y a un autre référendum et que le OUI l'emporte, l'attitude de la communauté internationale sera un élément déterminant pour la réussite du projet souverainiste. D'une manière ou d'une autre, on rejouera le « Grand Jeu ».

À cet égard, M. Parizeau a raison de dire que l'avis de la Cour suprême justifie a posteriori le bien-fondé de ses démarches, en reconnaissant à la communauté internationale un rôle d'arbitre en cas d'échec des négociations.

À Ottawa aussi, on est parfaitement conscient de cette réalité. D'où les efforts systématiques du gouvernement canadien pour réduire au strict minimum, et si possible à néant, les contacts diplomatiques du Québec.

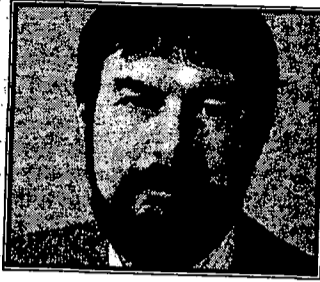
Même à l'époque où la sécession n'était qu'une très lointaine perspective, les timides incursions du Québec sur la scène internationale provoquaient invariablement des grincements de dents dans la capitale fédérale.

Depuis le dernier référendum, c'est devenu une véritable obsession. Toute la diplomatie canadienne est sur un pied de guerre. Pour qu'ils saisissent bien l'importance de leur mission, nos ambassadeurs à l'étranger ont même droit à des « pep talks » de Stéphane Dion.

À l'automne 1996, les missions diplomatiques accréditées à Ottawa avaient reçu une note du ministère des Affaires étrangères leur demandant de faire approuver au préalable toute communication avec les provinces.

À Ottawa, on ne s'attendait évidemment pas à ce qu'elles obtempèrent, mais le message envoyé par le gouvernement Chrétien n'en était pas moins clair. Dans les chancelleries, personne n'a dû penser un seul instant que la note visait l'Île-du-Prince-Édouard!

Remarquez, le gouvernement péquiste n'a jamais caché non plus que la promo-



Michel David

MDavid@lesoleil.com

tion du projet souverainiste faisait partie du mandat assigné aux représentants du Québec à l'étranger. L'attitude fédérale n'a donc rien d'étonnant.

Depuis que le PQ a repris le pouvoir, pratiquement chaque visite d'un chef d'État ou de gouvernement suscite la controverse. Comme par hasard, leur passage à Montréal tombe presque toujours un mercredi, alors que tous les membres du gouvernement Bouchard sont retenus à Québec pour la réunion hebdomadaire du conseil des ministres.

**On comprend mal
qu'un homme d'expérience
comme M. Boutros-Ghali
n'ait pas été victime
d'un malaise soudain**

L'ouverture de nouveaux bureaux du Québec à l'étranger se heurte à des obstacles insurmontables. Ottawa s'est même opposé à l'embauche d'une secrétaire au bureau de Washington. Sûrement une dangereuse espionne!

C'est dans la perspective de cette guérilla que s'inscrit l'incident créé par la visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, qui a été organisée entièrement par le fédéral, contrairement à la coutume établie depuis des années.

Au sein des instances de la Francophonie, le Québec bénéficie d'un statut conquis de haute lutte sur lequel il est difficile de revenir. En revanche, sur le territoire canadien, Ottawa peut modifier les règles à sa guise.

Ainsi, le gouvernement fédéral a imposé sa loi dans l'organisation des IV^e Jeux de la Francophonie, qui auront lieu dans la région de Hull-Ottawa en 2001. Le Québec en est rendu à se battre pour faire respecter les dispositions de la loi 101 lors des événements qui se tiendront de ce côté-ci de l'Outaouais.

Dans le cas de la visite de M. Boutros Ghali, la comparaison avec le Commonwealth ou l'Organisation des États américains relève de la plus parfaite mauvaise foi. Aucune des provinces canadiennes n'est membre de l'un ou l'autre, tandis que l'appartenance du Québec à la Francophonie atteste précisément de sa spécificité au sein de la fédération canadienne.

Si l'attitude du gouvernement Chrétien était prévisible, celle de M. Boutros Ghali étonne davantage. Officiellement, le gouvernement Bouchard déplore qu'Ottawa ait pris en otage le secrétaire général de la Francophonie, qui pouvait difficilement refuser le programme proposé par le gouvernement canadien.

En fait, on comprend assez mal qu'un homme de son expérience n'ait pas été victime d'un malaise soudain. Il était évident bien avant son arrivée qu'il y avait un problème. Tout le monde aurait compris qu'il reporte son voyage.

Nos « chicanes de famille » sont peut-être futiles aux yeux de l'ancien secrétaire général de l'ONU. Auquel cas, on murmure qu'un homme de son importance ferait peut-être oeuvre plus utile dans la région des grands lacs africains qu'à Moncton.

On s'étonne aussi de son enthousiasme à l'idée que l'Ontario de Mike Harris puisse joindre les rangs de la Francophonie.

Encore là, M. Boutros-Ghali est certainement conscient que le poids du Québec serait diminué d'autant. Quant à y être, pourquoi pas la Saskatchewan ou l'Alberta?

Pour le gouvernement Bouchard, qui se présente comme le défenseur des droits des francophones hors Québec, il serait assez délicat de s'opposer à la candidature de l'Ontario, mais ça ne l'empêchera sans doute pas de sensibiliser certains pays amis, qui pourraient mieux comprendre la situation que M. Boutros-Ghali.



Dernière mise à jour le dimanche 13 septembre 1998, 13 h 46 HAE.

Agence de la Francophonie

Site de l'Agence de la Francophonie: portrait du premier Secrétaire général de la Francophonie.

Boutros-Ghali ne se mêle pas de politique interne

Le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, a réitéré à Sudbury, en Ontario, que son organisation ne se prononcera pas sur la question de l'indépendance du Québec. Pour l'ancien Secrétaire général de l'ONU, il s'agit en quelque sorte d'un différend à régler en famille, par les Canadiens. M.

Boutros-Ghali a précisé que la Francophonie n'avait pas été créée pour intervenir dans les affaires des États-nations, à moins que l'une ou l'autre des parties en fasse la demande.



La visite du Secrétaire général au Canada a avivé la querelle entre Québec et Ottawa sur les responsabilités respectives des deux gouvernements, lors de visites de dignitaires étrangers.

retour au bulletin

Le français ne doit pas être en guerre avec l'anglais, dit M. Boutros-Ghali

PAR HUGUETTE YOUNG

OTTAWA (PC) - L'Organisation internationale de la francophonie ne doit pas être perçue comme un rempart contre l'envahissement de l'anglais, a déclaré lundi le secrétaire général de l'organisme, M. Boutros Boutros-Ghali.

"Nous sommes habitués à voir la francophonie comme une machine, une forteresse pour se battre contre l'anglais. C'est faux. Si c'est ça, c'est perdu, a-t-il affirmé lundi au cours d'un entretien avec la Presse Canadienne en marge d'une visite de 10 jours au Canada. L'anglais est devenue langue internationale, soyons réalistes."

Ces propos du premier secrétaire général de la Francophonie ont de quoi choquer. Ils tranchent avec le discours traditionnel de la francophonie, où le rayonnement de la langue française s'opposait au plurilinguisme.

"Je dis ce que je pense, c'est tout. Je pense que le rôle de la francophonie, c'est de défendre la diversité culturelle", ajoute M. Boutros-Ghali.

Internationaliste et pragmatique, cet ex-secrétaire général de l'ONU veut jeter une bonne dose de réalisme froid sur la francophonie.

"Si je dis: 'Je veux la primauté du français', c'est dire que je vais entrer en guerre contre l'anglais, contre l'arabe aussi, contre le russe et l'espagnol. Pensez-vous que je risque de gagner?"

Arabophone, l'ex-ministre des Affaires étrangères de l'Égypte reconnaît que certains membres de la francophonie peuvent se sentir menacés par l'anglais et que dans ce contexte, des barrières linguistiques peuvent être justifiées.

"Ce n'est pas une critique voilée à l'endroit du Québec, pas du tout, se défend M. Boutros-Ghali. Chaque pays a ses propres spécificités, ses propres problèmes, chacun va chercher dans la francophonie, qui est un instrument à leur disposition, celui qui lui convient le plus. Donc, je ne peux pas me permettre de faire une critique d'aucun pays.

"Je parle d'un concept. La francophonie, si elle va se limiter à une bataille contre l'anglais, ce n'est pas son rôle, c'est perdu. Par contre, si la francophonie essaye de défendre la diversité culturelle, le plurilinguisme, alors à ce moment-là le message de la francophonie est un message mondial", estime-il.

Pour lui, la diversité culturelle est le meilleur rempart contre l'uniformisation des langues. Et c'est en s'associant à d'autres mouvements et organismes internationaux que la force du français sera la plus percutante.

En ouvrant la porte à d'autres langues et cultures, les pays de la francophonie donnent un bon coup de pouce au français au lieu de le diluer, fait remarquer le haut responsable.

"Il n'y a pas de contradiction parce que la langue française n'est pas la première langue dans 90 pour cent des pays membres de la francophonie."

A son arrivée sur le sol canadien, M. Boutros-Ghali s'est trouvé malgré lui au coeur d'une controverse entre Ottawa et Québec. Le premier ministre Lucien Bouchard a annulé son tête-à-tête avec le représentant de la francophonie sous le prétexte que le fédéral n'avait pas respecté le protocole d'entente sur les visiteurs étrangers sur le territoire québécois.

Muet sur la question, le numéro un de la francophonie préfère ne pas se mêler "des querelles de famille". Optimiste, il ne croit pas que ces tensions entre Ottawa et Québec porteront ombrage aux travaux du sommet de Moncton.

Au Sommet de Hanoï, au Vietnam, l'an dernier, les 52 membres de la Francophonie avaient décidé de se donner un secrétaire général et de politiser davantage leur action. "Le français ne doit pas seulement être un outil de culture", écrivait M. Boutros-Ghali récemment dans *Le Devoir*.

L'Organisation internationale de la francophonie a été active: elle a envoyé des observateurs pour surveiller les élections dans des pays ayant le français comme langue d'usage. Mais il n'est svernements. L'Organisation de la francophonie veut faire de la "diplomatie préventive" pour résoudre des conflits dans la mesure de ses moyens financiers et matériels, a souligné le secrétaire général.

© La Presse Canadienne, 1998

Julian



THE PROVINCES ATLANTIC CANADA

ROBERT PICHETTE
IN MONCTON

Taking tea with Boutros-Ghali

Boutros Boutros-Ghali, the former secretary-general of the United Nations, is an impressive person to meet, even in a banal Moncton hotel suite. An Egyptian aristocrat, he has the look of a debonair Parisian boulevardier. The appearance is misleading, as all appearances are, for Mr. Boutros-Ghali is anything but a figurehead. He has a sharp, active mind, things to say and strong views to express. And he does so without being glib, as one might expect from a veteran diplomat of his stature. He's a former professor of international law and international relations, but he doesn't lecture; he explains effortlessly.

Mr. Boutros-Ghali is in Canada on behalf of La Francophonie, the community of 52 countries and governments that have French as a common language. In reality, like the Commonwealth to which it is often wrongly compared, it is a disparate association of states and governments that are either monolingual, bilingual or multilingual.

That requires a lot of explaining, particularly to non-francophones, but Mr. Boutros-Ghali, the first secretary-general of the organization, is undertaking his mission in Canada with obvious zest. In one year, the eighth Francophonie summit will be held here in Moncton, and he's gearing up.

Unfortunately, that message he may have to carry right to the Parti Québécois itself, following the churlish temper tantrum by Quebec Premier Lucien Bouchard, who refused to meet him under diplomatic rules set by the federal government. Mr. Bouchard accused Ottawa of "trying to erode the gains made by Quebec within the Francophonie. It is unacceptable." Ottawa, in turn, says a visit by a diplomat of Mr. Boutros-Ghali's stature visit falls in its jurisdiction.

(At the time of my conversation with Mr. Boutros-Ghali, Mr. Bouchard had not yet concocted his miserable protocol problem with Ottawa.)

In both his public speeches and in private conversation, the Francophonie leader articulates views and positions that are refreshingly novel and sensible. They certainly do not fit the usual clichés. For one thing, he says it would be a mistake to consider the Francophonie an entrenched bastion against the threat of English. "On the contrary," we must consider the Francophonie as a defence of cultural diversity, of plurilingualism. The Francophonie is an integral part of the global humanistic culture."

There is passion in the urbane voice when he says the Francophonie favours an open world, chiefly because this encourages a "culture of peace."

Egypt's former deputy prime minister and minister of foreign affairs recalls that, when he broached the subject of Egypt's participation in the Francophonie with Claude Cheysson, then France's foreign affairs minister, his colleague expressed surprise that an Arabic country would seek membership. For Mr. Boutros-Ghali, however, because of the very diversity of the Francophonie, Egypt's participation was to be an additional rampart against all types of fundamentalism.

He is politely impatient with Cassandras who argue that Francophonie summits are too costly. In answer to a question I did not ask, he mentioned that the cost of a conference — they're held biennially — is less than the price of a tank or of a large military manoeuvre.

For him, a gathering of members of la Francophonie is one way of mobilizing world opinion. Summits do not resolve problems but they are like launching pads. Mr. Boutros-Ghali, a Christian Copt, drew an analogy between summits and an old proverb: "God needs bells to call his faithful." The Summit will ring bells to alert the world to the problems that assail it, in such areas as the environment, human rights and youth."

The theme of next year's summit, chosen by the heads of state and governments at the seventh summit in Hanoi is Youth.

♦ ♦ ♦

By all accounts, Mr. Boutros-Ghali's mission of information is off to a good start. With his quiet but effective diplomacy, there is little doubt that, in the process, he will demystify the Francophonie. Paradoxically, the spry, 76-year-old, consummate diplomat is about to rejuvenate what many considered a somewhat xenophobic organization.

And what a pity that, because of a fit of pique, Quebec's Premier will miss an opportunity to be enlightened by a wise man. Ah well, there is always next year, in New Brunswick, where preparations for the 1999 summit are well under way.

♦ ♦ ♦

Robert Pichette is an Acadian, a retired public servant, a writer and a journalist who lives in Moncton.

♦ ♦ ♦

RAT
IMF

Le français ne doit pas être en guerre avec l'anglais, dit M. Boutros-Ghali

16

OTTAWA (PC) – L'Organisation internationale de la francophonie ne doit pas être perçue comme un rempart contre l'envahissement de l'anglais, a déclaré hier le secrétaire général de l'organisme, M. Boutros Boutros-Ghali.

« Nous sommes habitués à voir la francophonie comme une machine, une forteresse pour se battre contre l'anglais. C'est faux. Si c'est ça, c'est perdu, a-t-il affirmé hier au cours d'un entretien avec la Presse Canadienne en marge d'une visite de 10 jours au Canada. L'anglais est devenue langue internationale, soyons réalistes. »

Ces propos du premier secrétaire général de la Francophonie ont de quoi choquer. Ils tranchent avec le discours traditionnel de la francophonie, où le rayonnement de la langue française s'opposait au plurilinguisme.

« Je dis ce que je pense, c'est tout. Je pense que le rôle de la francophonie, c'est de défendre la diversité culturelle », ajoute M. Boutros-Ghali.

Internationaliste et pragmatique, cet ex-secrétaire général de l'ONU veut jeter une bonne dose de réalisme froid sur la francophonie.

« Si je dis: Je veux la primauté du français, c'est dire que je vais entrer en guerre contre l'anglais, contre l'arabe aussi, contre le russe et l'espagnol. Pensez-vous que je risque de gagner? »

Arabophone, l'ex-ministre des Affaires étrangères d'Égypte re-

connait que certains membres de la francophonie peuvent se sentir menacés par l'anglais et que dans ce contexte, des barrières linguistiques peuvent être justifiées.

« Ce n'est pas une critique voilée à l'endroit du Québec, pas du tout, se défend M. Boutros-Ghali. Chaque pays a ses propres spécificités, ses propres problèmes, chacun va chercher dans la francophonie, qui est un instrument à leur disposition, celui qui lui convient le plus. Donc, je ne peux pas me permettre de faire une critique d'aucun pays. »

Diversité culturelle

Pour lui, la diversité culturelle est le meilleur rempart contre l'uniformisation des langues. Et c'est en s'associant à d'autres mouvements et organismes internationaux que la force du français sera la plus percutante.

En ouvrant la porte à d'autres langues et cultures, les pays de la francophonie donnent un bon coup de pouce au français au lieu de le diluer, fait remarquer le haut responsable.

« Il n'y a pas de contradiction parce que la langue française n'est pas la première langue dans 90

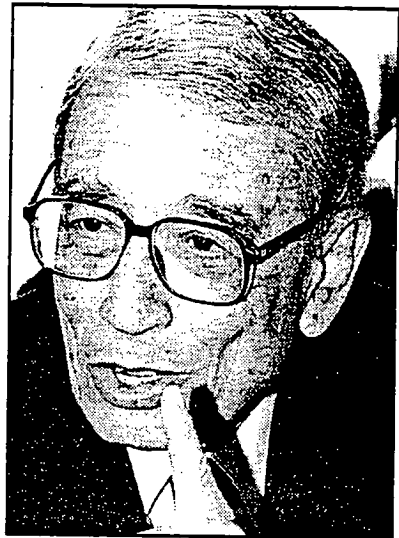


Photo PC

BOUTROS BOUTROS-GHALI a expliqué hier sa conception de la francophonie

pour cent des pays membres de la francophonie.»

À son arrivée sur le sol canadien, M. Boutros-Ghali s'est trouvé malgré lui au cœur d'une controverse entre Ottawa et Québec. Le premier ministre Lucien Bouchard a annulé son tête-à-tête avec le représentant de la francophonie sous le prétexte que le fédéral n'avait pas respecté le protocole d'entente sur les visiteurs étrangers sur le territoire québécois.

IMF

L'affaire Boutros-Ghali : une « chicane de famille »



GILLES TOUPIN

du bureau de La Presse, OTTAWA

L'affaire Boutros-Ghali, cet imbroglio Ottawa-Québec sur la prise en charge du secrétaire général de la Francophonie lors de sa visite dans la Vieille Capitale, n'a pas échappé à la France. Le nouvel ambassadeur de Paris à Ottawa, M. Denis Bouchard, a d'ailleurs fait hier une mise en garde à propos de cette « chicane de famille ».

« Je crois que ce qu'il y a d'important, a-t-il dit, c'est le sommet de Moncton. Si je comprends bien il y a eu des difficultés pour savoir qui assurerait la sécurité de M. Boutros-Ghali. Il ne faudrait vrai-

ment pas que ce genre de choses puisse perturber la bonne préparation du sommet. À mon sens, ça n'a aucune conséquence sur le statut particulier que peut avoir le Québec dans la Francophonie. »

Par ailleurs, le nouvel ambassadeur de France ne voit pas d'objection, s'il y a consensus, à ce que l'Ontario devienne membre participant de la Francophonie. Cependant, a-t-il rappelé, « dans le cadre de la Francophonie on s'assure que le candidat a une volonté de développer sa francophonie sur différents aspects. Ceci étant, nous avons dans le cadre de la Francophonie des États qui sont moins francophones que le Canada. »

ACD

A REKINDLED DEBATE OVER WIRING

As Urs Zimmermann, the captain of Swissair Flight 111, levelled his Boeing MD-11 jet out at 9,900 m, his 215 passengers settled in and waited for the attendants to serve supper. Soon after, Zimmermann noticed the first curls of smoke drift into the cockpit—and 16 minutes later, the plane slammed into the Atlantic Ocean off Peggys Cove, N.S. Last week, investigators examining pieces of the wreck said metal shards had been twisted by an

intense heat, while material above the pilots' seats had melted—possible evidence that a rapid and deadly electrical fire had ripped through the flight deck. And those revelations added to the growing debate over just how safe are the nearly 240 km of wires running through a large jetliner. "Because of these horrific crashes," says Ed Black, a former U.S. defence department airline wiring expert, "the wiring issue has come out of the closet."

Over the past eight years, various types of electrical problems have forced U.S. airlines to make more than 1,000 unscheduled stops, including two fire-related emergency landings each week. And as early as October, the U.S. Federal Aviation Administration plans to announce a sweeping inspection program to examine the wiring on more than 22,000 aging passenger jets, such as DC-9s and Boeing 737s. (Although MD-11s only came into service in 1990, they will also fall within the FAA study.) At the centre of the debate is a product called aromatic polyimide tape, which is widely

20

used as a covering on aircraft wiring. If it cracks, electricity can arc to nearby material, setting it on fire. "Anytime you get in a plane with these kinds of wires," said Patrick Price, a former wiring expert with Boeing Co. in Seattle, "it's like taking an incendiary bomb on board."

In many cases, FAA inspectors will be looking at a brand of aromatic polyimide product known as Kapton. Developed by the U.S. chemical giant DuPont, it dominates the polyimide market. But in 1982, the U.S. navy stopped using it in its jet fighters when cracks in wires coated with Kapton

were linked to on-board fires. And according to Susan Bradley, a spokeswoman for Boeing, Kapton was the primary coating used on the wiring in Swissair Flight 111. When a fault develops in Kapton, electricity arcs along the wires in a phenomenon known as flash over, which burns at a searing 1,000° C. The fire can be so hot that it will even cut through metal steering controls, and Price and other critics suggest that just such a fire may have burnt through Flight 111's auxiliary power cables.

Since 1993, however, industry experts say Kapton has been improved by wrapping

it in a tough Teflon coating. The new product is still widely used, although some manufacturers have been phasing it out (Montreal-based Bombardier Inc., for one, does not use Kapton in its latest generation of passenger jets.) Boeing still insists that older versions of the product are safe. Said company spokesman John Thom: "Kapton was and is certified for use on commercial airplanes." Even so, FAA officials say they may soon order its removal from hundreds of planes.

TOM FENNELL with *DANYLO HAWALESHKA*

ACD

Canada

A time to mourn

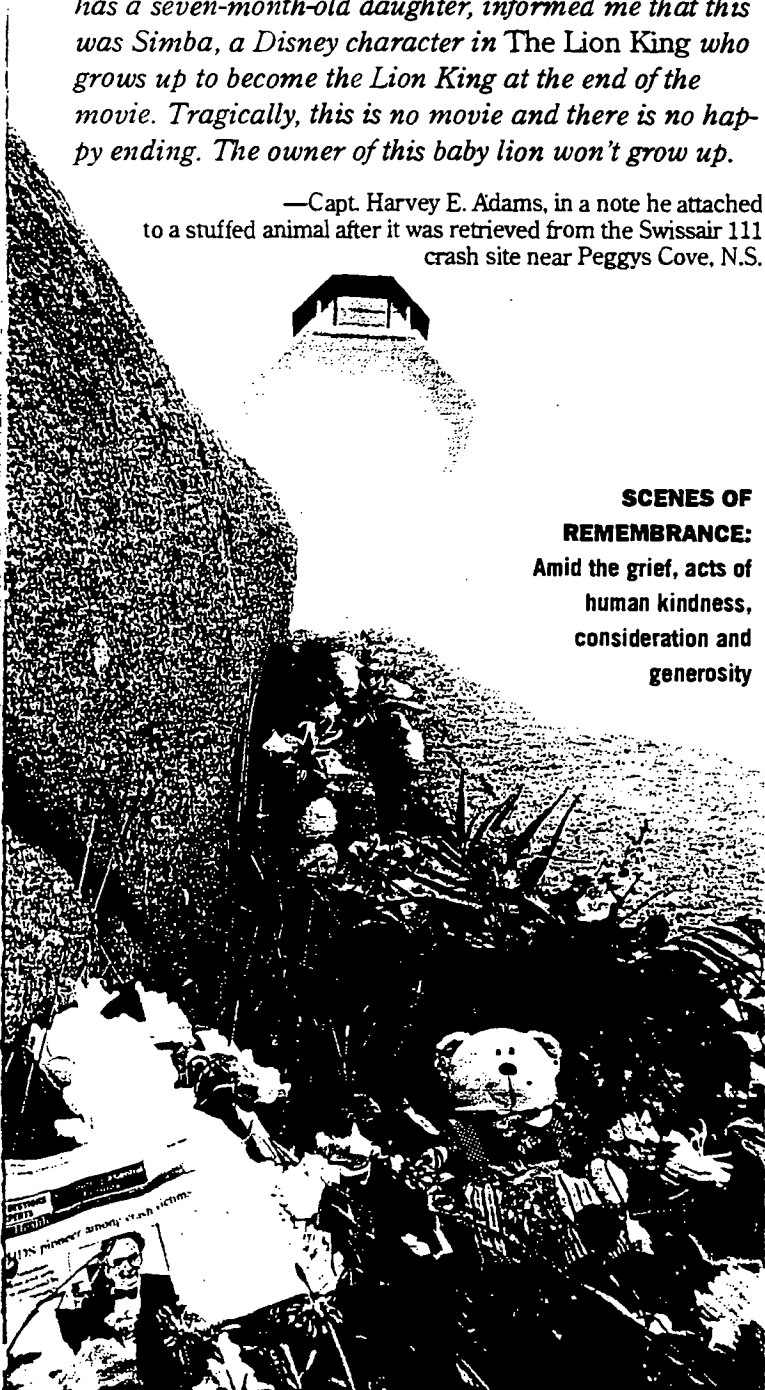
BY BRIAN BERGMAN

18

Dear Sir: This little stuffed toy whose label identified it as a Lion King was retrieved Friday, Sept. 4. It was carefully washed with the hope that it may provide some family member with solace as a tangible connection with the child to whom it belonged. My son, who has a seven-month-old daughter, informed me that this was Simba, a Disney character in The Lion King who grows up to become the Lion King at the end of the movie. Tragically, this is no movie and there is no happy ending. The owner of this baby lion won't grow up.

—Capt. Harvey E. Adams, in a note he attached to a stuffed animal after it was retrieved from the Swissair 111 crash site near Peggys Cove, N.S.

SCENES OF REMEMBRANCE:
Amid the grief, acts of human kindness, consideration and generosity



PHOTOGRAPHY BY PHILIP SNEIJMACKLEANS

The kindness of a coast guard captain who wants to provide some small measure of comfort to strangers who may live a world away. The consideration of a chief medical examiner who takes time out from the grisly task of identifying and cataloguing body parts to meet with grieving relatives and who later chokes back tears as he recounts the experience. The generosity of a woman who has just lost her father and stepmother, and who addresses a public memorial service not to vent her grief, but to express her heartfelt gratitude for how Nova Scotians—and all Canadians—responded in a time of crisis.

These were among the points of light that pierced the pervading gloom in the aftermath of the Sept. 2 crash of Swissair Flight 111, which killed all 229 people onboard. In a week when investigators sought answers to the big questions—had the plane crashed as a result of human error, mechanical failure or a combination of the two?—many others touched by the tragedy appeared to be acting on an instinctive human need to connect. "It was like it happened to your own family or next-door neighbor," says Lloyd O'Neill, a Roman Catholic priest from Halifax who was among dozens of clergy and psychologists who counselled victims' relatives from as far afield as Switzerland and Saudi Arabia. "All of a sudden, we were brothers and sisters in need."

The fatal incident that brought these strangers together began when a routine flight between New York City and Geneva went abruptly awry less than an hour after takeoff on Sept. 2. At 10:14 p.m. Atlantic time, Capt. Urs Zimmermann told the air traffic control tower in Moncton, N.B., that there was smoke in the cockpit of his Boeing MD-11 aircraft. Just 16 minutes later, the plane smashed into the sea, 14 km off of Peggys Cove.

For the hundreds of transportation safety and police investigators assembled in Halifax last week, the central puzzle remained the same. What had gone so wrong, so quickly, to make an experienced crew working for an airline with a commendable reputation for safety standards lose control of their aircraft? Any comprehensive answer to that question will be impossible until the information on Swissair Flight 111's cockpit voice recorder, recovered by divers at week's end, is analyzed. In the meantime, evidence began to trickle out that provided some clues as to what may have sealed the fate of the aircraft's passengers and crew.

Some of the most revealing information came from the full transcript released last week of the conversations that took place between the pilots and air traffic controllers during the flight's final moments. It suggests that, despite the initial reports of smoke at 10:14, Zimmermann and his crew felt they had the situation under control. After declaring "Pan, pan, pan" (a dis-

1/4 →



**Relatives of the victims of
Flight 111 coped with their loss
as the investigation continued**

tress signal less urgent than mayday). Zimmermann requested diversion to Boston, fully 555 km away. And even after accepting the air controller's suggestion of the much closer Halifax airport, the pilot clearly felt he had enough time to execute a 180-degree turn and head out to sea, away from the airport, in order to dump fuel and lighten his load for landing.

But a scant 10 minutes later, the situation had become desperate. At 10:24, in the final radio communication between the plane and the control tower, Zimmermann declared an emergency and said, "We have to land immediate"—not "immediately," as the initial and incomplete transcript released by investigators on Sept. 5 indicated.

Investigators had hoped that the plane's flight data recorder, retrieved from the ocean's depths on Sept. 6, would shed light on the last chilling moments of Flight 111. But the instrument—which provides information on more than 100 aspects of the flight, including the state of the electrical system—stopped recording as the plane descended below 3,000 m altitude, roughly the point of the last radio communication. Vic Gerden, the Transportation Safety Board's lead investigator, told reporters that this raised "a strong possibility" the aircraft had suffered an electrical shutdown that would have left the pilots flying—if they could fly at all—literally in the dark, using only manual controls. If that scenario proves true, even the cockpit recorder's information may reveal little, if anything, about the plane's final seaward trajectory.

Other details disclosed by investigators appeared consistent with the theory of a rapidly deteriorating series of electrical problems that ultimately confronted Flight 111's pilots with crippling smoke and heat conditions. Examination of the few fragments of the airplane recovered by week's end revealed visible signs of heat stress in the cockpit, including parts of overhead panels that were so hot that material melted and dripped onto one pilot's lambskin seat covering.

Evidence of electrical failure on Flight 111 immediately led to a flurry of speculation about its source. Much of this centred on the possible role played by the wiring aboard the MD-11, which was laden with an insulation known as Kapton—a widely used aviation product the U.S. military banned 11 years ago because it was prone to cracking that caused fires. (Another MD-11, flown by China Eastern Airlines, crashed at week's end in Shanghai after the front landing gear reportedly jammed, resulting in several injuries.) And while some aviation analysts concentrated on possible mechanical failures, others were already blaming the tragedy on human error.

Former American Airlines pilot Don Tynan told reporters Zimmermann wasted precious moments after acknowledging the presence of smoke by veering out to sea to dump fuel—a standard procedure when contemplating an early landing. "He shouldn't have screwed around," declared Tynan, who in 1979 safely landed a passenger jet without clearance at an

CANADA

airport outside of Washington after a bomb exploded in the cargo hold. "Rules are meant to be smashed if you are trying to avoid smashing a bunch of people on an airplane."

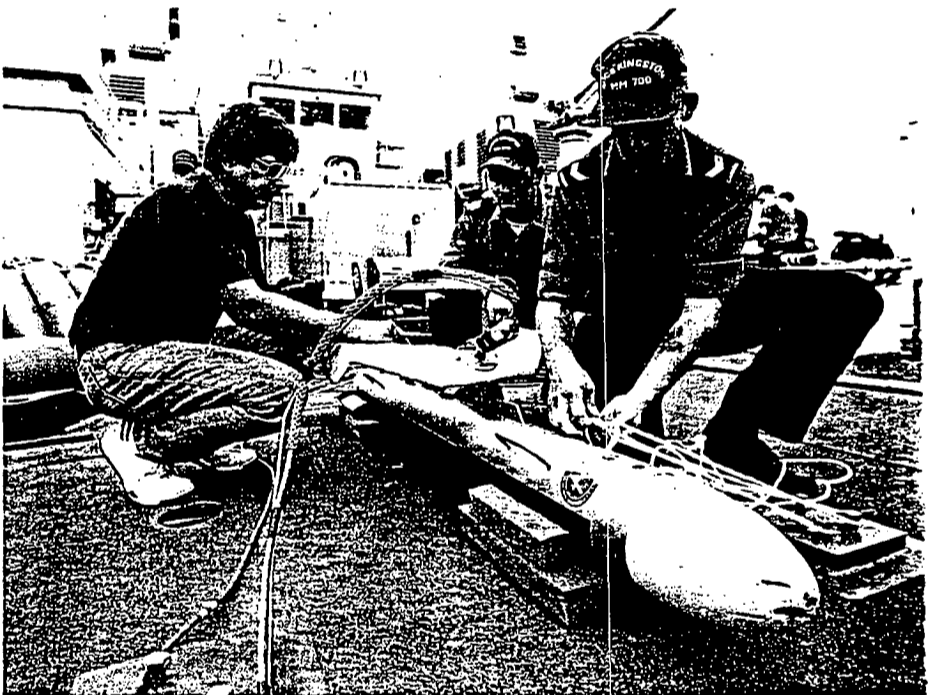
However, John Nance, a pilot and aviation analyst from Tacoma, Wash., told *Maclean's* that such accusations are both premature and irresponsible. Nance, who has written several books on airline safety, agrees Zimmermann could have opted for "a rocky, though not particularly dangerous," straight-in approach to the Halifax airport. But he says the early indications are that the aircrew believed they had the smoke situation contained and were following the normal procedures for dealing with it. And though something clearly went terribly wrong in the ensuing moments, Nance says, "the most dangerous thing in an accident investigation is to go stampeding towards a conclusion" before the facts are in.

If last week's developments were any indication, that may be a long time coming. As of Saturday, only about two per cent of the MD-11 jet had been recovered from the icy Atlantic waters and just four of the 229 crash victims had been positively identified. But diving efforts had begun to try to retrieve many of the corpses trapped in the plane's fuselage (searchers had pinpointed five sections of the plane, lying in about 60 m of water). At the same time, the USS Grapple—the ship that helped in the deep-sea salvage of the downed TWA Flight 800 off Long Island in 1996—was moving into position off Peggys Cove to begin lifting up the sections.

For those involved in the ongoing recovery effort, the horrific sights they have been exposed to will not soon be forgotten. In ship-to-shore interviews with *Maclean's*, Capt. Jim Dockerill of the Canadian Coast Guard vessel *Mary Hichens*—one of 14 navy, coast guard and RCMP vessels regularly patrolling the wreckage site for floating debris—described the assignment's emotional toll. Beyond the grim task of retrieving body fragments, Dockerill says it is the personal effects of the victims—and particularly of the children—that are most disturbing. "With wallets, passports and the



THE GRIM TASK CONTINUES: Troops comb the Nova Scotia shoreline for debris from the crash; personnel onboard HMCS Kingston (below) prepare to deploy a side-scanning sonar



3/4 →

like. I've made a point of not even opening them," he says, "because as soon as you start to relate to something as an individual you become overwhelmed."

As the search extended to the ocean bottom, Dockerill knows that even more gruesome discoveries lay ahead. But Dockerill quickly adds that the search team members are professionals who are keen to see the job through in the hopes of helping victims' relatives. The same mixture of grim determination and compassion was evident

last week at the makeshift morgue at CFB Shearwater where a staff of about 200 attempted to identify victims' remains using such aids as X-rays, dental records and DNA samples. In addition to overseeing the round-the-clock operation, Nova Scotia chief medical examiner John Butt also met with several family members of the victims to explain why they could not claim the bodies of their loved ones. "I spend a lot of time sitting down and making contact with them," said Butt during one of several media briefings, "actually touching them and looking them in the eye."

Not everyone swept into the post-crash maelstrom acted so nobly. Civil litigation lawyers, most of them American-based, were clearly open for business. On Sept. 9, the first lawsuit was launched by boxing legend Jake LaMotta, who lost his son and business partner, Joseph, 49, in the Swissair crash. LaMotta is seeking \$190 million in actual and punitive damages. In the aftermath of a major air disaster, litigation is both inevitable and often beneficial to the aggrieved parties. But the haste with which the U.S. lawyers (many of whom stand to rake in up to 50 per cent of any eventual awards in contingency fees) acted in the wake of the Swissair crash struck some observers as unsavory—if entirely predictable. "Lawyers are pushing would-be clients into action because they can negotiate lucrative contingency fees," says Michael Milde, a professor and immediate past director of McGill University's Institute of Air and Space Law. "These ambulance chasers are a shame to the profession."

Through it all, the victims' families—and the communities along Nova Scotia's south shore who had reached out to help them—continued their attempts to cope with the tragedy. During the course of the week hundreds of grieving relatives from Europe and the United States arrived in Halifax, then made the 45-km journey along winding roads to the scenic granite promontory at Peggys Cove. There, they threw flowers in the water, picked

up pebbles to take back home, or simply gazed out at the sea.

On Wednesday night, a public memorial service at Indian Harbor, near Peggys Cove, was attended by more than 175 family members of the victims, as well as hundreds of ordinary Nova Scotians. "It's nice to be here for the families," said Andrew Lapointe, a local volunteer fireman who had participated in the initial land search in the hours after the crash. "I feel they are a part of me now." As Prime Minister Jean Chrétien and Swiss President Flavio Cotti looked on,

a choir from St. Margaret's Bay Elementary School opened the service with a popular song that evoked the bond that had developed between the foreign mourners and their host community: "Lean on me when you're not strong/I'll be your friend/I'll help you carry on."

The sunset ceremony featured speakers and hymns from four faiths. But perhaps the most stirring words came from Claire Mortimer, whose father, retired *New York Times* executive John Mortimer, and step-mother Hilda perished in the crash. In an impromptu address, delivered in a steady, even voice, Mortimer recalled how local fishermen had scrambled into their boats in the dark hours just after the crash to look for survivors. "Your sacrifices have not gone unnoticed," she said. "Your outpouring of help will not be forgotten." Mortimer later told *Maclean's* she had found the service cathartic. "I think we needed this," she said. "It gave us a feeling, some sense, of closure. Now, the grieving process can begin."

It will not be easy—either for the stricken relatives or the Nova Scotians touched by their sorrow. O'Neill points out that, because of the intense media interest in the crash, victims' relatives may be reminded of their loss for years to come, when they pick up a newspaper or watch the evening news. "They will relive the event and that will generate the emotional pain," he says.

As for the fishermen who responded to the plight of Flight 111's victims—as well as the police and military personnel who are still sifting the wreckage for clues—they will also need time to make peace with the tragedy that happened in their backyard. "We all saw too much horror that night," says Ralph Kerrivan, a retired fisherman from Lower Tantallon, who jumped on a friend's boat to respond to the crisis on Sept. 2. "Seeing death like that up close, it plays on your mind. No one will get over this easily—if at all."

With SUSANNE HILLER in Peggys Cove

A tale of two aircraft

Boeing's MD-11 jetliner is generally considered exceptionally reliable, with only two fatal crashes in its eight years in service. But an analysis of reports filed with the U.S. National Transportation Safety Board reveals a relatively high number of potentially dangerous problems associated with the plane. Halifax doctor Alex Richman, who conducted the study, compared the MD-11's reported difficulties between 1991 and 1995 with those filed concerning the far more frequently flown Boeing 757, an aircraft similar in age:

	MD-11	757
Flying hours	594,000	5,200,000
Number of departures	96,500	2,200,000
Number of planes studied	43	300
Number of safety-related reports filed	167	144
Percentage of planes reporting dumping fuel	23	0
Percentage reporting shutting down engines	37	20
Percentage reporting unscheduled landings	72	51
Percentage reporting vibrations	28	8

4/4



INFOFLASH

First edition



première édition

Corporate Communications Division (BCC)
Telephone: (613) 995-9678
Fax: (613) 992-2432

Direction des communications ministérielles(BCC)
Téléphone : (613) 995-9678
Télécopieur : (613) 992-2432

Monday, September 29, 1998 • Le lundi 29 septembre 1998

[Presse Canadienne (Français)]

PEYREFITTE-FRANCOPHONIE

Byline: Michel Dolbec

PARIS (PC) - L'ex-ministre du général de Gaulle, Alain Peyrefitte, espère que le récent affrontement entre Ottawa et Québec autour de la visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, ne sera qu'un "accroc à l'histoire des 30 dernières années. "J'espère que cela n'aura pas de suite, a déclaré M. Peyrefitte. Le Québec ne doit pas abandonner les droits que l'histoire lui a reconnus. L'histoire, Alain Peyrefitte la connaît bien. C'est lui qui avait invité pour la première fois le gouvernement du Québec à prendre part à une conférence internationale, celle des ministres de l'Éducation francophones, à Libreville en 1968. Le fédéral s'y était vivement opposé mais ses protestations officielles n'avaient pas fait fléchir la France. La conférence avait donné lieu à de vifs affrontements. Les "guerres de drapeaux à cette époque (un an après le Vive le Québec libre) avaient une autre allure. "C'était un coup de force, se souvient l'ex-ministre. Le général pratiquait la méthode du fait accompli. Mais il savait que la Francophonie ne pouvait s'éclorre qu'à la condition que le Québec en fasse partie. Trente ans plus tard, le père de la formule "Non-ingérence, non-indifférence se déclare "étonné d'apprendre qu'Ottawa a voulu régenter dans ses moindres détails la partie québécoise de la visite de M. Boutros-Ghali au Canada. "Ce qu'a voulu l'histoire, c'est que ce conflit soit enjambé et qu'on ne revienne pas en arrière a encore dit M. Peyrefitte, qui a reçu, la semaine dernière à Paris, l'Ordre national du Québec des mains de la ministre de la Culture, Louise Beaudoin.

Pour protester contre l'attitude fédérale, le premier ministre Bouchard avait refusé de recevoir le secrétaire général de la Francophonie, accusé de son côté d'avoir joué de bout en bout le jeu du fédéral dans cette affaire. M. Boutros-Ghali avait été prévenu longtemps à l'avance par les représentants québécois à Paris de la tournure que risquait de prendre sa visite. "Il a cru qu'on était velléitaire, qu'on bluffait. Il s'est entêté à croire que c'était seulement une chicane de famille. Il n'a rien compris à ce qui se passait a résumé un haut-fonctionnaire. Si l'ex-ministre Peyrefitte croit que cet incident ne sera qu'un accroc, les faits semblent annoncer le contraire. L'affaire Boutros-Ghali n'était pas la première du genre et ne sera sans doute pas la dernière, pense-t-on du côté québécois. "Ca fait huit ou neuf mois qu'Ottawa essaie de contrôler toutes les visites officielles au Québec. Pour Boutros, ça devenait trop gros. On pouvait pas laisser passer ça. Mais ce n'est qu'un début. Ca va brasser encore prédit-on chez les Québécois.

[CP Wire]

Committee challenges government stand on jurisdiction (extract)

Byline: Stephen Thorne

HALIFAX (CP) - The Commons fisheries committee is not taking no for an answer from the federal government, threatening to call Ottawa's own experts to support its stand on ousting foreign fleets from the Northwest Atlantic. The all-party panel plans to hold public hearings on its proposal to extend Canada's fisheries jurisdiction into outlying areas of the Grand Banks off Newfoundland even though Ottawa has rejected the idea. "Why make deals to give away our fish to foreign nations when

BOUTROS-GHALI À
QUÉBEC

Non sans Ottawa

JOËL-DENIS BELLAVANCE
Le Soleil

OTTAWA — Le gouvernement fédéral aura son mot à dire dans l'organisation d'une autre visite du secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, même s'il devait venir au pays à l'invitation du premier ministre du Québec Lucien Bouchard.

Compte tenu que M. Boutros-Ghali occupe une fonction qui le place au même rang qu'un ministre des Affaires étrangères, Ottawa devrait être mis dans le coup dans l'organisation de cette visite si elle se concrétise, notamment en ce qui concerne le transport, l'hébergement et la sécurité de ce dignitaire étranger.

Voir NON en A 2 >

NON Le Canada tenu responsable

Suite de la Une

Car en bout de piste, le Canada, en tant que pays souverain, serait tenu responsable devant la communauté internationale si un incident déplorable devait marquer la tournée de M. Boutros-Ghali au Québec.

Telles sont les précisions qu'a fournies au SOLEIL, hier, le chef du protocole au ministère des Affaires étrangères, Alain Dudolt, quant aux règles qui s'appliqueront dans l'éventualité d'une autre visite au pays du secrétaire général de la Francophonie.

« Quand un dignitaire vient au Canada, qui a rang ministériel et de ministre des Affaires étrangères, il existe un cadre de règles bien établi qui régit fidèlement l'architecture institutionnelle du pays. (...) La responsabilité, en droit international, incombe à l'État souverain », a indiqué M. Dudolt.

« Il doit y avoir un accord préalable (entre Ottawa et Québec) à savoir qu'un invité étranger sera bienvenu au Canada et au Québec. Cet accord est essentiel », a-t-il ajouté.

Mais le chef du protocole a tenu à ajouter que le contenu du programme de la visite serait laissé à la discrétion de Québec afin de respecter sa spéci-

ficité comme gouvernement participant de la Francophonie.

Au sujet de la sécurité, il a aussi souligné qu'il y avait toujours eu une « collaboration » entre les différents corps policiers lors de visites de dignitaires étrangers.

Au début du mois, le premier ministre Lucien Bouchard a refusé de rencontrer M. Boutros-Ghali, qui effectuait une visite officielle au pays, affirmant qu'il se trouverait à sanctionner une « érosion » des pouvoirs du Québec sur la scène internationale s'il acceptait de le voir, la visite étant organisée par Ottawa.

« Le gouvernement fédéral a décidé de rompre les accords implicites qui avaient jusqu'ici reconnu le fait que le gouvernement du Québec a les coutumes franches quand il reçoit les hauts fonctionnaires de la Francophonie et quand il traite avec la France. Il y a des précédents. Chaque fois qu'ils sont venus au Québec, c'est le gouvernement du Québec qui a pris en charge ces gens-là à leur arrivée à l'aéroport », avait soutenu M. Bouchard.

Selon le premier ministre, Québec, en laissant à Ottawa le soin de prendre en charge M. Boutros-Ghali, enverrait un message aux autres pays membres de la Francophonie voulant

qu'il accepte d'une certaine façon une tutelle du fédéral sur son territoire.


En annonçant sa décision de ne pas rencontrer M. Boutros-Ghali, Lucien Bouchard avait également indiqué qu'il inviterait à nouveau le secrétaire général de la Francophonie et que son gouvernement s'occuperait d'organiser cette visite.

Durant son séjour au Québec, au début du mois, M. Boutros-Ghali n'avait pas eu grand-chose à se mettre sous la dent, le maire de Québec Jean-Paul L'Allier de même que le recteur de l'université Laval François Tavenas ayant décidé d'imiter le premier ministre Lucien Bouchard et annuler toute rencontre avec le diplomate.

Le secrétaire général, quant à lui, avait refusé de s'immiscer dans cette guerre des drapeaux entre Ottawa et Québec, affirmant que cet incident était « une querelle de famille ».

Il a indiqué qu'il vérifierait son « emploi du temps » une fois de retour à Paris avant de répondre à l'invitation de Lucien Bouchard.

Mais selon des informations obtenues par LE SOLEIL, Boutros Boutros-Ghali a été « profondément blessé » d'avoir encalssé un tel plaid ne et n'est pas très enclin à donner suite à toute autre invitation du Québec.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

3 5036 01041238 8

DOCS
CA1 EA 98V33 FRE
Visite officielle au Canada de Son
excellence Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire générale de la
Francophonie : cahier de press
16725120